

Recueil de souvenirs d'un aventurier au sein de l'ONU



Didier ANNET

DEDICACE

A :

- Christ
Pour sa protection Divine, ininterrompue depuis ma naissance et dont ces écrits sont un témoignage direct.
- Ma mère (notre petit phénomène de « manman chérie »)
Qui aurait aimé vivre ces situations à ma place, mais n'a pas tiré le bon numéro ; une chance pour moi !
- Toute ma famille
Proche et éloignée, que j'aime même si j'en ai pas l'air
- Tous mes amis (es)
Qui le sont ou qui disent l'être, que j'aime pareillement
- Tous les autres humains
Qui ont une âme et qui essaient de s'en souvenir, car nous sommes tous frères et sœurs
- Pour les sans âme, désolé le train est complet !

Préface :

Cet ouvrage n'est ni un roman, ni un recueil de mémoires, mais la narration d'anecdotes vécues à des moments bien précis de ma vie.

Ce qui y est relaté n'a été ni enjolivé ni romancé, mais j'ai essayé d'être le plus près possible de la vérité (à cause des trous de mémoire) même si parfois un décalage a pu se produire au niveau des dates, ceci n'enlève rien à la véracité des faits ni au contexte.

Certains pourraient penser que je détaille trop certaines scènes ou dialogues, mais c'est dans le but de rendre ces textes plus vivants, d'être dans l'ambiance, sinon cela risquerait de ressembler à un rapport d'activités.

Ma vie privée n'a pas été abordée car ce n'était pas l'objet de cet ouvrage, de même que je n'ai pas voulu citer de noms afin de ne pas mettre mal à l'aise les personnes impliquées dans ces faits. Il est évident que quelqu'un ayant vécu ces situations pourrait aisément se reconnaître, faudrait-il encore que ces écrits parviennent jusqu'à lui.

Afin de justifier le titre « aventurier » je me suis permis de remonter à la genèse (de ma naissance et jeunesse, pas celle de la Bible), pour montrer la suite logique de ma vie.

Au départ, il y a plusieurs années, je pensais rédiger un livre (un vrai) et l'éditer pour récolter des fonds que nous aurions pu utiliser dans nos projets de développement avec notre ONG, mais les années passant, je me suis demandé si ce ne serait pas pour mettre mon ego en avant, en restant indéniablement l'acteur principal. J'ai donc laissé tomber l'idée.

Depuis mon retour d'Afrique, je m'intéresse, comme chacun, au futur de notre planète et donc de notre humanité. Ce que j'entends, ce que je vois, ce qu'il se passe, place tout le monde devant un gouffre. Dans les « cités », ou plutôt « quartiers à fort taux d'occupation de population défavorisée », c'est le marasme complet. Les gosses sèchent les cours pour jouer les « choufs » pour des revendeurs de came et gagner 100€ par jour ; effectivement où est l'utilité d'acquérir des connaissances ?

Pourquoi aller à l'école si avec des diplômes on se retrouve chômeur professionnel ?

Ils ne croient en rien, juste au pouvoir de l'argent. Ils estiment que sans argent leur vie sera foutue. Ils sont complètement dans la survie.

J'en suis venu à repenser à ma vie et à ce que j'entendais quand j'étais jeune, les discours de nos aînés étaient les mêmes que ceux d'aujourd'hui, sauf que les aînés actuels sont ceux de ma génération.

J'ai donc pris le parti de montrer que j'ai pu faire quelque chose de ma vie, avoir des activités qui m'intéressaient et dans lesquelles, en plus, j'ai pris beaucoup de plaisir, mais sans avoir pris la voie royale, ni l'autoroute, mais les petites pistes.

J'ai eu envie très tôt de mener une vie d'aventure, donc non structurée. Le contraire du formatage de notre société.

Sans diplôme, j'ai pu exercer des fonctions de cadre; après avoir exercé un temps le métier de mercenaire ou soldat de fortune, j'ai pu rentrer dans le Système UN qui avait fait voter une charte par 110 pays, sur le non recrutement, la non utilisation et la non formation de mercenaires ; j'y ai occupé un poste où il avait été demandé un officier de l'armée ou assimilé dans la police, sans l'avoir été (simple sous-off). Comment ? Simplement en écrivant sur un CV

ce que les employeurs voulaient y lire et si possible sans jamais mentir, pour pouvoir rester droit dans ses bottes.

Dire que les derniers galons que vous avez portés étaient des barrettes de lieutenant, en omettant de dire que c'était dans les mercenaires, Etes-vous responsable si les personnes interprètent que c'était dans l'armée française. N'ayant jamais demandé de précisions, ils assument leurs déductions.

Mais il y avait un détail très important, c'est que j'avais foi en moi et que je n'ai jamais douté de mes capacités à exercer ces fonctions alors effectivement ça fait une différence. D'accord, en plus c'est en Afrique où tout est (était) possible. Mais pour moi impossible n'était pas français !

D'autre part, je ne cherche en aucun cas à régler des comptes avec le Système UN*, « faut pas cracher dans la soupe » comme disait le vieux Bob, mais j'ai tenu à montrer l'hypocrisie qui s'y trouve, derrière des soi-disant grands principes. Nos problèmes sont réglés, mais on ne veut surtout pas savoir comment!

Ayant mené des troupes, souvent comme instructeur, la règle était simple : je devais être, dans mes actes, un exemple pour les autres (certains diront que ce n'est pas toujours le bon) et c'est ce que je me suis efforcé de faire en défendant des valeurs qui n'ont plus cours dans notre société actuelle.

J'espère juste que le message sera reçu.

*Pour aider à la compréhension du texte, il faut tenir compte que j'évoluais dans un monde très anglo-saxon et que certains mots étaient couramment employés, même en parlant français (« angli-schisme » dit-on) :

- UN : United Nations, beaucoup plus employé à l'intérieur du Système que l'ONU (Organisation des Nations Unies).
- Staff : employé, personnel.
- Free-lance : photographe indépendant que l'on rencontre souvent dans les pays en guerre.
- Chouf : mot arabe qui signifie : regarder, mais en langage militaire : vieux baroudeur
- FSO : Field Security Officer
- UNFSO : FSO qui couvre tout le pays, avec des équipes régionales sous ses ordres.

Préambule :

Il était une fois, une petite âme qui s'ennuyait dans le ciel et qui voulait faire l'expérience de la vie sur Terre. Elle était souvent scotchée devant son écran plasma cosmique à regarder les humains vivre. Elle s'est aperçue qu'il y avait deux groupes ; l'un constituait une très grosse majorité et donc l'autre la petite minorité.

La majorité était sur un rail et avait très peu l'occasion d'en sortir, par contre, ceux de la minorité, avait une vie qui pouvait aller dans tous les sens, suivant leur choix.

Il a semblé à cette âme que la vie devait être plus drôle si on se trouvait dans cette minorité.

Donc son choix était fait, elle irait, elle aussi, dans le plus petit groupe.

Comme elle rêvait de voyages et d'actions, elle devait donc choisir un pays, un lieu, une famille où les événements iraient dans son sens.

Elle jeta son dévolu sur l'Algérie et serait un garçon, pour être moins limitée dans ses actions que le serait une fille. Elle se fit parachuter dans une famille pied-noir, et naquit juste quelques années avant le début des hostilités en Algérie. Etant assez pressée de passer à l'acte, elle estima que 28 semaines d'attente au chaud dans le ventre de sa mère, étaient suffisantes au lieu des 36 réglementaires. Ce fut ric et rac mais elle survécut et son véhicule/corps/Personnalité reçut le prénom de Didier.

Marqué par l'ambiance du contexte de la rébellion, son père, celui de Didier, rejoignit l'OAS (Organisation Armée Secrète). C'était des gens qui ne voulaient pas quitter l'Algérie malgré le vote de l'indépendance. Tout en continuant d'exercer son activité professionnelle, il fut responsable d'un secteur, cachait des armes, des déserteurs, parachutistes et légionnaires. Chez lui pour les armes, plutôt chez sa mère pour les déserteurs.

Lorsque Didier se trouvait chez sa grand-mère, il avait la consigne de les appeler « papa », quand ils étaient seuls évidemment, il n'aurait pas été bon de dire « papa 1 et papa 2 », pour donner le change en cas de descente des gardes mobiles qui les cherchaient.

En 1962 ce fut l'exode vers la France.

Situation qui a grandement contribué à forger sa personnalité d'enfant de 11 ans. Dès la préadolescence, de calme, il est devenu bagarreur avec un esprit d'aventure et un idéalisme déjà latent qui se trouvera tout à fait en accord avec ses lectures du moment, dont l'un d'eux, un livre de l'ex-capitaine de Légion, Pierre Sergent (qui avait déserté pour rejoindre l'OAS), « ma peau au bout de mes idées ».

Par contre le désaccord était avec les études. Il semble que les terriens n'avaient que ce mot à la bouche, faire des études pour avoir un morceau de papier qui, paraît-il, allait leur ouvrir les portes.

Il lui est arrivé fréquemment de voir des gens avec ce genre de papier, mais qui n'avaient pas trouvé la porte et donc pas pu l'ouvrir. Donc en plus du papier il fallait acquérir une boussole.

Le but étant de vivre des aventures, il fallait en faire le minimum nécessaire tout en ayant « La boussole » et pour le papier- serrure de la porte, on verrait une fois devant.

En âge d'être incorporé pour le service militaire, personne ne fut étonné quand Didier demanda les paras comme affectation. De même que, quelques années après, c'est cette même ligne de conduite qui fit qu'il se retrouva à Saïgon, en 1975, avec un ami, ex-para aussi. Tous deux n'étaient pas favorables aux idéaux communistes, mais ils avaient voulu, eux aussi, connaître ce

que les anciens avaient vécu en Indochine, et comprendre ce qu'était, comme disait Lartéguy dans son livre, « le mal jaune ».

Didier au Vietnam :

Arrivés sur place au mois d'avril, sans connaître l'Asie ni mon ami ni moi, nous nous sommes donc tout naturellement retrouvés dans un restaurant qui faisait de la cuisine française car on devait certainement y parler français. Le propriétaire avait du mal à comprendre ce que nous étions venu faire dans ce pays, surtout en ce moment. C'était trop compliqué de lui expliquer le pourquoi du comment donc on racontait que nous étions des *freelances, nos appareils photo confirmaient ! La ville de Phnom Penh, au Cambodge, était tombée ce même mois et les khmers avaient vidé la ville de tous ces habitants. Quid pour Saigon si ça arrive ?

Il nous a mis en garde sur les petites escroqueries routinières de certains habitants de cette ville, notamment les changeurs dans la rue, qui avec un taux très intéressant vous montrent les billets, mais les pliez de façon particulière, en faisant des rouleaux qu'ils vous remettaient ; mais quand vous ouvriez les rouleaux, surprise ! Que des billets d'une piastre. On l'a remercié de cette info en lui disant que nous allions faire attention.

Evidemment avec un taux aussi intéressant, 730 à l'officiel, 6000 dans la rue, nous pourrions vivre comme des rois, donc dans le marché, nous avons dit oui au type qui disait « you change money ». Il nous demande de le suivre, dans des escaliers, au 1^{er} niveau d'un immeuble. Mon ami me dit qu'il ne faut pas oublier les conseils reçus au restaurant, donc avec un anglais scolaire petit nègre, pour être bien perçu, j'explique à « you change money » que s'il y a une embrouille il va descendre de ce 1^{er} étage par-dessus le balcon mais pas par l'escalier. Il réfléchit, nous demande de le re-suivre, sur le plancher des vaches, derrière un kiosque, ce qui prouve qu'il m'avait bien compris.

Mon ami lui montre les 10 USD et l'autre commence à sortir les billets de sa poche et à les plier d'une façon spéciale, suspecte, mais on le surveillait de près. Ça traînait en longueur et je commençais à m'impatisser car le change dans la rue n'était pas légal et se faire coincer par la police ça voulait dire donner encore plus d'argent pour s'en sortir, car la corruption était de mise. Finalement on prend le rouleau d'argent et le type s'en va ; on marche une centaine de mètres pour s'éloigner de l'endroit, on ouvre le rouleau, que des billets d'une piastre dans un seul billet de 100. Alors là, la rabia comme on disait en Algérie. Etre prévenus et se faire quand même couillonner, ça c'est fort ! Nous n'avions pas vu l'échange de rouleau. Bon nous n'avions perdu que 9 USD, pas encore la ruine, mais la honte.

Le lendemain, vers midi, on se dirige vers une gargote, derrière le marché, beaucoup moins cher que le restaurant « cuisine française », pour nous sustenter.

On doit passer à travers une foule grouillante qui vous propose tout et n'importe quoi en vous tirant par les manches pour éviter que vous vous intéressiez à leurs voisins.

On se taillait un chemin comme on pouvait quand un type m'accroche en disant « you change money » ; il était dans mon dos, mais j'ai reconnu la voix et je n'en croyais pas mes oreilles. Il nous arnaque la veille et a le culot de vouloir remettre ça aujourd'hui.

Dans le même mouvement, je me retourne et lui balance une magistrale baffe. Le type se retrouve par terre ; je le relève pour lui en remettre encore une en gueulant que c'était un voleur, mais un homme dans la foule, parlant un français très correct m'a dit « monsieur, vous avez joué

et vous avez perdu, il faut être fair-play ! » C'était logique, alors j'ai lâché le voleur. Une baffe en pleine foule pour 9USD ça paraît équitable.

Trois jours plus tard, le 28, j'assistais à une attaque aérienne sur le palais ; je me retrouvais sur le trottoir d'en face quelques minutes après le passage de l'avion. Sur le côté opposé, un cameraman canadien suivi de son preneur de son, filmait les lieux. Il s'est vu menacé et frappé par un soldat sud vietnamien, tête nue, en colère à cause de l'attaque, accompagné de 2 soldats, casques US aux ras des yeux, qui venaient de sortir affolés d'un bar voisin.

Etant de nature impulsive et un peu boy-scout, je traverse pour défendre le canadien, mais le soldat se retourne et s'en prend à moi en me donnant un coup de crosse de son revolver ; ma pratique des arts martiaux (à cette époque) jouant à fond, je bloque du bras droit et prend le coup destiné à ma tête sur le coude ; ça m'a fait mal et ça me mit en rogne donc dans la foulée je lui décoche un revers de la main droite (non appris sur les tatamis) ; le type qui devait peser 40 kg tout mouillé se retrouve suspendu à l'horizontal à un mètre du sol avant de s'étaler.

Je dois admettre que ça m'a surpris moi-même, mais entre la colère d'être agressé et la surprise de l'autre cow-boy qui ne s'attendait certainement pas à s'en manger une, c'était comme au cinéma ; évidemment ça n'a pas plu à ses 2 acolytes qui m'ont mis en joue tout de suite avec leur US M1 (carabine américaine), à un mètre, pour être sûrs de ne pas me rater avec leurs yeux qui dépassaient à peine du casque; mais je me suis dit qu'ils ne tireraient pas (en fait simple hypothèse de ma part), pour moi c'était leur supérieur qui avait pris la baffe, donc il est normal que ce soit lui qui demande réparation.

Quand il s'est relevé, d'un bond de chat électrocuté, ce n'était pas un bristol qu'il avait dans la main, mais son colt 45 (pistolet automatique) qu'il avait ramassé et qu'il arme avant de me mettre en joue, mais lui beaucoup plus près, car j'avais le canon à 30 cm de mon visage; il faut dire qu'il avait bu et qu'il voulait assurer le coup.

Alors là mes aïeux, s'agissait de ne pas moisir sur place, car les cas de refroidissement en place publique de leur part n'étaient pas rare dans ce pays.

La seule chose qui m'est venue à l'esprit, c'est qu'il n'est pas facile de tirer sur un type en le regardant dans les yeux, mais que pour un soldat digne de ce nom et bien formé, tirer dans le dos pose, en général, un cas de conscience. Était-il un soldat bien formé ?

Fort de cette méditation accélérée, peut-être 2/10 de seconde, je lui fais savoir qu'il est complètement timbré, pour qu'il comprenne bien, je joins le geste à la parole avec mon index droit sur ma tempe, je fais un demi-tour presque réglementaire, presque, parce que beaucoup trop décontracté (c'était l'effet recherché) et je m'éloigne de lui en prenant bien soin de ne pas courir, mais au contraire de m'éloigner calmement.

Ce qui fut impressionnant, c'était de voir la population massée plusieurs dizaines de mètres plus bas dans la rue, le cameraman avait complètement disparu de la circulation ainsi que son preneur de son, donc pas de soutien de ce côté-là, ce qui fait que j'étais vraiment seul avec ce type qui braquait son arme dans mon dos et à chaque pas, sans jamais me retourner, je me disais « va tirer, va pas tirer » ; après avoir parcouru une dizaine de mètres j'étais persuadé qu'il ne tirerait plus, trop de témoins tassés au bout de la rue avaient les yeux rivés sur lui ; peut-être encore un raisonnement d'occidental. Mais je me suis dit que ce coup-ci c'était limite.

Les bombardements de Saigon augmentant d'intensité, les soldats du sud commençaient à se débiner, jetant leurs armes et, tout en courant, retiraient leurs uniformes car ils avaient des vêtements civils en dessous ; c'est une technique au point que j'aurais l'occasion de voir utilisée aussi en Afrique.

Evidemment, ce genre de comportement s'accompagne toujours de pillages et rackets. C'est pour cette raison que j'avais pris la précaution de ramasser un peu d'armement afin d'être beaucoup plus dissuasif qu'avec des baffes et des revers de main. La propriétaire de l'hôtel où nous logions, me voyant revenir avec mes emplettes, me demanda ou plutôt me supplia de bien vouloir assurer la sécurité de son immeuble car elle avait peur. Devant sa détresse, feinte ou pas, j'ai accepté. Et me voilà passant la nuit dans le hall, assis à la place de la réceptionniste, la carabine USM1 avec 5 chargeurs et un sac de grenade sur le comptoir, afin de montrer aux pillards qu'il ne ferait pas bon pour eux de faire une halte dans le secteur. Mission que j'ai remplie les nuits du 28 et 29, car le 30 avril, les autres (l'armée régulière du nord Viêt-Nam) sont arrivés et la ville de Saigon est tombée. Pas difficile à retenir, c'est le jour de la fête de la Légion, « Cameron », je suppose que le choix n'est pas anodin.

Le 30 avril nous étions mon ami et moi au pied de l'ambassade américaine et avons vécu en direct le départ de ses occupants par hélicoptère, à partir du toit du bâtiment et ensuite le pillage des locaux par la population livrée à elle-même.

Nous étions venus au Viêt-Nam pour donner un coup de main et voilà que les autres avaient gagné, même pas 10 jours après notre arrivée; nous nous trouvions assez dépités. Comme nous nous sommes retrouvés dans la cour de la mairie, où des voitures étaient stationnées devant nous, nous avons décidé d'en prendre une avant que les nouveaux venus ne mettent la main dessus. Echec total, aucune ne démarrait. J'ai quand même gardé dans ma poche la clef d'une jeep qui ne voulait pas partir. Sabotage logique quand on effectue un repli, pas toujours stratégique. Mon ami et moi avons donc décidé que si on ne pouvait pas avoir une voiture, les autres non plus et nous avons rafalé les pneus et portières des 4 ou 5 voitures garées là.

Ensuite nous nous sommes séparés car il avait rendez-vous avec des copains journalistes et j'ai pris la direction de l'hôtel.

Mais en chemin je suis tombé sur une avant-garde de bodoïs ; ils étaient donc déjà dans le centre-ville.

Dire qu'ils étaient surpris de me voir est un peu faible; ils auraient vu un martien que ça n'aurait pas été pire.

Il faut dire que les plus jeunes n'avaient rien vu du monde extérieur, ils ne connaissaient que la forêt, alors dans une grande ville comme ils n'en n'avaient jamais imaginé, tomber sur un type qui, du haut de ses 1,90 m, avait 3 têtes de plus qu'eux, vêtu tout en jean, cheveux ras, avec une USM1 sur l'épaule, un porte chargeur bien garni, ils n'étaient pas mentalement préparés.

A ce moment, je ne sais pas quelle idée m'est passée par la tête, mais j'ai montré du doigt le sommet d'une tourelle du bâtiment public derrière eux ; j'ai enlevé la carabine de mon épaule et je me suis mis à tirer sur les statues du haut ; voyant mon geste, et pensant « ennemi », ils se sont mis en position, genoux au sol et ils ont rafalé dans la même direction que moi. J'ai cessé le feu et à ce moment, un vieux « *chouf », tout grisonnant et coupé en brosse m'a très délicatement enlevé la carabine des mains, m'a retiré les chargeurs, a posé le tout sur le sol et m'a fait comprendre par geste de m'en aller, ce que je n'ai pas discuté d'ailleurs.

Nous avons donc pu voir le rouleau compresseur se mettre en place avec des hauts parleurs dans les arbres qui braillaient des slogans propagandistes dès 5H00 du mat.

Nous avons assisté à un grand défilé qui n'en finissait pas, à tel point que j'ai dit à mon ami que c'était les mêmes camions qui tournaient en boucle pour montrer qu'ils étaient en nombre.

Nous nous trouvions juste à côté de grosses enceintes et d'un type qui avait des magnétophones. Il a branché le tout. Il a mis à fond et un bruit de foule et d'applaudissements est sorti des baffles.

Ce qui était incongru, c'est que nous étions nous-mêmes dans cette foule ; elle regardait bien, mais restait silencieuse et surtout n'applaudissait pas.

Bel exemple de manipulation des masses pour les occidentaux.

Pour briser la monotonie qui commençait à s'installer nous avons voulu nous rendre à Bien Hoa, 30 km au nord de Saigon. Mais nous avons été arrêté sur le pont par des bodoïs en jeep qui venaient en sens inverse; mon ami râlait car il disait que si je n'avais pas été me percher sur le toit du « took-took », moto de 6 places couvertes, ils ne nous auraient pas vus ; j'en doutais, mais là n'était plus le problème ; ils nous ont fait descendre du véhicule, devant des passagers assez terrorisés.

Le gradé a vu que j'avais un appareil photo pendu à mon cou, il a voulu s'en saisir, je l'ai repoussé ; il se recule et détache le rabat de son holster pendu à sa ceinture, sort son pistolet et me met en joue ; apparemment que ce soit du sud ou du nord, ils ont tous la même manie à mon égard ; il s'aperçoit à ce moment-là que son arme est encore enroulée dans un sac plastique transparent, il se dépêche de l'enlever, pour ne pas le trouer, je suppose qu'il ne devait en avoir qu'un.

Devant le ridicule de la situation j'en profite pour lui dire que c'est bien un « charlot » ; je ne prenais pas beaucoup de risque car seuls les vieux « choufs » comprenaient le français ; Il m'a quand même pris mon appareil et ils nous ont conduits en jeep dans un ex-commissariat de Bien Hoa. Ils nous ont enfermés dans un bureau où se trouvaient stockés des armes et des munitions, grave erreur avec des loufoques comme nous ; nous envisagions déjà d'y mettre le feu afin de faire un beau feu d'artifice qui nous permettrait de se débiter presto, pas vraiment en douce.

Malheureusement ils ont dû y penser aussi, car ils ont déménagé tout l'arsenal ; « ce que c'est que de manger du nuoc-mam pendant des années, on finit par réfléchir, même quand on porte un uniforme ».

Nous y sommes restés trois jours. Chaque jour nous étions amenés devant un type qui parlait un français châtier et qui nous posait des tas de questions ; son obsession c'était que nous étions des agents de la CIA et que nous devions le reconnaître en faisant une autocritique par écrit et en précisant que nous étions bien traités.

J'ai dû refaire 5 fois mes autocritiques, mais je précisais bien que j'étais français et pas un agent de la CIA, d'ailleurs je parle très mal anglais ; il l'a enfin admis, mais ce type n'était jamais satisfait. Il ne critiquait jamais les nombreux sous-entendus que permet la langue française et que j'avais glissés un peu partout ; par contre il disait, « je vous suggère.... » ; Il m'avait fait rectifier presque toutes les mines que j'avais plantées, il maniait donc très bien notre langue. Contrairement à moi, j'ai pu constater que l'Asie était la patrie de la patience.

Ils ont quand même dû faire des vérifications rapides car le troisième jour il nous a dit que nous devions être conduits à Saigon.

Une fois installés à l'arrière de la jeep, le chauffeur se met à chercher la clef partout ; j'ai dit à mon ami « si ça commence comme ça on est pas arrivé ». A ce moment-là je me souviens de la clef au fond de ma poche, que j'avais récupérée quelques jours plus tôt sur la jeep de la mairie ; je tape sur l'épaule du chauffeur qui se retourne, tendu car il était seul avec nous et je lui montre la clef ; il regarde la clef, la prend, me regarde, regarde la clef, me regarde encore, alors je lui fais signe d'essayer. Il met le contact, tourne la clef, le moteur démarre, là-dessus le chauffeur se retourne d'un bond et me fixe, moi je hausse les épaules. Pas difficile de voir le cheminement de sa pensée, alors ne parlant pas la langue, comment j'aurais pu lui expliquer que : non ce n'est pas moi qui lui ai piqué la clef mais qu'une clef de vieille jeep de la seconde guerre mondiale, complètement usée avec le temps avait de grande chance de fonctionner sur un autre véhicule du même modèle.

Nous sommes arrivés dans la soirée à Saigon et il nous a laissé devant l'hôtel.

Un matin mon ami m'a dit qu'il s'était arrangé pour être sur un avion pour Vientiane, au Laos, avec des journalistes que les nouvelles autorités avaient autorisés à partir.

J'ai refusé de l'accompagner car je voulais voir comment les choses allaient se passer.

Nous avions obligation de nous faire enregistrer auprès des autorités. La bureaucratie se mettait en place.

Nous faisons la queue devant un grand hangar où les autorités avaient dressé des tables qui portaient le nom des pays. Les nationalités inscrites représentaient l'éventail des gens qui faisaient la queue avec moi.

Les personnes se trouvant aux tables distribuaient des formulaires à leurs ressortissants. Seule une table ne le faisait pas car elle était vide, les documents posés dessus. Evidemment cette table portait la pancarte « France », donc les files de toutes les autres nationalités avançaient sauf la nôtre. Certainement, vu l'heure, que les préposés en étaient au café et même au pousse café, restons français.

On dit toujours que la patience est la 1ère qualité du parachutiste mais ça n'a jamais été la mienne; las d'attendre, j'ai sauté par-dessus le comptoir pour récupérer les formulaires et j'ai commencé à les distribuer aux français qui n'attendaient que ça.

La dessus déboulent 3 bodoïs qui m'ont arrêté en m'expliquant dans un mélange de langues que c'était forbidden (interdit) d'agir comme ça. Donc ils ont récupéré dans les mains des français tous les documents que j'avais distribués. Je leur ai dit que de toute façon ces documents devront de nouveau être donnés, mais une traductrice qu'ils étaient allés chercher m'a dit que je n'étais pas l'agent habilité à le faire donc que ma conduite était condamnable, traduire par « politiquement pas correcte ».

Donc autocritique, confiscation du passeport que je dois revenir chercher dans 3 jours.

Les jours et les semaines passent avec leur lot d'histoires. Les pauvres bodoïs qui sortaient de la brousse se trouvaient confrontés à leurs frères sudistes, beaucoup plus éveillés et surtout beaucoup plus roublards. Donc ils achetaient des montres au marché aux voleurs, rutilantes où on leur montrait que les aiguilles tournaient, seulement elles ne comportaient aucun mécanisme interne et ils s'en apercevaient toujours trop tard.

Une bonne quantité de boîtes de cirage de fabrication étrangère, inconnue de ces soldats miniatures, était vendue en guise de confiture.

Ils n'avaient jamais vu les ventilateurs plafonniers dans les maisons et se servaient de leurs baïonnettes pour les arrêter.

Certains achetaient du poisson au marché et les nettoyaient dans les cuvettes des toilettes car il y avait de l'eau et ils tiraient la chasse pour avoir un peu plus d'eau; l'horreur quand ils voyaient leur poisson disparaître et les voilà partis en trombe dans les escaliers pour tenter de les récupérer plusieurs étages plus bas. C'en était pathétique.

Une habitude qu'ils avaient et qu'ils ont vite perdue, celle de se promener au marché avec des grenades pendues à leur uniforme ou fixées à leur ceinturon. Beaucoup de sud-vietnamiens n'avaient pas admis la défaite et se retrouvaient complètement déboussolés, sans rien à perdre, état d'esprit qui engendre des idées suicidaires alors ils dégoupillaient les grenades qui restaient accrochées aux vestes et aux ceintures et les bodoïs sautaient avec.

N'ayant plus d'argent, je me suis inscrit à l'ambassade de France comme indigent. Il faut dire que c'était facile car je marchais pieds nus et forcément j'étais classé parmi les petits blancs. Ça me permettait de toucher mes 10.000 piastres comme les autres, dans les 10 USD cours officiel.

J'étais en contact avec un groupe d'anciens soldats sud vietnamiens qui projetaient de partir vers l'ouest, côté Cambodge et de rejoindre une rébellion qui s'y formait. Comme nous étions ensemble depuis quelques temps je me suis dit que je pourrais peut être faire partie du voyage, mais gentiment ils m'ont expliqué que j'étais un peu trop voyant et qu'ils étaient désolés.

J'ai dit que je ne leur en voulais pas car j'aurais réagi comme eux.

La situation s'enlisait, les nouvelles autorités resserraient l'étau autour des anciens soldats qui n'étaient pas venus se faire enregistrer car ils constituaient une menace pour eux.

N'ayant plus rien à espérer, je décide donc de m'inscrire sur une liste d'avion, mais un nouveau problème surgit ; il fallait avoir un billet et je n'avais plus les moyens de me payer un nouveau ticket retour ; donc mon objectif était de faire accepter celui qui était en ma possession, mais plus valable puisque la limite retour était dépassée depuis longtemps.

Le seul moyen plausible était que je me fasse passer pour un étudiant qui doit reprendre ses cours prochainement et le fait d'être coincé là allait m'en empêcher et je ne voulais pas perdre une année bêtement.

J'ai donc commencé à plaider ma cause auprès de certains bureaux. Les réponses ne variaient pas beaucoup : « ils ne pouvaient rien faire parce que je devais d'abord passer au bureau un tel, se trouvant à telle adresse ». Et me voilà parti une énième fois, soit à l'immigration, soit aux affaires étrangères, soit ailleurs et retour case départ.

Je dois avouer que j'ai joué le jeu un certain nombre de jours, car j'ai cru que ça pouvait aboutir mais j'ai fini, une fois de plus par perdre patience lors de ma dernière visite aux affaires étrangères. Il faut dire qu'ils devaient en avoir marre de me voir.

Ce jour-là, comme ils me faisaient toujours les mêmes réponses, j'ai vu rouge. Je trouvais horripilant de me faire promener comme ça alors qu'il eût été plus simple de me dire « non monsieur ce n'est pas possible », seulement j'ai compris plus tard qu'ils ne savaient pas dire non directement, c'était à moi de l'interpréter. Comme je commençais à engueuler un type dans le hall, un secrétaire de l'ambassade est arrivé brusquement derrière moi, m'a donné une très forte poussée dans le dos en me disant de sortir tout de suite du bâtiment.

Ça, c'était la goutte d'eau. Je me suis retourné et toujours avec le revers (j'aurais pu être bon au tennis) je lui colle ma main droite en travers de la figure. A ce moment j'ai compris l'expression « avoir la gueule en coin de rue », car il a effectivement pris un angle pendant une seconde.

Stupeur parmi les gens présents, c'est là que j'ai compris qu'il devait être un responsable aux affaires étrangères. Donc ils se mettent à hurler et un bodoï, celui qui devait être en faction à la porte arrive au galop, se précipite sur moi et m'empoigne sans ménagement. Je n'ai pas du tout apprécié et donc lui aussi s'en mange une.

Mais tabasser un bodoï ça déclenche une révolution et je me trouvais au milieu de cette révolution. Ils ont fini par comprendre que, même plus nombreux, j'avais une allonge qui me donnait un énorme avantage sur eux.

Donc petit à petit on glissait vers le milieu de la cour devant la grille d'entrée du bâtiment. Il y avait des gens à l'extérieur qui suivaient les événements donc je me suis mis à crier qu'il fallait prévenir l'ambassade de France. Je me suis retrouvé au milieu d'un cercle d'une douzaine de bodoïs. Ils ont agrandi le cercle, l'un d'eux a pris son pistolet, a tendu le bras, visé les jambes et a tiré.

Le coup de feu a stoppé le temps, silence total ; j'étais toujours debout, jambes légèrement écartées, dans une attitude d'attente, sur la défensive ; je baisse les yeux et vois un filet de sang qui coule sur mon pied droit ; je mets une minute à réaliser qu'en fait la balle à traverser une bosse, énorme, sur le tibia même. Un motocycliste me l'avait fait 2 jours avant avec sa béquille en me passant littéralement sous le nez, entre moi et le trottoir alors qu'il ne me restait qu'un pas à faire. Une chance, il ne m'avait pas brisé le tibia. Donc, la balle avait traversé cette bosse, sans toucher l'os, le cul bordé de nouilles quoi !

Mais les soldats qui m'entourent parlent entre eux et ne connaissent pas l'histoire de ma bosse. Ils constatent que le sang coule, que je suis toujours debout en train de les narguer ; je regarde celui qui a tiré, qui a toujours son arme au bout de son bras pendant et je lui dis « connard tu es content de toi, tu as troué mon pantalon ».

Le coup de feu avait baissé la pression et surtout attiré un peu plus l'attention des spectateurs à l'extérieur des grilles. Un type, un civil, petit, avec des lunettes en cul de bouteille qui le faisaient ressembler à un cancrelat, parlant bien français, s'approche de moi et me dit gentiment « Monsieur, venez vous asseoir à l'intérieur de la guérite, sinon ils vont vous tuer si vous restez là » ; je l'ai donc suivi dans la guérite et m'assied sur un banc face à un bureau.

Une fois dedans il parle avec les bodoïs et me traduit « monsieur, ils veulent vous attacher », je réponds qu'il n'est pas question qu'ils m'attachent sinon je me remets debout et je refais une distribution, gratuite »

Re-consultation des intéressés et retraduction « monsieur ils insistent, sinon ils disent qu'ils vont vous tuer » ; eh bien qu'ils me tuent !

Je reste assis, bras croisés et je bouge un peu ma jambe droite qui ne saigne presque plus ; elle avait l'air ok.

Le cancrelat se rapproche et me répète qu'ils veulent me tuer si je refuse ; c'est vraiment une idée fixe ! Je dis non, ils ne m'attachent pas.

Un bodoï fait le tour du bureau qui se trouvait à 2m de mon banc, pose son AK 47 dessus et me met en joue. Il me regarde et attend ; le cancrelat me re-redit qu'il va tirer et je lui re-répète non ! Qu'il transmet ; toujours bras croisés, je regarde le bodoï, qui prend sa ligne de mire et lui dis « alors tu tires » ; il tire.

La déflagration de l'AK, dans ce local un peu exigu, traverse les tympans. Un fait est sûr, il ne m'a pas touché, volontairement, parce qu'à 2 m il aurait fallu dire 2 mots à son sergent instructeur.

Je me penche légèrement sur le côté gauche et cherche l'impact ; il est à 10 cm de mon épaule ; je mets mon index dedans pour estimer la profondeur et me tourne vers le bodoï en lui disant « c'est bien ! » ; sur ce je reprends la position bras croisés et le regarde.

Le cancrelat recommence son discours et de nouveau je lui fais la même réponse ; nouveau tir, de nouveau les tympans assourdis et nouveau constat ; cette fois c'était à 5 cm. Je signifie au tireur qu'il y a de l'amélioration, mais je réponds toujours la même chose au cancrelat qui s'apprêtait à ouvrir la bouche.

Devant mon nouveau refus, le bodoï récidive ; je m'apprête à aller au résultat quand je m'aperçois que l'impact se trouve un peu sous mon épaule, à cause de la position décalée du tireur par rapport à moi. J'ai pensé que ça commençait à devenir ric et rac et qu'il fallait sortir de l'impasse, malheureusement c'est lui qui avait le fusil.

J'ai donc dit au bodoï « à force de jouer au con tu vas vraiment finir par me toucher ». Sur ce, le cancrelat confirme que c'est exact.

J'ai pensé que j'aurais moins à perdre à me laisser attacher, surtout que j'avais déjà un trou dans la jambe droite, alors limitons la casse. Sortir prisonnier en public, ça ne pourra que faire un plus pour l'ambassade de France.

Je me lève, vif recul du bodoï au fusil et c'est tout juste s'il n'a pas mis son bras devant sa figure pour ne pas prendre une baffe ; je dis au cancrelat « d'accord j'accepte qu'ils m'attachent, mais attention s'ils me frappent il me reste encore les pieds et je vais m'en servir ».

Il traduit et tout d'un coup, la fourmilière se met à grouiller, ils cherchent des cordes, pas de corde. L'un des soldats lève la tête et voit des câbles téléphoniques qui pendent de l'arbre, ils se jettent dessus à 2 ou 3 et reviennent avec 4 ou 5m de fil.

Ils me bloquent les coudes dans le dos et me saucissonnent très serré. Ils m'emmènent derrière le bâtiment, me jettent sur le plancher arrière d'une jeep et 3 bodoïs s'assoient sur le siège en mettant leurs pieds sur moi, des fois que j'aurais eu l'envie de me sauver.

On démarre en trombe et on passe par une sortie arrière ; eh bien pour la représentation publique, bernique, je suis refait.

Je n'ai aucune idée de l'endroit où ils me conduisent car ma visibilité est nulle. Après 20 minutes environ on s'arrête, ils me font descendre ; je constate que ça a l'air d'être un bâtiment de police car ça ressemble à un commissariat ; effectivement il y a des cellules. Ils me dirigent vers un bureau.

Le cancrelat, qui nous avait apparemment suivi dans un autre véhicule se trouvait dans la pièce avec un autre type.

Celui-ci se met à parler et le cancrelat à traduire ; il s'agit du chef de la prison, ils vont faire un procès-verbal devant un OPJ et pour cela ils vont me détacher et me passer des menottes.

Les bodoïs ayant déjà compris avant moi les instructions et s'attelaient à me débrancher le câble téléphonique qui me coupait la circulation du sang ; j'en profitais pour dire au cancrelat « vous n'allez pas recommencer ! Pas question que je me laisse passer les menottes ». Il traduit et ça déclenche une réaction du gardien chef, qui fait le tour de sa table se plante à 2 m de moi et enlève ses tongs ; je traduis que c'est un adepte du kung-fu et que ça risque d'être un morceau dur à avaler.

Je dis au cancrelat que je leur promets de me tenir tranquille, que ce n'est pas nécessaire de me menotter, en plus ils étaient beaucoup plus nombreux que moi !

J'en profite pour m'asseoir sur la chaise à portée de main, ce qui les a rassurés sur ma bonne foi. Relax Max !

Une partie des soldats sort avec le cancrelat, jugeant que je ne représentais plus une menace.

L'OPJ, qui parlait le français, commence à établir son constat avec les sempiternels : nom, prénom, âge, qualité ; il me demande de lui relater les faits qui se sont passés aux Affaires Etrangères. J'explique et commente pourquoi la situation a dégénéré ; il me parle de l'agression que j'avais perpétré sur le bodoï en charge de la sécurité du bâtiment et que j'avais blessé. Je lui dis qu'il ne fallait rien exagérer, c'est lui qui s'est jeté sur moi.

Il lance un ordre et le bodoï en question fait son apparition ; c'est vrai qu'il avait la lèvre un peu gonflée, mais ce n'était pas catastrophique, j'ai connu pire.

Celui-ci me regarde et regarde l'OPJ avec un air larmoyant et je lui lance « ce n'est pas la peine de prendre cet air de chien battu ! »

L'OPJ me dit « mais vous l'insultez ! » Non je ne l'insulte pas.

Si ! Vous l'avez traité de chien. Mais non, c'est une expression chez nous que nous utilisons quand justement un type prend un air comme lui ; comme un chien que l'on aurait battu, chien battu ! Je n'ai pas dit qu'il était un chien ! Le ton commençait à monter, le bodoï a dit quelque chose qu'ils ne m'ont pas traduit, mais dans le doute je le regarde et dis « toi, n'en rajoutes pas parce que tu vas en reprendre » ; ce que je pouvais être agressif à cette époque !

L'OPJ l'a fait sortir, on a rempli les papiers, que j'ai signés, après avoir lu quand même, en français.

On m'a conduit dans une cellule où, bras en croix, je touchais les parois dans les 2 sens ; en gros 1,50 m sur 1,80 m ; ce qui fait que je dormais sur une natte posée sur une paillasse de carrelage de 10cm de haut, 1,80m de long et 60 cm de large ; des toilettes turques juste à côté avec un tuyau d'où coulait l'eau en continu, en mince filet. Débarquant de mon occident, je pose à tout hasard la question du « PQ » (papier toilette). Ils me montrent le tuyau en disant « pas papier, eau » ! À la longue, c'est une habitude qui m'est restée car j'ai fini par la trouver effectivement plus saine. Ça aide à comprendre l'usage du bidet.

J'avais droit à 2 bols de riz blanc par jour, avec de la soupe, traduisez une bassine en plastique contenant de l'eau ou flottaient 2 ou 3 feuilles de liseron et une peau de crevette, histoire d'avoir un arrière-goût de fruit de mer ; mais n'allez pas croire que toute la gamelle était pour moi, non juste 2 ou 3 cuillères pour arroser le riz, basta !

Je peux dire que j'ai connu la faim dans cette auberge.

Je me suis remémoré les bouquins écrits sur l'Indochine et notamment sur les camps de prisonniers où les rations étaient privées de lipide, afin d'affaiblir l'organisme. Le résultat, c'est 10 kg de moins à ma sortie 33 jours plus tard, 62 kg pour 1,90m, ce n'était pas béséf et je n'ai même pas fait breveter cette méthode pour perdre les kilos superflus.

Ma jambe ne me faisait pas mal. J'avais une grosse bosse sur le tibia droit et sur cette bosse, 2 trous, pratiquement l'un à côté de l'autre. Quand on sait que le calibre 45 fait 11,43 mn, on a une idée de la taille de la bosse pour que l'entrée et la sortie de la balle soient visibles, au-dessus de l'os du tibia.

Après 8 jours d'incarcération, la plaie a commencé à enfler, mais ce n'était plus à cause de la bosse maintenant. Je voyais bien que c'était l'infection qui commençait, mais je trouvais que je pouvais encore patienter avant de faire du tapage.

3 jours plus tard, la plaie avait tellement enflé que la peau s'est déchirée et que le pus a commencé à se répandre. Alors là je ne vous dis pas la puanteur ; j'ai eu une idée très précise de ce que les anciens avaient dû connaître dans les tranchées en 14.

Tout d'un coup je me suis mis à voir tous ces amputés qui déambulaient dans les rues de Saigon et que si je ne faisais rien, ils auraient bientôt une unité de plus.

Je n'étais pas candidat à la scie égoïne.

Je me suis levé et j'ai commencé à frapper à coups de pieds dans la porte métallique. Ca a fait un ramdam du diable.

Un type arrive en courant pour voir ce qui se passe et je lui montre la plaie de ma jambe et je me bouche le nez.

Il me dit de me calmer et s'en va d'un pas rapide, donc en bon militant il va passer le message.

Le responsable arrive, accompagné de gardes et ils me font sortir de la cellule pour me faire asseoir sur un banc ; il m'explique que les médicaments c'est pour le peuple et pas pour les capitalistes. Encore leur foutue dialectique. Toujours est-il qu'une femme en pyjama noir débarque et se met à genoux devant ma jambe; elle regarde la plaie, prend dans son sac une espèce de cigare fait avec des plantes, allume une des extrémités et éteint quand c'est incandescent. Ensuite elle place le bout rouge devant la plaie et fait un mouvement latéral pour la couvrir entièrement. C'est suffisamment proche pour que j'en ressente les brûlures. Je ne veux pas leur montrer qu'un capitaliste peut être douillet, alors je sers les dents.

Au bout de quelques minutes de ce manège, la plaie semble cautérisée.

Retour dans ma cellule et comme tous les prisonniers du monde, je fais des croix sur le mur.

La plaie s'était bien refermée et présentait une croûte épaisse ; j'espérais que ça n'allait pas de nouveau s'infecter, car je n'avais aucune idée du temps de détention qu'il fallait comme sanction pour avoir tabassé des bodoïs et un secrétaire d'ambassade. J'espère, pas longtemps.

Un jour j'eus la surprise de voir arriver un type, jeune, apparemment en disgrâce, car ils l'ont jeté dans ma cellule en lui disant des choses que je ne comprenais pas.

Il avait l'air penaud, il s'est assis loin de moi. Pas moyen de communiquer ; ses jambes, qui dépassaient de son short et ses bras étaient couverts de petites plaie et de boutons ; sûr qu'il sortait tout droit de la brousse celui-là.

Au bout de quelques heures, la porte de la cellule s'est rouverte et ils ont fait sortir le type. Ils ont eu avec lui une attitude plus cool qu'à l'aller, donc j'en ai déduit qu'il avait fait une connerie et qu'en punition on l'avait enfermé avec le méchant capitaliste qui mange les petits vietnamiens en faute. La question pour moi était de savoir si avec toute cette vérole qu'il trimbalait sur son corps, était-il comestible ?

Au bout de 26 jours de cellule individuelle, ils m'ont transféré dans une cellule commune. Il y avait bien une dizaine de personnes, jeunes et vieux, maigres et gros, et surtout un chinois.

Ils parlaient avec moi quand les gardes ne les voyaient pas et je ne voulais pas leur attirer des ennuis, alors je leur laissais l'initiative du contact.

Un jour le chinois m'a donné un morceau de pain sec, je dirais même très sec. Eh bien croyez le si vous le voulez, mais après 1 mois à 2 bols de riz, plus soupe, par jour, un morceau de gâteau n'aurait pas fait plus d'effet.

Le plus jeune de la cellule passait son temps à masser les autres, avec les pieds et j'entendais craquer les vertèbres. Le plus âgé, qui faisait office de chef de chambrée, me demanda si je voulais moi aussi un massage ; j'ai dit pourquoi pas !

Je devais reconnaître, n'étant pas familiarisé avec ces pratiques à l'époque, que j'avais quand même trouvé que c'était très relaxant.

Un matin, les geôliers sont entrés dans la cellule et m'ont donné une lame de rasoir. Les collègues m'ont fait savoir que c'était bon signe car comme je n'étais pas rasé depuis qu'ils m'avaient enfermé, il fallait me rendre présentable.

Certainement que ma libération était proche. Bonne nouvelle. Le chinois a tenu à me raser car il fallait une certaine pratique, avec juste une lame.

Effectivement, le lendemain, le vice-consul est venu me chercher. Je remarquais qu'il tiquait à cause de mes pieds nus et il m'a demandé où étaient mes chaussures ; j'ai répondu que je n'en avais pas. Il m'a dit qu'il devait me conduire dans un hôtel car j'étais expulsé du Vietnam, mais que demain je devais avoir des chaussures pour monter dans sa voiture. Faut ce qu'il faut quand on a un rang à tenir !

Le lendemain, après avoir récupéré ma musette TAP (Troupes Aéroportées) gardée par des amis et muni d'une paire de chaussure, je suis monté dans la « pigeot 504 » de Monsieur le vice-consul; nous avons roulé en direction de l'aéroport. Une fois sur place, il m'a donné mon passeport et a fait demi-tour.

Moins on le remarquait en ma présence, mieux ça valait pour lui.

Il y avait beaucoup de passagers occidentaux qui devaient prendre la caravelle d'air France. Nous avons été dirigés vers les contrôles et les fouilles. Il fallait remplir des documents de douane où il était demandé de déclarer les armes en notre possession, j'ai trouvé ça tellement gros que je n'ai pas pu m'empêcher d'écrire que j'avais un AMX 30 (un char) dans ma musette.

Le bodoï chargé de la fouille n'a pratiquement pas regardé mon sac, ça m'a paru bizarre.

J'ai regardé les autres passagers et je faisais le même constat ; simulacre de fouille.

Quand on connaît l'esprit tatillon de ces types, ce n'était pas normal. Des français discutaient à quelques mètres et l'un d'eux m'a expliqué que les vietnamiens avaient un accord avec les français, ils acceptaient que l'avion se pose, à condition qu'il y ait des médicaments à bord. Alors là j'ai compris pourquoi la fouille était bâclée ; ils savaient que l'avion qui arrivait n'avait pas de médicament, mais ils vont le laisser venir pour lui dire ensuite qu'ils ne peuvent pas atterrir.

J'ai donc dit aux français présents que l'on ne partirait pas aujourd'hui. Evidemment ils ne m'ont pas cru, surtout que l'on entendait la caravelle en approche.

Mais ils ont déchanté quand ils l'ont vu faire demi-tour. Je les ai regardés avec un petit sourire en disant et alors ?

Donc retour en ville, alors que mon cher vice-consul n'était plus là pour me prendre en charge, un des passagers m'a aimablement proposé de m'héberger.

Le lendemain, rebelote. Mais là on a vu la différence avec la veille, car ils ont vraiment fouillé ; mal en ce qui me concerne, car un ancien commando marine sud-vietnamien m'avait donné sa petite dague qui se trouvait dans la poche dorsale de ma musette et elle est passée à l'as, toujours ça de pris.

Ils nous ont dirigés dans la salle d'attente du 1^{er} niveau. Je me suis assis avec un groupe de jeunes et un français plus âgé était à côté de moi.

Je parlais avec lui quand les murmures se sont tus.

Un chef bodoï, court sur patte, suivi de cinq autres venait de faire son apparition au sommet des escaliers, avec des passeports dans la main.

Le vieux français m'a dit « ça y est on s'en va ! » j'ai répondu « pas tout de suite parce que je crois que c'est pour moi » ; ah bon tu crois ? Oui !

Et voilà le petit gros qui feuillette un passeport et qui promène son regard sur l'assistance et les autres qui l'encadraient.

Son regard arrive vers nous et le voilà qui démarre ; bingo ! C'est pour moi !

Il se plante devant moi, lit mon nom sur le passeport, que je confirme et il me demande de le suivre.

On va dans une salle annexe et il me dit de m'asseoir.

Pendant ce temps je faisais mentalement le tour de la question, qu'est-ce qu'ils me voulaient encore ; j'avais fait trente-trois jours de taule pour avoir tabassé ces types, ils me relâchent, m'expulsent, donc c'est purgé ; qu'est-ce qu'ils ont trouvé d'autre ?

A ce moment-là, le petit gros qui se débrouillait en français, me sort la facture de l'hôtel ; je rêve, d'un côté on m'expulse et d'un autre on m'expulse plus ; ah ! Dès qu'il s'agit d'argent ! Je demande est-ce que je suis expulsé ou non ? Oui mais quand vous aurez réglé votre note d'hôtel.

Donc on me ramène en ville ; une bonne chose, je n'ai plus le statut de prisonnier.

Je vais à l'ambassade, où on me dit qu'ils ne peuvent pas payer ma note, mais qu'ils ont téléxé à mon père le montant ; ben voyons.

Ca confirmait l'adage « passez nous voir, si vous n'avez besoin de rien ».

Alors il faut attendre et pour attendre, ne sachant où aller, je me dirige vers le restaurant « cuisine française ». Le propriétaire avait l'air de connaître déjà l'histoire, car beaucoup de gens de l'ambassade venaient chez lui.

Mais il m'a quand même demandé des détails. Un homme était assis avec lui, qu'il m'a présenté comme un directeur de laboratoire pharmaceutique.

Celui-ci m'a dit qu'il pensait que j'étais avec les viets car il m'avait vu de sa fenêtre le 30 avril, dans la cour de la mairie en train de canarder les voitures. J'ai dit oui c'est exact, mais je n'étais pas avec eux ; on voulait immobiliser les voitures un peu plus qu'elles ne l'étaient. Ah bon, et maintenant qu'est-ce que tu vas faire ; j'en sais rien. Les types de l'ambassade ont envoyé un message à mon père qui se trouve certainement en congé à cette époque, donc ils ne sont pas près d'avoir une réponse.

Il me dit comme je vois que tu n'es pas ce que je pensais, je vais payer ta facture d'hôtel et tu me rembourseras en France, je te donnerai les coordonnées.

C'est sympa, merci ! J'ai pu prendre l'avion le lendemain, sans incident.

Didier - soldat de fortune :

La Rhodésie :

Il faut dire que l'armée et plus spécialement les TAP, les paras pour simplifier, m'avait attiré. Je me sentais dans mon élément, vie simple, physique, esprit de Corps, esprit d'équipe, à faire des choses intéressantes comme les stages commandos et autres. Le hic, c'était la discipline ; vu d'en haut sur l'écran plasma cosmique, difficile de s'en rendre compte et là, le vivant, c'était dur à supporter. Pourquoi ? Eh bien certains chefs que nous avions n'obtenaient pas toujours le satisfecit de la troupe, mais le règlement de cette institution disait qu'il fallait obéir aux ordres, quels qu'ils soient, alors suivant le caractère et le tempérament des individus, ça se passait plus ou moins bien.

J'avais entendu dire que chez les mercenaires c'est nous qui décidions où nous voulions aller et si nous n'étions pas contents du commandement eh bien on s'en allait. Ça me convenait tout à fait.

L'aventure à la carte, c'était parfait pour moi. Alors je décidais de faire cette petite expérience.

Des gens recrutèrent pour monter une compagnie française en Rhodésie et nous nous sommes retrouvés, en 1978, à quelques dizaines de français dans la capitale, Salisbury. Nous fûmes répartis en groupes et affectés comme Compagnie française au 1^{er} RLI (Rhodesian Light Infantry).

Nous avons appris à notre arrivée que nous étions le 3^{ème} avion et que les gradés avaient déjà été désignés parmi les deux premiers arrivages ; quand on faisait un tour d'horizon de la troupe « french », on constatait que c'était du tout-venant. On pouvait voir du premier coup d'œil qui était un ancien et qui était un touriste.

Nous n'avions pas bonne presse auprès des rosbifs et pour cause, le français n'a pas la réputation d'être très discipliné ; un bon exemple, dès notre arrivée, le commandement rosbif nous a prévenu que les « cités noires » étaient interdites (interdit) ; Reçu ? Fort et clair ! 5 sur 5 ! Le soir même la moitié de notre troupe était dans la cité noire à faire la bamboula.

C'était peut-être pour ça que les missions qu'on nous confiait n'étaient pas très passionnantes. Relais radio, perchés 3 à 4 jours sur une colline, pour des équipes très éloignées de notre secteur et donc sans contact avec le QG, ramassage des cadavres, « morts » (ils l'étaient tous en général, pas de blessés) dans des embuscades ou dans des opérations de bouclage, patrouille dans le bush en traversant des villages pour marquer notre présence.

Mais le pays était beau, très sauvage, beaucoup de collines, recouvertes parfois d'orangers ou de noyers. Suivant les saisons, on dormait sous la pluie, tremblant de froid, ou marchant sans une goutte d'eau, à boire dans des flaques car les rivières étaient sèches.

Il nous est arrivé une fois de débarquer dans un village, les dents qui claquaient, trempés jusqu'aux os, pour demander à manger chaud car nos rations étaient épuisées. Les villageois ne voulaient pas car ils vivaient sous la menace des rebelles et risquaient des représailles. Nous avons dû nous-mêmes nous conduire comme les rebelles, user de la menace de brûler leur village, pour obtenir ce que nous voulions car il fallait nous alimenter pour continuer à marcher jusqu'au point de recueil des camions.

Il est même arrivé à des équipes d'autres unités rosbifs, de camper dans un parc national pour tendre des embuscades à proximité de villages voisins. A leur retour, ils ont trouvé de jeunes lions en train de jouer avec leur matériel. Ils avaient complètement déchiqueté leurs sacs de couchage ; ils se sont enfuis à leur approche, les jeunes lions, pas les soldats.

Vraiment, cette pseudo-compagnie était très hétéroclite ; il y en avait des bons et des beaucoup moins bons. Certains avaient regardé trop de films bidons et imitaient ce qu'ils avaient vu ; ça allait du coup de pied pour défoncer une porte sans serrure dans des cases de villages trop pauvres pour en avoir, des coups de crosses pour faire avancer des vieillards lors d'un regroupement de population dans ces mêmes villages.

On a même eu un gars qui s'était fait un collier avec les oreilles des rebelles abattus.

J'avais fait la remarque à un de ces gars, « ça t'apporte quoi de détruire une porte et de les brutaliser comme ça ? Ça te rend plus fort ? Alors arrête ces conneries !

Dans certaines équipes, les chefs autorisaient même, ou fermaient les yeux par crainte, que leurs gars violent des femmes dans ces opérations de ratissage. J'avais prévenu dans mon groupe que si un type s'amusait à violer une femme, je lui mettais moi-même une balle dans la « tronche ».

C'était toujours la même routine, crapahuter à la recherche de rebelles, surveillance de villages suspects depuis une colline, longue marche dans la brousse, manque d'eau et parfois de nourriture si nous recevions l'ordre de prolonger la mission.

Ayant eu l'habitude de peu boire, comme un chameau, un gars de l'équipe, que je considérais comme un petit frère, venait assez régulièrement vider ma gourde après avoir vider la sienne. De retour à la base, ce même gars a eu une nuit une crise d'appendicite et l'infirmier a dit, vu la douleur, qu'il fallait l'opérer d'urgence sinon il risquait une péritonite.

On nous a fourni un camion pour aller à l'hôpital militaire (Mt Darwin) qui se trouvait à plusieurs dizaines de kilomètres de notre campement (Marymont) situé plus à l'est, vers la frontière mozambicaine. Une fois sur place, l'infirmier est allé vite prévenir le chirurgien. Le malade se tordait sur la civière, alors que le toubib semblait prendre son temps ; normal, pour les rosbifs, nous n'étions que des « frenchs » ; j'ai dit à l'infirmier qu'il rappelle le toubib et qu'il lui dise que si mon type claque sur sa table, dans la seconde qui suit, lui le toubib, se prend une balle dans la tête. Il l'a rappelé pour lui passer mon message. Il a fini par arriver et tout s'est bien passé. Notre gars a pu se rétablir sans problème.

Entre nos missions, nous avions des périodes de repos dans la capitale ; ces repos étaient évidemment ponctués de beuveries et de bagarres, souvent contre des soldats rosbifs. Les frenchs ne se distinguaient pas souvent dans les bonnes choses.

Un autre jour, un de nos chefs de groupe est parti en mission sans carte et sans boussole ; un vrai touriste, à demander aux villageois où était la direction de..... De retour dans la capitale, il y a eu une concertation entre nous ; un ami et moi avons pris la tête du groupe de dissidents et refusé de retourner en mission. Branle-bas de combat parmi nos hauts gradés qui ont demandé des explications. Notre message était clair. Les grades attribués dans notre Cie étaient tous remis en question car il y avait trop d'incompétents ; nous exigeons que tous les grades tombent et que des tests d'évaluation soient faits pour attribuer à qui de droit, suivant les capacités reconnues, le grade adéquat ; nous ne retournerions plus dans le bush tant que ça ne serait pas fait.

Vis-à-vis du commandement rosbif, c'est une chose incompréhensible et inadmissible qu'un(e) « troupe-au » ose remettre en question le commandement. Notre groupe d'irréductibles a donc écopé de 11 jours de cellule avant d'être remis dans l'avion pour Paris.

Les Comores :

L'expérience de la Rhodésie n'ayant pas été très concluante, un petit groupe a décidé de rester en contact et de se retrouver régulièrement pour partager nos infos.

Un jour l'un de nous a été approché par des collègues qui recrutaient pour les Comores. Le Big Chief serait Bob Denard, dit le Vieux.

Arrivés sur l'île, nous avons revu des copains qui étaient avec nous en Rhodésie.

La mission était de former les troupes comoriennes.

Boulot classique d'instructeur.

Au bout de quelques mois, nous avons obtenu un semblant d'homogénéité.

Le seul évènement à mon niveau arriva sur la route de l'aéroport ; nous étions dans un command-car, qui avait déjà bien vécu, avec la crémaillère de la direction foutue ; pour garder l'axe de la route, le chauffeur devait rectifier vivement et constamment le tir avec 3 coups de volants à droite, 4 coups à gauche...il me semblait inévitable que cette histoire allait finir dans le fossé.

Ainsi en fut-il ! Etant à la droite du chauffeur comme chef de bord, j'envisageais la conduite à tenir si on versait du côté droit, mais ce fut le gauche que le chauffeur a choisi ou plutôt le véhicule.

C'est assez amusant de se voir attirer comme un aimant par le côté opposé, puis s'incliner, puis se retourner et finir 2 m plus bas, coincé sous le bahut, les 4 roues en l'air.

Les 6 hommes avec nous ont été éjectés de la caisse. Les $\frac{3}{4}$ de mon corps hors du véhicule, le reste coincé en dessous. Il y avait derrière le siège du chauffeur, un support de jerrican, vide, car pas de jerrican ; par contre mon bras droit, lui, s'est retrouvé coincé dans ce support de tôle et mon épaule occupant l'espace vide devant ; donc les tôles auraient pu me sectionner le bras si celui-ci n'avait pas été plié comme dans une boîte. Décidemment tout se goupille bien en ce qui me concerne.

La seule chose que j'aurais appréciée, ç'eut été un bon tapis d'herbe fraîche et de terre grasse pour nous réceptionner ; on ne peut pas tout avoir, donc ce fut un lit de lave bien coupante, qui blessa les autres occupants qui finirent à l'hôpital et moi le dos tout tailladé. A plusieurs, ils ont réussi à soulever la caisse et à me dégager le bras bloqué derrière le siège du chauffeur.

Sinon, la routine ; il faut reconnaître que si Didier n'avait pas voulu rester dans la régulière, c'était justement pour éviter ce genre de routine. Donc c'est tout naturellement qu'un jour j'ai dit au colonel Denard que je préférais arrêter car je ne m'y retrouvais plus. Homme de terrain ayant beaucoup baroudé, il a très bien compris et m'a donné mon billet retour.

Donc de retour dans l'hexagone, nous savions où nous retrouver si l'envie nous prenait de repartir. Ces rencontres étaient plaisantes car nous étions parmi les gens normaux alors que nous ne l'étions pas.

Il suffisait de nous voir à la terrasse des cafés en train de regarder les autres passer, se presser pour aller au travail, la mine stressée, intérieurement, nous les plaignions.

Mais je devais constater quand même que plusieurs d'entre nous avaient déjà atteint un âge avancé pour cette activité et cela m'a amené à me poser des questions ; celui-ci, un allemand, a plus de 40 ans, celui-là, un espagnol a plus de 40 ans aussi. Avant d'être prêt à un autre départ, il faut parfois attendre des mois, à faire des petits emplois pour faire bouillir la marmite.

Qu'ont-ils fait de concret dans leur vie ? Qu'en restera-t-il après, lorsque le physique ne suivra plus ? Le combat n'est pas une fin en soi, sauf pour une noble cause. Les nobles causes de nos jours se font rares.

Fort de tout ce cheminement dans les dédales de mon cerveau humain, je me suis dit qu'il fallait revoir mes options. Ce n'était certes pas pour l'argent que j'avais fait ces expériences, mais bien pour l'aventure ; en Rhodésie nous étions des volontaires, avec la même solde qu'un soldat rosbif, 150 dollars par mois. Aux Comores, dans les 500€ en valeur actuelle ; donc pas vraiment la fortune.

La vie sur le continent africain m'avait plu et j'aimerais y retourner.

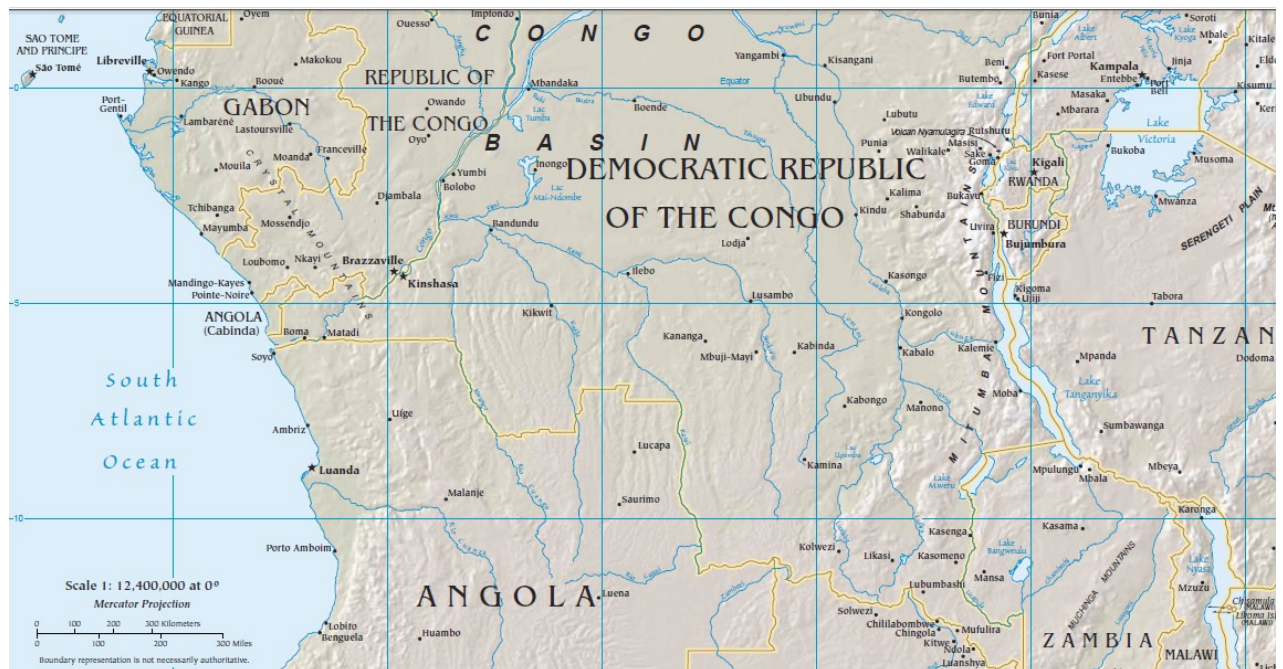
Didier dans le privé :

J'ai fini par trouver un emploi, en 1980, via un ancien para, mais dans une activité régulière, au sein d'une société privée, au Zaïre.

Cela m'a plu au début, mais là aussi nous étions vite gagnés par la routine ; j'ai réussi à y faire quelques années, qui m'ont fait comprendre que je n'étais pas à l'aise avec les notions de travail pour le profit, le rendement, le bénéfice, mais c'est une expérience qui devait être faite pour savoir comment se comporter dans ce monde régi uniquement par la rentabilité et surtout voir si on s'y sentait à l'aise ; ce ne fut pas le cas pour moi.

Alors que l'ennui commençait à me gagner, la société a été obligée de se séparer d'une partie de son personnel et je me suis trouvé dans le lot ; je ne regrette ni d'y avoir été ni de l'avoir quittée.

J'ai retenté deux autres expériences dans ce genre de sociétés, on peut dire par tranche de 3 ans. Puis ce fut encore une période sans emploi qui dura toute l'année 90.



Cette carte couvre les différents points où je suis passé.

1991

Didier dans l'ONU - Consultant :

J'ai entrepris des démarches pour un autre emploi, mais toujours au Zaïre.

Finalement, au début de l'année 1991, on m'a proposé un poste de logisticien dans une agence des Nations Unies, UNICEF.

En fait, ils étaient à la recherche d'un logisticien qui connaissait bien le pays et ses méandres afin de mettre en place sur le terrain des équipes qui allaient procéder à une enquête d'évaluation sur la couverture vaccinale. Ce genre d'opération n'a jamais été entrepris dans ce pays, grand comme quatre fois la France.

Cette activité dépendait du Programme Santé de cette organisation et était en lien avec une autre agence américaine, USAID, agence de développement, qui finançait le PEV, Programme Elargie de Vaccination, organe étatique.

Donc on me fit signer un contrat de consultant pour 3 mois qui finissait en mars 1991. Ensuite je fus convié à une réunion dans les locaux du PEV ; cette réunion était présidée par une jeune américaine et une douzaine d'autres personnes, toutes zaïroises, à part moi, se trouvaient autour de la table.

La présidente me présenta à l'assemblée et demanda aux personnes présentes d'en faire autant; elle fit ensuite un tour de la situation afin de me briefer et de voir où les choses en étaient à ce jour, sur l'évolution de la mise en place de cette logistique.

J'ai donc appris que 42 personnes devaient être parachutées dans les 11 régions du Zaïre pour effectuer cette enquête dans des villages ciblés par ordinateur.

Il fallait donc faire le point sur les véhicules PEV de l'intérieur du pays qui seront mis à contribution pour transporter les équipes sur le terrain.

Une fois le tour de table effectué, la présidente me demanda si j'avais des questions. J'ai dit effectivement !

- J'ai assisté à une énumération de véhicules qui existent dans les différentes antennes PEV de l'intérieur, mais j'ai suffisamment d'expérience pour considérer que tout ça est théorique. Avez-vous des contacts radio avec chacune d'entre elles ?
- Oui répondent les participants. Ils ont une phonie avec des heures d'écoute pour les messages.
- Bien alors messieurs je voudrais que vous contactiez ces agences et que vous leur demandiez quels sont exactement les véhicules « réellement en état de marche » et que faut-il remplacer

pour ceux qui sont immobilisés, en précisant bien que ces véhicules auront de longues distances à parcourir.

D'une part, j'estime que nous n'avons pas assez d'éléments pour se faire une idée précise de la situation.

D'autre part, quelle est la date limite pour la fin de cette enquête ?

La présidente me dit que les données doivent être collectées avant la fin février de façon à avoir les premiers résultats courant mars.

J'ai eu un haut le corps et je répondis : On m'avait dit qu'une personne avait été désignée pour faire ce travail il y a 8 mois et il semble qu'elle n'a pas eu le temps de le faire et vous me demandez, à moi, de le faire en 2 mois ????

La présidente a reconnu que la personne de l'Unicef chargée de cette enquête n'a pas fait le nécessaire et que maintenant New-York imposait, impérativement, la date de mars pour la sortie de ce rapport.

Bon, répondis-je, je vais voir comment faire, mais faudra pas traîner et dès aujourd'hui, à la vacation de 15h, vous envoyez les messages à l'intérieur.

La présidente mit fin à la réunion en disant qu'on se retrouve demain, même heure.

Le lendemain, dès le départ de la réunion, les présents ont avoué que j'avais raison. Ils n'avaient pas encore reçu les résultats de toutes les agences, car ça arrivait au compte-goutte, mais ceux arrivés étaient concluants. A part quelques véhicules récents qui étaient acceptables, tous les autres avaient besoin de pièces détachées. La liste était longue : pneus, amortisseurs, chambres à air, batteries....sans compter les fonds pour effectuer ces travaux.

Résultat des courses, pas de véhicule pour cette enquête.

J'ai dit à la présidente :

- il vous faudra annuler cette mission car les moyens ne sont pas disponibles.
- Elle me dit que c'est impossible car New-York exige qu'elle se fasse. Que peut-on faire ?
- Acheter rapidement les pièces et les expédier.
- D'accord. Elle demanda à ce que la liste des besoins soit envoyée le plus vite possible, donc faire pression à la radio.

Il est évident que l'urgence de la situation n'était pas perçue de la même façon suivant sa position géographique ; sans compter que la différence est nette entre des occidentaux et des africains ; les uns, bousculés par la hiérarchie, alors que les autres vivent au jour le jour, n'ayant pas les mêmes priorités.

Toujours est-il qu'il a fallu fixer une date limite pour démarrer les achats. Un délai de trois jours a été accordé aux bureaux PEV pour se manifester, mais sans leur dire sinon nous étions bons pour perdre une semaine complète.

Ce délai expiré, une liste détaillée a pu être confectionnée. La présidente m'a bien expliqué que la procédure des Nations Unies, exigeait trois pro forma, avant de pouvoir procéder aux achats. Ok, on va essayer de respecter les procédures. Quelque chose me disait et l'expérience aussi, que nous n'étions pas au bout de nos peines, mais mon contrat disait que je devais m'occuper de la chaîne logistique, de A à Z. Ça signifie que je devais parcourir les boutiques, car toutes n'avaient pas le matériel nécessaire, leur déposer une liste, revenir chercher les facture pro forma, les donner à la finance de l'Unicef, car c'est l'organisme en charge de cette évaluation. Il est à noter que les téléphones portables n'existaient pas encore et que leur apparition se fera deux ans plus tard. Ceci pour dire qu'utiliser la ligne fixe et obtenir des résultats relevait de la plus haute performance.

En effet, il pleuvait assez souvent durant cette période de l'année et les liaisons câblées subissaient beaucoup de perturbations suite à la mauvaise étanchéité des installations. Donc on

était obligé de se déplacer pour avoir des réponses concrètes. La ville de Kinshasa étant très étendue, beaucoup de temps était perdu dans ces contacts.

Donc, muni des pro forma, je les dépose sur le bureau de la finance, qui me dit que l'on m'appellera lorsque le chèque sera établi. Ok. J'en profite pour voir avec le PEV quel matériel sera donné aux équipes sur le terrain. Ces agents étant tous sur place à Kinshasa, j'aurai moins de difficultés.

La liste comporte un sac à dos, un imperméable, des bics et crayons papier, des ciseaux, des cahiers...le tout multiplié par 42 ; chaque équipe aura un carton avec tous les documents relatifs à l'enquête qui devront être dûment remplis.

Le lendemain, à tout hasard, je passe quand même au bureau Unicef, pour les chèques. On m'annonce qu'ils ne sont pas prêts ; Ok !

N'étant pas véhiculé, je dois demander au service transport de bien vouloir me donner un chauffeur afin de voir où je pourrais trouver le matériel pour les agents de terrain. Il fallait patienter et attendre le prochain qui rentrera. Ok !

Après mes courses, je repasse par la finance, pour m'enquérir de mes chèques. La personne devant apposer la deuxième signature est en réunion à l'extérieur, elle ne repassera pas par le bureau, le chèque sera prêt demain matin. Ok !

Le lendemain, j'ai mes chèques et je fais avec le chauffeur la tournée des boutiques. La réponse est la même : « monsieur cette pro-forma était valable 24h ; vous savez que dans ce pays le taux de change varie tous les jours ; nous sommes désolés, voilà le nouveau montant ».

Je retourne à l'Unicef, avec mes chèques et les nouvelles factures. Il est inutile que je passe par la finance car ce ne sont que des exécutants. Je demande à voir la responsable de l'agence.

- Oui Didier que se passe-t-il ?
- Madame, il y a un « ça ne va pas » (expression utilisée par les zaïrois pour dire qu'il y a un problème) il faut dire à New-York qu'il ne sera pas possible de faire cette mission aux dates imposées.
- Mais c'est impossible, vraiment impossible, nous avons des ordres. Quel est le problème ?
- Vos procédures administratives exigent trois pro forma, ça prend du temps à courir derrière ; ensuite il faut dans les trois jours pour obtenir les deux signatures du chèque. Le taux de change variant tous les jours, ces prix ne sont valables que 24h. Voilà où est le problème. Ce qui me fait dire que les dates ne pourront pas être respectées.
- Nous ne pouvons pas décevoir New-York, il doit bien y avoir une solution ?
- Oui il y en a une ; on s'assoit sur les procédures et vous me donnez tout en cash. En 48h j'aurai tout le matériel à expédier.

Dilemme pour un fonctionnaire dont la règle, c'est justement de respecter les règles.

Après réflexion, elle dit :

- c'est bon je donne des instructions, mais on passera par le PEV. L'Unicef fera un chèque au PEV et eux vous donneront le liquide. Ça ira comme ça ?
- Oui s'ils ne traînent pas à s'exécuter car ça ne va pas être bien vu ; vous vous doutez bien que ça ne sera pas de gaité de cœur qu'ils le feront car c'est une opportunité qui leur échappe ; l'argent leur brûle les doigts. Mais je ferai pour le mieux.
- Merci.

On m'a remis l'argent, mais avec des mines d'enterrement, car c'était une très grosse somme pour eux, plusieurs milliers de USD. J'ai pu acheter le matériel, que j'ai stocké dans un garage

d'Unicef. Je passais beaucoup de temps à confectionner les cartons et pour cela je ne comptais pas les heures.

Un soir, je suis resté jusqu'à 20h. Près de l'équateur, le soleil tombe rapidement, alors à 19h il fait nuit. N'étant pas véhiculé, car je n'étais que consultant, je me préparais donc à rentrer chez moi à pied. Les rues des cités étaient plus animées la nuit, mais dans les quartiers du centre, il n'y avait que des bureaux et bâtiments administratifs. Par précaution j'ai mis ma montre dans ma poche, pas besoin d'attirer l'attention, ma couleur de peau c'était suffisant.

Descendant le grand boulevard d'un bon pas, 6 km/h comme dans les TAP, j'ai remarqué, à une centaine de mètres, deux policiers qui débouchaient d'une rue annexe. Je me suis tout de suite dit que j'allais y avoir droit. Logique, un blanc, à pied, tout seul, c'est incongru en Afrique ; un patrrrron rrroule toujours en voitirrrre, donc celui-là, c'est pas un patrrrron, donc on va le mannnger tout crrrru. Ils ont donc traversé le boulevard pour venir à ma rencontre. J'ai tout de suite fait une évaluation de la situation ; ils étaient deux, chacun avec un grand bâton ; l'un était de taille moyenne, par rapport à moi, par contre l'autre semblait avoir ma taille, mais vu sa corpulence, il devait avoir une trentaine de kilos en plus.

Si on en vient aux mains, ça va être coton !

Je continue ma marche comme si de rien n'était. Le plus grand arrive à ma hauteur, met la main sur ma poitrine et suit ma cadence en marche arrière en disant « on s'arrête, on s'arrête » ; bon, je m'arrête.

Il me dit :

- Passeport !

Je lui réponds que je n'en ai pas car au cas où il ne s'en est pas rendu compte, il faisait nuit et que dans ce pays il y avait des voleurs, donc s'il veut voir mes papiers, qu'il passe demain à Unicef et je pourrais les lui montrer.

Sur ce, je l'écarte de la main en disant qu'il m'a cassé la cadence et que j'avais encore de la route à faire.

Au moment où je redémarre, il me prend fermement le poignet gauche. Je me suis dit qu'avant de passer aux actes, car j'avais conscience que ça ne serait pas gagné d'avance, les africains sont durs à la castagne, j'allais essayer la douceur. J'appuie délicatement sur l'extrémité de son pouce, en refermant son articulation ; je sers de plus en plus fort et l'autre devient de plus en plus gris ; il a conscience que si je continue je lui casse l'articulation du pouce ; tout en faisant cette manipulation, je dis à haute et intelligible voix :

- Ecoutez bien vous deux, je suis un ancien et si vous continuez à m'emmerder, je vais vous casser la tête et ça ne va pas traîner.

Le grand, le petit aussi d'ailleurs, ayant vu avec quelle facilité je lui ai détaché sa grosse paluche de mon bras, s'est dit qu'effectivement je devais pouvoir faire ce que j'ai dit, donc il s'est écrié :

- ah bon ! Si tu es un collègue il fallait le dire. Tu n'as pas une cigarette ?

- Désolé, je ne fume pas, ce n'est pas bon pour la santé. Allez bye ! et j'ai continué ma route.

J'ai compris que le bluff était un atout important, à condition d'être persuasif. L'important n'est pas ce qu'on serait capable de faire, mais ce que l'autre pense qu'on pourrait faire. La confiance en soi est vitale dans cet exercice, à cause du message que nous sommes censés faire passer.

Au fur et à mesure que les cartons de pièces pour les véhicules étaient prêts je les acheminais chez le transporteur et je prévenais les concernés à la phonie pour réception.

Comme je m'en doutais, chaque jour la liste des pannes s'allongeait. J'ai tout de suite pensé que c'était, pour eux, une occasion à saisir de faire remettre à neuf leurs véhicules, souvent très

endommagés, au frais de l'Unicef. Mais c'était de bonne guerre, l'occasion fait le larron ! Quand on a une vache à lait pourquoi ne pas la traire.

Nous approchions de la fin janvier et bientôt il faudrait faire partir les agents chargés de l'évaluation aux quatre coins du pays. Leur matériel avait été rassemblé, la plus grosse partie des éléments nécessaires aux véhicules a été expédiée. Ils restaient encore quelques pneus et batteries à évacuer.

Les destinations étant très différentes, je devais faire un planning avec l'agence de voyage afin d'établir les billets, pour chaque agent, avec jour et heure de vol. En général ça ne posait pas trop de problème, entre personnes de confiance, l'agence acceptait que l'on paie dans les 48h, mais là il s'agissait de 42 billets d'avions et l'agence exigeait un paiement avant de les délivrer. J'ai vu la patronne et lui ai expliqué qu'il s'agissait d'une enquête voulue par le siège Unicef à New-York et que j'étais chargé d'assurer leur logistique. Le timing étant très serré je ne pouvais pas me permettre de prendre du retard. Elle m'a dit : c'est parce que c'est toi et que je te fais confiance, mais tu demandes à Unicef qu'ils m'envoient un bon de commande. J'ai dit que je passe le message dès que j'y arrive. J'ai donc eu mes billets d'avion.

De retour aux bureaux, j'ai bien précisé que les billets ont été donnés en me faisant une fleur parce qu'ils me connaissaient, car apparemment, même pour l'Unicef ils n'avaient pas confiance. Donc il faut vite leur faire parvenir un bon de commande, pour garder votre crédibilité.

Tous les enquêteurs ont pris leurs vols respectifs, avec leurs cartons de documents et leur matériel perso. J'ai donc pu souffler un peu. J'en profitais pour passer au PEV chaque jour, au moment des vacances radio, pour me tenir informé du déroulement des opérations. Je ne m'attendais, en aucune façon, à ce que tout se déroule sans anicroche. Certaines équipes devaient se rendre dans des zones difficilement accessibles. Les personnes qui ont programmé cette évaluation n'avaient aucune idée de ce qui attendait les agents que nous avons littéralement parachutés dans ces zones isolées.

Pour atteindre certains villages, désignés par l'ordinateur avec un programme aléatoire, beaucoup d'agents allaient devoir utiliser, après l'avion, un 4x4, des motos, des vélos, des pirogues, « faire le pied », comme ils disent. Ils avaient moins d'une trentaine de jours pour récolter les données de l'enquête. Fin février, début mars, dernier carat, ils doivent tous être de retour.

Les impondérables commencèrent à surgir après une semaine. Une mauvaise évaluation des besoins des véhicules ; des batteries qui ne marchaient plus, des pneus plus pourris qu'ils pensaient...et surtout, le plus grave, le nerf de la guerre, l'argent. J'avais bien pris la peine d'avoir expliqué la situation du terrain, sans liquide les équipes seraient clouées au sol. Et ce qui devait arriver, arriva.

La gestion des fonds ne m'incombait pas, Unicef avait passé des accords avec des Procures (Prêtres catholiques), des commerçants et autres sociétés de la place, afin que leurs correspondants à l'intérieur puissent donner du liquide aux équipes concernées. Apparemment, ça n'a pas suivi.

Unicef n'avait pas fait suffisamment confiance aux agents expédiés sur le terrain pour leur donner une provision en liquide. On ne peut les blâmer car c'est la mentalité du pays qui veut ça.

La responsable d'Unicef me fit venir et m'exposa la situation. Equipes clouées au sol par manque de véhicule en état ; agents pris en otage dans les hôtels car ils n'avaient pas les

moyens de payer la facture donc ne pouvaient pas continuer l'enquête, n'ayant pas reçu leur argent promis...

- Didier que peut-on faire ? On ne doit pas échouer.

J'ai bien compris, sans lui dire, que c'était surtout le rapport de son évaluation perso, fait par ses supérieurs à New-York, qui était en jeu. Comme j'ai eu ce job grâce à elle, je me devais de l'aider.

- Ecoutez lui dis-je, je peux rattraper le coup, mais il faudra me donner une grosse somme en liquide, que je distribuerai dans chaque localité où se trouve une équipe ;

- Vous pensez que c'est faisable ?

- Si je vous le dis.

- D'accord, je donne les instructions.

J'en ai profité pour lui dire que le bon de commande des 42 billets, réclamé par l'agence de voyages il y a une semaine, n'a toujours pas été fait et que maintenant on ne parlait plus de la crédibilité d'Unicef qui était sérieusement entamée, mais de la mienne et là je n'apprécie pas trop. Elle donna les consignes dans la minute.

La semaine qui a suivi, j'ai dû prendre une dizaine de vols ; je descendais d'un avion pour monter dans un autre. Un jour, je suis arrivé dans une ville du centre, vraiment du centre, sur une carte, avec un compas on met le Zaïre dans un cercle, la pointe juste en dessous de cette ville, Lodja. A peine l'avion posé, je dévale l'échelle en deux bonds, en lançant au pilote « tu ne pars pas sans moi, je reviens » et pour cause, après 1 h d'escale, il repart pour une semaine, je ne me voyais pas coincé dans ce bled une semaine avec tout ce que j'avais à faire.

Le médecin que je devais rencontrer me dit :

- tu n'as pas vu que tu es passé devant le commandant de la ville qui arrivait par le même vol et que la garde devait lui rendre les honneurs.

J'ai dit que j'avais remarqué la haie d'honneur et que je pensais bien que ce n'était pas pour moi mais je suis pressé, lui non ; je lui ai donc donné la somme indiquée sur l'enveloppe, qu'il a contrôlée, et a réceptionné les pneus et la batterie ; je lui ai dit au revoir car je ne veux pas rester coincé ici. Je suis retourné en courant à l'avion et une fois dans mon siège j'ai soufflé, mission accomplie, mais c'était juste.

J'avais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que la logistique de cette enquête soit, si possible, sans bavure, en Afrique et au Zaïre qui plus est, c'était une gageure.

Le retour des équipes se fit lui aussi au compte-goutte. Elles devaient faire un rapport de mission et j'avais demandé à en avoir une copie.

Je dois dire, qu'à la lecture de ces documents, c'était très édifiant. Il y a eu des équipes qui devaient faire face à des raquettes car travaillant pour les Nations Unies elles devaient, automatiquement, crouler sous l'argent. Une autre est arrivée dans un village tellement reculé que les enfants n'avaient jamais vu de bougies. Une autre s'est fait coursée par les villageois armés de machette car ils disaient que les vaccins avaient tué leurs enfants (en fait, des années après j'ai vu qu'ils avaient raison) ; une autre a dû prendre une pirogue de nuit et celle-ci a chaviré, l'un des équipiers ne savait pas nager et s'en est sorti de justesse, mais pas son sac. Certaines d'entre elles ont même été emprisonnées pour non-paiement... Un vrai récit d'aventure ces rapports de mission.

Les données ont pu être collectées à la date prévue et tout le monde était content. Mon contrat est arrivé à terme et Unicef m'a dit, vu l'efficacité avec laquelle j'avais assuré la logistique de l'enquête, qu'ils allaient le reconduire pour 3 mois, dès que New-York aurait donné son feu vert. Ce qui fut fait quelques jours plus tard.

23- 24 Sept 91 - 1^{er} pillage-

Un matin, accompagnant à l'école, à pied, mon fils de 9 ans, je me trouve face au directeur qui me dit que je dois retourner chez moi car l'école est fermée, motif, soulèvement des militaires du camp CETA (les paras de la 31^{ème} brigade, face à l'aéroport). Ca fait tache d'huile et d'autres unités sortent dans la rue. Quand on vit en Afrique on sait que des militaires dans les rues, c'est le rodéo assuré.

Au moment où nous allions repartir, un ami qui était avec moi dans la même société, avant Unicef, me propose de me ramener car il devait aussi prévenir sa femme de ne pas venir avec les enfants. Je lui dis d'accord mais tu vas devoir repasser devant un autre camp militaire, Kokolo, juste derrière chez moi, donc tu feras gaffe.

Sur ce, on embarque, mon fils et moi, dans la cabine de son pickup. Nous vivions ma famille et moi à 800m de l'école, sur la voie ferrée qui dessert des grosses entreprises plus loin, mais par la route il faut faire un petit détour. Dans la ligne droite du camp, il y avait un barrage sur la route, 4 ou 5 parpaings déposés sur la route, avec des militaires autour. Mon ami m'a demandé de veiller sur sa mallette, j'ai supposé qu'elle devait contenir un peu d'argent, objet de toutes les convoitises dans ce pays. Nous nous rapprochions du barrage, son pickup étant un 4x4, donc haut sur pattes, il pouvait passer aisément par-dessus les briques sans abîmer le véhicule, alors je lui dis : « ne t'arrête pas, fonce ».

Mais il a préféré s'arrêter, mal lui en prit ! Les militaires ont ouvert les portières, nous ont extraits du véhicule, moi tenant la mallette de mon ami. L'un d'eux m'attrape par le bras et me dit : tu nous suis au camp ; j'ai répondu pas question que je vous suive, vous savez que j'habite juste derrière alors vous n'allez pas m'emmerder.

Mon ami a essayé de me calmer et en a profité pour reprendre sa mallette. Je ne voulais pas opposer trop de résistance physique pour limiter les dégâts. A ce moment je vois un soldat enlever les lunettes de vue de mon fils, le prendre par le bras et lui dire toi aussi tu viens au camp.

Ma complaisance avait atteint ses limites. J'étais entouré de bérets de toutes les couleurs, des noirs, des marrons, des verts et pour ne pas faire de jaloux, tous ont eu droit à une distribution gratuite, de coups de pied et de poing mais un essaim s'est abattu sur moi, ma montre est partie, ma chemise s'est retrouvée en lambeaux, mais j'étais encore debout. Puis un ordre a fusé et tout s'est arrêté ; on m'a rendu mon fils et on m'a laissé partir. J'étais dans une telle fureur que je ne me suis même pas soucié de mon ami et pendant que je rentrais en tenant mon fils par la main je passais dans ma tête tout ce que j'envisageais de faire. On ne vit pas dans des pays comme ça sans prendre de précaution, aussi chez moi j'avais du matériel comme grenades, pistolet mitrailleur avec chargeurs adéquats. Tout en marchant je passais en revue les différents cas de figure. Marcher m'a un peu calmé et m'a montré la situation sous d'autres angles. Je pourrais effectivement passer ma colère et faire beaucoup de dégâts chez ces fantoches déguisés en soldats, juste bon à racketter et piller, mais après ? J'ai pris conscience que je n'étais pas seul pour ce baroud d'honneur, car j'avais aussi ma famille à sécuriser, après un acte de revanche. Ce n'était effectivement pas le moment de déclarer une guerre perso. Sans compter que j'étais toujours consultant d'Unicef et qu'une action de cette envergure me ferait perdre mon job. J'ai presque réussi à raisonner comme le commun des mortels.

Comme on dit, plus de peur que de mal, surtout pour mon fils, qui n'a pas ouvert la bouche du début de l'action, jusqu'au retour à la maison.

Le côté négatif, c'est la perte de sa paire de lunettes ce qui le handicapait vraiment.

Le lendemain, pillage généralisé. La ville de Kinshasa était aux mains des militaires. De chez nous, perchés sur un escalier extérieur montant à l'étage du voisin, nous pouvions voir le défilé des militaires et de leurs familles, avec toutes sortes d'objets sur la tête. Depuis les télévisions,

les frigidaires, les cartons de nourriture, tout était bon à prendre, vu que c'était gratuit. Les boutiques étaient éventrées, les grilles de défense étaient arrachées par des camions tirant des câbles enroulés aux barres métalliques.

Chez des voisins plus haut dans la rue, des militaires s'évertuaient à vouloir faire rentrer un congélateur de 200 litres dans le coffre arrière d'une petite BMW. C'est comme un enfant qui voudrait faire passer une pièce de 2 euros par le trou d'une pièce de 10 centimes. Finalement l'un d'eux l'a chargé sur sa tête avant de disparaître au bout de la rue.

Nous avons eu la visite de notre propriétaire qui habitait une maison à côté. Il venait aux nouvelles. Arrivé devant le portail, je n'ai pas eu le temps de le prévenir qu'il ne fallait pas qu'il touche le métal. Il a reçu une décharge de 220 v, car j'avais connecté le portail sur l'électricité de la maison. Pour accentuer la décharge, j'avais arrosé devant la maison, donc les gens pieds nus ont une meilleure conductibilité et font des bonds. Il a dit « si tout le monde faisait comme vous les gens auraient moins de problèmes ».

Pendant que nous parlions, des soldats sont arrivés à l'angle du pâté de maison, en diagonale par rapport à notre position. Notre propriétaire, prenant peur me dit :

- cachez-vous vite !

- je dis pourquoi ? D'abord ils m'ont vu et je ne vois pas pourquoi je me cacherais.

L'un des soldats se met en position derrière le mur et me met en joue. Un deuxième arrive à ses côtés. Je les regarde et leur dis : ce n'est pas la peine de jouer aux cons, je suis un ancien et vous êtes loin de me faire peur. Sur ce, ils sortent et viennent en face du portail. Etant en élévation j'avais une bonne vue sur les types, d'autres arrivent en renfort. Je leur dis : alors maintenant que vous avez le pouvoir, vous en faites quoi, à part piller les magasins ? Quelles dispositions vous allez prendre ? Il faudra bien reprendre les choses en mains.

A ce moment deux autres avancent et me disent : « patron, c'est moi que j'ai les linettes et l'autre dit : c'est moi que j'ai la montre ». Je réponds : « salopards, la montre tu peux la garder, mais par contre toi, mon gosse a besoin de ses lunettes, si tu les ramènes tu auras une prime ».

- D'accord demain je viens.

Il est évident qu'ils n'ont pas cherché à entrer chez moi car ils se sont dit qu'hier je n'ai pas craint de leur tenir tête, seul, alors là, ayant dit que j'étais un ancien, chose qu'ils devaient tous déjà savoir, ils ont pensé qu'il n'était pas nécessaire de prendre des risques ; courage sauve toi ! Je ne les ai jamais revus. Dommage pour les lunettes.

Au 3ème jour, le calme est revenu et nous avons pu reprendre, tant soit peu, une vie normale. Beaucoup de boutiques avaient été touchées, quelques habitations et quelques sociétés. Dans le Système ONU, seul l'OMS a été touchée, car très proche du camp Kokolo.

Le niveau d'insécurité étant monté, le tissu social ayant été fortement affecté, New-York a décidé d'évacuer le personnel et les familles.

La mienne est allée à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve.

Bien que juste consultant, les autorités de l'ONU à Kinshasa m'ont demandé de l'aide pour l'évacuation de tout le staff vers l'aéroport de Ndjili.

Le plan d'évacuation est toujours prêt dans ces organismes, mais son application n'est pas aisée. Un convoi de véhicules a été formé, les gens embarqués suivant des listes. Arrivés à l'aéroport, les problèmes ont commencé.

Il y avait plusieurs dizaines de familles, de toutes nationalités, toutes débarquées sur le tarmac, sans abri, sous un soleil de plomb.

Les responsables disaient que l'avion allait arriver, mais les minutes passaient et les plaintes commençaient à monter. Tout le monde était debout, en petits groupes compacts, serrant les enfants pour éviter qu'ils ne s'égarent au moment de l'atterrissage de l'appareil. Les minutes ont fini par faire une heure et tout le monde transpirait et se plaignait. Les africains, par principe ne reste jamais au soleil car la peau noire attire la chaleur et la garde. Les plaintes des enfants surtout se faisaient plus précises, ils avaient soif et faim. Il faut bien comprendre que si l'africain moyen vit parfois dans des conditions difficiles, ceux qui sont dans le système UN, vivent à l'occidental, donc il est devenu pour eux très difficile de se priver du minimum requis.

N'étant pas un membre des UN mais seulement un consultant, j'étais resté un peu en retrait. Donc je voyais ces groupes de fonctionnaires des Nations Unies bien rassemblés sur le tarmac et plus loin les soldats de l'armée française (des paras) dans une partie du bâtiment et de l'armée belge dans une autre partie. Je savais que ces unités venues pour évacuer les ressortissants de leur pays avaient de l'eau et des rations. Je suis allé voir le commandement des français en premier et on me dirigea vers un colonel. Je me suis présenté (ancien para) et lui explique la situation qui se profile à l'horizon si l'avion ne se pointe pas rapidement : insolation, déshydratation...

Il a appelé un de ses gradés pour qu'il me donne des bouteilles et des rations. L'esprit de corps n'est pas un vain mot !

J'en ai profité pour aller chez les paras-commandos belges, avec les mêmes sollicitations en montrant bien ce que leurs collègues français avaient déjà donné ; ils ne pouvaient faire moins, rivalité oblige.

C'est donc escorté de soldats les bras chargés de bouteilles d'eau et de rations que je me suis présenté devant les groupes afin qu'ils procèdent à la distribution. La joie des mères et enfants remerciant les soldats m'a ramené en tête le principe armée-nation inculqué dans nos troupes et qui dénote dans ces pays où l'armée est connue pour sa violence envers les populations.

Je passais dans les groupes afin de m'assurer que tout se passait bien. Plusieurs étaient en difficulté car ils avaient de la nourriture, mais pas de couvert. Les soldats avaient aussi donné des boîtes en tôle avec soda et bière et je leur ai montré qu'en découpant le métal ils pouvaient se faire des cuillères. Comme quoi de simples choses peuvent améliorer la vie.

L'avion a fini par arriver et tout le monde a embarqué sans problème.

Ce jour-là j'avais marqué des points sans le savoir.

Compte tenu de la situation, la direction d'Unicef a fait valoir auprès de New-York, la nécessité d'avoir un logisticien à plein temps ; donc fini la consultance, ce fut un contrat de 2 ans qui me fut proposé.

La partie des fonctionnaires, non essentielle de l'ONU, a été évacuée par avion, l'autre a été basée à Brazzaville, en République du Congo, de l'autre côté du fleuve.

La nièce de la responsable d'Unicef, ne faisant pas parti du staff UN, refusait d'être évacuée, malgré les supplications de sa tante. Celle-ci me demanda alors de veiller sur elle et pour cela elle lui demanda d'aller vivre dans son appartement qui était dans un immeuble protégé et que moi j'y vive aussi.

J'avais moi aussi refusé d'être évacué en faisant valoir mon ancienneté dans ce pays et les problèmes logistiques que je pourrais aider à résoudre en restant sur place.

La directrice me donna son accord, me remit un téléphone cellulaire local qui pesait trois kilos et qui pouvait être installé dans un véhicule ; elle me donna aussi le code de la valise satellitaire qui se trouvait dans sa chambre afin que je sois toujours en contact avec elle et avec New-York. Pour honorer mes engagements, je mis les choses au clair avec sa nièce une fois arrivée dans l'appartement. La nièce tirait plus du garçon manqué que de la petite fille ; une grande rouquine de 26 ans, près de 1,80m, ceinture noire de karaté, roulant en moto et avec un brevet de pilote passé aux USA.

Je lui expliquais que je n'étais pas là pour l'empêcher de vivre sa vie, mais que je me devais de respecter mes engagements vis-à-vis de sa tante, qui était aussi ma patronne. Que j'avais conscience qu'elle était née dans ce pays donc qu'elle s'y trouvait comme un poisson dans l'eau et apte à faire face à certains problèmes, mais le jeu se ferait suivant mes règles, pas les siennes. Je ne serais pas son baby-sitter car j'avais autre chose à faire, mais si elle avait un petit ami, je lui demande de le voir le jour car la nuit elle doit être présente avec moi dans ce bâtiment, elle dans cet appartement et moi sur le toit avec mon armement. Est-ce que je peux lui faire confiance de respecter ces règles de sécurité ; Elle acquiesça. Il faut dire qu'à cette époque nous n'avions pas de téléphones portables, donc il était impossible de se contacter rapidement. Les téléphones fixes n'étaient plus très fiables dès qu'il pleuvait.

Comme je me déplaçais souvent, je gardais en permanence dans mon sac, le bloc téléphone de 3 kilos, plutôt 3 tonnes au bout de la journée car il me cassait le dos, en bandoulière, mais il me rendait bien des services et me faisait gagner beaucoup de temps dans mes contacts.

Les premiers portables de Motorola sont arrivés quelques mois après.

Pour que l'équipe installée à Brazza puisse fonctionner, on avait passé un véhicule Volvo break qui servira à ses déplacements.

Cette équipe est restée plusieurs mois de ce côté du fleuve et je devais prendre régulièrement le bac pour rendre compte à ma hiérarchie et voir ma famille installée aussi à Brazza.

1992

Logistique /Sécurité : Fev 92

Lors d'une mission à Goma, dans l'est du pays, j'effectuais mes déplacements en petit porteur, souvent un Cessna Caravan One qui pouvait embarquer une tonne, de la Cie MAF (Mission Aviation Fellowship), des protestants américains, ou une autre petite Cie dont le pilote était un jeune belge.

Je venais de revenir d'un vol où j'avais déposé des médicaments et du matériel dans un petit village de brousse. J'y avais rencontré des gens qui me parlaient d'une épidémie de méningite dans la ville de Bunia, au nord-est du pays. Je connaissais une jeune américaine qui y faisait une enquête pour les UN et je me proposais de prendre des renseignements auprès d'elle afin de savoir si une expédition de sérum et autre était urgente.

J'ai demandé au responsable commercial de cette petite Cie, un jeune polonais, si le lendemain il avait un vol sur Bunia ; il me dit oui, c'est ton pilote qui y va demain matin à 7h. J'ai dit ok, je t'apporte une lettre qu'il pourra donner à la consultante.

Le lendemain, à 6H45 j'arrive sur le tarmac et je le vois ; Il me dit : « pas de vol aujourd'hui ».

- Comment pas de vol, hier tu m'as dit oui.
- Ce n'est pas moi, ce sont les étudiants qui bloquent la piste, ils ont pris l'avion en otage, personne ne décolle.
- Ah bon et ils sont où tes étudiants ?
- Près des hangars.
- Ok on y va
- Qu'est-ce que tu vas faire ?
- On verra sur place.

Effectivement il y avait un groupe d'une cinquantaine de jeunes massés près du hangar à quelques dizaines de mètres. Le copain est resté avec le pilote pendant que je me dirigeais vers les étudiants.

Une fois devant eux j'ai demandé qui était leur chef ; un dialogue surréaliste s'est alors engagé.

- Ici ya pas de chef et toi qui t'es ?
- Moi je suis le pompier.
- Le pompier ? Depuis quand on a des pompiers blancs ici ? Tu fais quoi ?
- Eh bien quand ya un problème on m'envoie.

- Aahh comme ça ? Qu'est ce t'as comme diplômes toi pour être pompier ?
 - Ca y'est la grande question, les diplômes ! Ton gouverneur il a une valise de diplômes, est-ce que ça règle votre problème ? Non puisque vous êtes ici à bloquer l'aéroport.
- Moi j'ai une épidémie de méningite à Bunia et je dois avoir des renseignements dessus pour savoir qu'est-ce que je dois expédier. J'ai ma lettre qui ne peut pas partir parce que vous bloquez l'avion et tout ce que tu as à me demander c'est ma liste de diplômes.
- Ah dis donc toi tu parles beaucoup, t'es belge ?
 - Non français.
 - Ah français, nous on aime François Mitterrand parce qu'il a supprimé la dette des pays pauvres.
 - Peut-être mais pour moi je trouve qu'il est un peu léger avec l'argent des autres ; il aurait au moins pu nous demander notre avis, car c'est de notre argent qu'il s'agit.
 - Aaahh mais t'es pas d'accord avec lui ?
 - Non ! alors l'avion il décolle oui ou non ?
 - Chante-nous une chanson.
 - Je ne sais pas chanter, je n'en connais pas
 - Si tu chantes pas l'avion y part pas.
 - La Marseillaise ça vous va ?
 - Allez !
- J'ai donc entamé le couplet de la marseillaise et arrivé au passage « ils viennent jusque dans vos bras égorger vos fils et vos campagnes » ils se sont écriés :
- C'est quoi ça ?
 - Mettez-vous à la place des autorités, il fallait motiver les troupes pour qu'ils aillent se battre.
- Finalement ils ont dit « toi tu parles vraiment beaucoup, dis à l'avion qu'il peut partir ! »

OK merci, bye ! Je fais demi-tour, jusqu'au pilote et son chef :

- saute dans le zinc et décolle avant qu'ils ne changent d'avis
- Qu'est-ce que tu leur as dit ?
- Trop long à expliquer ; dis au pilote qu'il ne traîne pas, voilà ma lettre.

Les étudiants ont bien laissé l'avion décoller.

Episode oiseaux

Je pensais qu'en général il fallait être ornithologue pour s'intéresser aux oiseaux, car ce n'est pas courant d'avoir le loisir de les observer dans la vie de tous les jours. Les chiens et les chats, on connaît, mais les oiseaux c'est moins évident. Il faut aimer regarder un être vivant gesticuler dans une cage, aussi beau soit-il, juste pour le plaisir ; une vidéo pourrait aussi bien faire l'affaire.

Mais en Afrique la nature nous offre des opportunités. C'est ainsi qu'au cours de ces nombreuses années passées sous ces latitudes, nous avons eu plusieurs occasions de jouer les secouristes, en récupérant des oisillons tombés du nid, qu'il fallait nourrir pour qu'ils survivent.

A cette époque nous n'avions pas Google pour nous dire comment procéder, donc c'est à l'instinct et par la pratique que nous avons agi.

Qu'est-ce que ça mange ?

Est-ce que ça boit ?

Comment procéder quand on n'a aucune expérience ni aucun matériel ?

Donc ce fut du basique ! Mie de pain mouillée mélangée avec de la banane écrasée ; pour l'outillage, un bâton de coton tige dont nous avons arrondi les extrémités pour ne pas blesser l'intérieur de la gorge de l'oisillon.

Après plusieurs tentatives infructueuses, le bon geste a été trouvé. Le bec étant automatiquement grand ouvert, il fallait introduire le morceau de pâte et le pousser au fond du gosier, comme font leurs mères.

Il faut reconnaître que notre inexpérience a entraîné la mort des premiers candidats.

Nous avons fini par comprendre qu'un oisillon, ce n'est qu'un tube digestif ; ça rentre d'un côté et ça ressort par l'autre. L'élément essentiel étant le nombre de répétitions. Nous n'en donnions pas suffisamment dans une journée pour qu'ils survivent.

Ayant pris en compte cette nouvelle donne, nous avons réussi à en sauver plusieurs par la suite.

Il y avait deux espèces différentes, l'une avec un plumeau (huppe) sur la tête et une longue queue et l'autre, très petite, tachée de deux couleurs. Ceux-ci vivaient par groupe et se posaient au sommet des hautes herbes pour y picorer les graines.

N'étant pas gardés en cage, ils avaient la possibilité d'apprendre à voler en toute sécurité dans la maison, surtout le salon et nous considérant comme les parents adoptifs, ils se posaient sur nos têtes et nos épaules.

Un jour je suis allé à pieds chercher mon fils à l'école, en longeant la piste près de la voie ferrée.

A la sortie de la classe je lui ai annoncé que j'étais venu avec les oiseaux. Il a regardé partout dans toutes les directions et ne voyant rien il s'est écrié « c'est pas vrai ».

J'ai claqué avec mes doigts et deux fusées sont arrivées de nulle part et se sont posées sur mon épaule. Je me souviens de la tête de tous ces gamins de 6-7 ans, complètement médusés qui poussaient des exclamations de surprise.

Les deux oisillons nous ont suivis pendant que nous marchions sur le chemin du retour. J'avais prévenu mon fils qu'un jour ils croqueraient la route de leurs congénères et qu'ils s'en iraient avec eux car c'était normal qu'ils vivent avec ceux de leur espèce et retrouvent leur liberté. Ce qui arriva peu de temps après car ils s'étaient suffisamment renforcés à ce moment pour suivre le groupe.

1993

28 Jan 93 – 2^{ème} pillage

Après le premier pillage, lorsque la vie avait repris son cours normal, j'avais formulé auprès des instances supérieures de l'Unicef la nécessité de monter une sécurité adéquate pour éviter ce qui s'était produit en septembre 91. J'avais bien spécifié que seule l'OMS (l'Organisation Mondiale de Santé) avait été pillée et que j'estimais que le Système des Nations Unies avait eu de la chance ; mais dans ce pays, cela peut se reproduire à tout moment, est ce que la chance sera toujours là la prochaine fois ?

On me fit la réponse suivante : L'Unicef, comme toutes les Agences du Système UN, se doit d'être neutre ; Le pays qui nous héberge est membre des UN, il doit donc assurer notre protection en cas de besoin, mais nous ne pouvons, en aucun cas, disposer d'une sécurité armée dans nos locaux.

Message reçu 5 sur 5 !

Le 28 janvier, les militaires sont redescendus dans les rues de Kinshasa, mais pas pour rigoler cette fois ; Il y a eu énormément de dégâts, d'exactions et viols sur des membres de toutes nationalités. L'ambassadeur de France a été tué à travers les fenêtres de son bureau (sur ordre m'avait dit plus tard un officier de Mobutu).

Nous ne pouvions pas sortir de chez nous car la rue appartenait aux soldats et aux pilleurs, autant dire les mêmes, vu qu'ils étaient venus avec leurs familles, comme au self.

Etant chez moi avec femme, enfant et chien, je ne pouvais rester cloîtré dans la maison ; il fallait que je reste à l'extérieur pour être prêt à agir si nécessaire. J'avais sur moi un pistolet automatique et plusieurs chargeurs.

La nuit tombe tôt sous l'équateur et à 20H00 il fait bien nuit. La parcelle avait un mur de plus de 2 m de haut, surmonté de bougainvilliers, aussi efficaces que des barbelés. Le portail était en tôle pleine, donc aucune visibilité sur l'extérieur ; très gênant dans ces cas-là ! J'ai donc mis une échelle contre le mur et je scrutais les mouvements dans la rue. Soudain j'aperçois une voiture taxi, en mauvais état comme la plupart de ces véhicules, reconnaissable à sa couleur jaune que

j'ai aperçue lorsqu'il est passé sous le lampadaire au début de la rue. Il n'avait qu'un phare et roulait au ralenti. Je ne sais pas pourquoi mais j'ai senti que c'était pour moi.

Il s'arrêta effectivement devant mon portail. Quatre hommes en descendirent, armés de kalachnikovs. En guise de carte de visite, ils ont tiré quelques rafales en l'air. L'un d'eux, chose surprenante, a actionné la ficelle qui tirait sur la cloche. Je me suis dit comment avait-il pu voir la ficelle de la cloche alors que j'avais pris soin de laisser la maison dans le noir. Seul un habitué le savait, donc ils étaient renseignés et savaient exactement chez qui ils sonnaient. Ils ont sonné plusieurs fois et je ne répondais pas. Finalement ils ont trouvé que la cloche n'était pas assez bruyante alors ils ont tapé sur le portail.

J'étais toujours sur mon échelle en analysant la situation. Quatre hommes armés, décidés à entrer, j'évaluais mes chances de tir avec mon pistolet. J'estimais qu'en faisant vite je pouvais en avoir trois, avec l'effet de surprise, mais le 4^{ème} pouvait s'enfuir et aller chercher du renfort. Si j'avais été seul ça ne posait pas de problème, mais ma famille était dans la maison, donc je me suis dit autant prendre le problème de front, d'autant que leurs coups sur le portail commençaient fortement à m'agacer.

Je descendis de l'échelle et une fois devant le portail j'ai dit « c'est quoi ce boucan ? »

Un des types dit « ti ouvres, on est des militairres ».

Avant de répondre j'ai pris soin de monter le son de la radio Motorola que nous utilisons comme moyen de communication pour les Agences et en répondant j'ai appuyé sur la pédale d'émission.

J'ai dit :

- je ne pense pas que vous soyez de la sécurité des Nations Unies alors je n'ai aucune raison de vous ouvrir.
- Si ti n'ouvrrres pas on va ennnfoncer la porrrte.
- Je suis un ancien et si vous enfoncez la porte vous allez avoir de très très gros problèmes.

A ce moment-là j'ai lâché la pédale de la radio pour libérer le réseau et un responsable du PNUD (Agence de développement) ayant en charge la sécurité a parlé :

- Echo Foxtrot 8 (c'était mon indicatif radio) tu as un problème ? tu as besoin d'aide ?
- Oui. Ils ne sont que 4 dans un taxi, vous venez avec deux véhicules un par en haut et l'autre en bas et vous les coincer !
- Ok je te les envoie.

Ce dialogue était en lui-même amusant car celui qui était censé aider les autres, c'était moi et j'étais coincé ; mais les pignoufs à la kalach ne pouvaient pas le savoir et la réaction ne s'est pas fait attendre.

Ils sont remontés dans le taxi et ont démarré sans demander leurs restes. Comme quoi l'esbroufe ça fonctionne bien parfois. J'ai retenu la leçon.

J'ai rappelé mon interlocuteur du PNUD qui m'a dit que deux gendarmes étaient en chemin, ils arrivent dans 10mn, à pied. Il m'a dit que je devais évacuer au cas où d'autres reviendraient en force. Une fois les gendarmes sur place, nous avons tous embarqué, soldats, famille et chien dans mon véhicule, direction le bâtiment des UN.

On nous a trouvé un hébergement et j'en ai profité pour m'intéresser au dispositif de sécurité des lieux. J'ai organisé des tours de garde renforcée avec un système de contrôle pour éviter les dormeurs.

Après que les choses se furent calmées, quelques jours quand même, il y a eu de nouveau une évacuation des membres des Nations unies. Ma famille est re-passée côté Brazzaville, par le bac toujours, en compagnie des étrangers de toutes nationalités, encadrée par les paras français qui

n'ont pas franchi le beach à cause de la mort de l'ambassadeur. Ils supervisaient les navettes et assuraient la sécurité des évacués.

Ensuite nous avons pu aller au Bureau Unicef. Dur dur, il ne restait que les murs !

La bâtisse était toujours debout, mais les portes éclatées, les fenêtres même chose, ils avaient retiré même les câbles électrique des murs ; la cour était inondée de papiers de toutes sortes, sortis de centaines de dossiers ou autres, ce qu'ils n'avaient pas pu emporter ils l'ont cassé sur place, même des lavabos. La ville de Kinshasa était à l'image du Bureau de l'Unicef. Boutiques éventrées, meubles dans la rue, voitures démolies....des images de guerre.

Nous avons reçu la voiture d'un staff, peu de jours avant et celui-ci n'avait même eu la possibilité de poser ses fesses sur ses fauteuils tout neufs car elle n'avait pas encore tous ses documents en règle. Voilà qu'il se retrouvait propriétaire d'une épave, toute neuve !

Un camion Mercedes était encore récupérable.

Tous les fonctionnaires de l'agence venaient comme en pèlerinage et repartaient avec des photos du désastre.



Tout est passé par les fenêtres au Bureau Unicef



La carcasse « neuve »

Après les pillages il y a eu encore quelques jours troubles et un de mes amis qui vivait dans un quartier assez chaud m'avait appelé pour me demander si je pouvais passer la nuit chez lui pour assurer surtout la protection de sa petite fille de 8 ans qui se trouvait seule avec lui. Des rumeurs circulaient sur d'éventuels mouvements de foule dans son secteur.

Plusieurs milices formées d'habitants s'étaient constituées dans la communauté expatriée car beaucoup étaient chasseurs et donc possédaient des fusils.

Je lui ai dit que je serais chez lui en fin d'après-midi avec aussi de l'outillage pour lui (traduire armement).

Tout a été calme et je suis rentré chez moi le lendemain.

Mars 93

Je me trouvais au volant de mon véhicule quand j'entendis à la radio UN, une conversation en anglais (je le comprenais un peu malgré ma résistance) entre le responsable du PNUD Zaïre et son homologue du Congo Brazza.

Il était question de la prise d'otage d'un capitaine jordanien appartenant aux forces UN de l'UNAVEM (Mission militaires des casques bleus en Angola). Il semblait qu'il avait été enlevé par un groupe rebelle de l'enclave de Cabinda qui appartenait à l'Angola. Le responsable du PNUD Congo Brazza disait que selon certaines informations ce capitaine serait détenu dans un des camps de réfugiés situés dans la région du Bas Zaïre, au nord de Matadi.

Ni une ni deux, je prends mon télécel (nom du premier opérateur, avec portables, arrivé dans le pays) et j'appelle le responsable du PNUD Zaïre avec qui je m'entendais bien. Je lui dis que s'il cherche un volontaire pour aller le récupérer, je suis là. Il me répond : passe me voir !

Il faut savoir que dans le système des Nations Unies, en général, c'est le patron du PNUD qui fait office de centralisateur pour la sécurité. On l'appelle l'Agent Habilité en français et en anglais Designated Official ou DO en abrégé.

Les agences UN n'ayant personne d'attitrée sur le terrain, je rendais quelques services dans ce domaine en plus de ma fonction de logisticien à Unicef, toujours avec l'accord de mon supérieur évidemment.

Une fois dans son bureau, il me briefe sur ce qu'il connaît de la situation. Le capitaine s'est aventuré en dehors de la ville de Cabinda et s'est trouvé nez à nez avec des éléments armés du groupe FLEC Rénové. On pense qu'il est dans un camp de réfugiés, près de la frontière cabindaise. Il me pose la question : de quoi as-tu besoin ?

- un véhicule 4x4 avec chauffeur et équipé de radio HF et VHF ; une liaison radio avec UNAVEM (en Angola) 24/24 h; des kits d'urgence comme biscuits pour ne pas me pointer dans les camps les mains vides.
- ok je passe des coups de fil et te contacte quand on est prêt.
- Ça baigne, merci.

Il m'a rappelé plus tard pour me dire que tout serait ok pour le lendemain, que je me tienne prêt à descendre.

Mon chauffeur était content d'avoir été désigné car il a eu des frais de mission pour plusieurs jours. Connaissant leurs habitudes, de laisser une grosse partie de l'argent à la femme, ils se retrouvent en général coincés, surtout avec moi, raison pour laquelle ils n'étaient jamais emballés quand ils savaient qu'ils devaient me conduire. Quand ils avaient cinq jours de mission, pour eux c'était consommé, donc ils restaient cinq jours ; mais avec moi, si la mission était bouclée en deux jours, je n'avais aucune raison de rester trois jours de plus à glander pour des raisons financières. Ils savaient qu'ils ne pouvaient plus rendre l'argent, donc que ça allait leur être retiré en fin de mois.

Ce chauffeur, venant d'une autre agence, le HCR, j'ai préféré le prévenir de ce qui l'attendait. Comme je m'y attendais il me dit qu'il n'y avait pas de problème, tout en pensant que la mission ne serait pas raccourcie. Eh Eh !

Une fois à Matadi, à 362km au sud-ouest de Kinshasa, je suis passé voir le responsable local de l'Unicef. Je comptais sur lui pour me diriger dans la zone car il était en poste depuis plusieurs années et connaissait bien la région et les autorités.

Nous avons fait le point sur les camps de réfugiés gérés par le HCR et avons décidé de visiter le plus important. Ils se trouvaient presque tous près de la frontière du Cabinda, sur l'autre rive du fleuve. Nous avions 120km à faire jusqu'à Boma, voir les autorités et ensuite monter vers le nord, jusqu'à Tshela.

Une fois dans le camp, nous avons posé quelques questions aux délégués des réfugiés. Ils se sont montrés très vagues, disant qu'ils ne savaient rien. L'un d'eux nous a conseillé de contacter l'ambassade du Portugal, car l'Angola et l'enclave de Cabinda avaient été colonisés par les portugais. Ils ont même ajouté qu'ils sauraient certainement quelque chose à ce sujet. J'ai compris le message et j'ai tout de suite appelé le DO pour lui rendre compte des informations reçues. Il m'a dit d'accord, mission annulée tu remotes !

- Reçu !

J'ai prévenu mon collègue et mon chauffeur qu'il fallait retourner à Kinshasa, non sans avoir laissé un kit d'urgence au camp, pour le principe.

Deux jours après, le DO m'appelle et me dit : j'ai besoin de toi, es-tu prêt à redescendre ?

- Oui
- Ok ; nous avons discuté avec l'ambassade du Portugal. Ils ont organisé une réunion avec une équipe du FLEC Rénové et ils acceptent, sous quelques conditions, de nous rendre le capitaine. Il faudrait que tu partes demain, ça va ?

- Pour moi pas de problème ; vous passez un coup de bigo à mon boss.
- C'est bon je m'en occupe ; le HCR va donner le même véhicule et le même chauffeur.
- D'accord, à demain.

Le lendemain, nous refaisons le parcours du sud, vers Matadi, puis Boma. Un envoyé nous attendait, mais pas avec le message que nous attendions. Nous avons rencontré surtout des cadres militaires, qui nous ont dit que les accords qui ont été passés, concernaient surtout les politiciens, mais eux étaient des soldats, sur le terrain et ils n'avaient pas été consultés donc pas de libération d'otage pour le moment. J'ai dit : je transmets à la hiérarchie.

La réponse du DO c'est : mission annulée tu remotes !

Et je suis remonté !

Les négociations allaient bon train et le DO me demanda de nouveau si je serais prêt à repartir. J'ai évidemment répondu oui.

Un matin il m'appela et me dit que cette fois ça semblait être la bonne. Les politiques et les militaires étaient tombés d'accord et ils libéreraient l'otage UNAVEM en échange d'un communiqué de presse relatant les actions du FLEC Rénové ; en deux mots, qu'on leur fasse officiellement un peu de pub !

Je suis donc redescendu jusqu'à Boma, où j'ai réservé une chambre dans un petit hôtel avec bungalows au bord du fleuve, et un espace suffisant pour permettre à un hélicoptère de se poser. Le DO m'avait dit qu'ils viendraient tous en délégation, UN et UNAVEM venue de Luanda (Angola) et des journalistes pour la conférence de presse.

Le lendemain, un guide est passé me voir et nous nous sommes dirigés vers le nord, par des pistes, avant la tombée de la nuit. A un moment nous avons pris deux ou trois soldats avec nous, bien armés.

Dans cette forêt, après 18H00 il fait déjà nuit. Nous avons roulé et roulé, toujours en direction Nord-ouest et d'un coup j'ai eu l'impression que je n'étais plus au Zaïre mais bien au Cabinda. Il me faisait passer par des petits chemins de chèvres, une chance que les bas-côtés fussent dégagés, sinon on ne passait pas. Je me suis dit que bientôt ils auraient un otage de plus à revendre. Finalement, vers 22H00, nous sommes arrivés dans une petite clairière où deux jeeps étaient stationnées. Je suis descendu et un type que j'ai tout de suite identifié comme le capitaine jordanien s'est détaché du groupe et s'est jeté dans mes bras, tout juste s'il ne s'est pas liquéfié alors qu'il n'était resté qu'à peine une petite dizaine de jours ; un peu plus, je l'aurais ramassé à la petite cuillère.

Le responsable du détachement m'a dit que je pouvais le récupérer et retourner sur Boma mais il me demandait de prendre aussi un groupe avec moi car ces types descendraient aussi dans cette zone. Je n'allais pas être regardant vu que j'avais l'otage, donc ma mission était déjà bien avancée, je dirais accomplie seulement une fois à l'hôtel.

- Ok ils peuvent venir.

Les portes se sont ouvertes et une dizaine de soldats en armes, se sont accrochés à tout ce qu'ils pouvaient, ils semblaient avoir l'habitude.

Une fois dans le véhicule j'ai contacté par phonie les types de l'UNAVEM et ils ont pu parler avec leur collègue et constater qu'il était en bonne santé.

J'ai eu droit à la promesse de plusieurs coups à boire s'ils avaient l'occasion de me voir ; merci c'est gentil. Ça roule Raoul !

Nous avons largué les militaires en cours de route ; je suppose qu'ils allaient en R&R (Rest and Recuperation), comme tout bon soldat rebelle, dans les camps de réfugiés alentour où se

trouvent certainement leurs familles. La plupart des camps près des frontières en guerre servent de recueil, ce n'est pas nouveau ; il n'y a que le HCR qui semble l'ignorer.

Nous avons donc passé la nuit dans le bungalow, face au fleuve, belle vue dégagée. Une fois levé, le capitaine s'installe pour le petit-déj. Il me demande si l'hôtel avait des croissants ? Je rêve, il sort d'une semaine de brousse et me demande des croissants, il se croit dans une capitale ou quoi ?

- tu sais ici c'est Boma, il n'y pas un Hilton.
- Ah bon merci (tout in english évidemment).

Finalement l'hélicoptère transportant les délégations, des autorités du pays, des Nations Unies, dont le DO, de l'UNAVEM, une brochette de gradés, des journalistes...est arrivé.

Une fois tout ce monde débarqué, j'ai salué le DO, qui m'a accueilli avec un grand sourire car il savait ce que je pensais de tout ça, mais il fallait jouer le jeu.

Certains gradés de l'UNAVEM sont venus me remercier, puis ils se sont tous dirigés vers la salle pour la conférence de presse. Estimant que mon rôle s'arrêtait là, j'ai demandé au DO si je pouvais remonter sur Kin. Il acquiesça.

Mission terminée.

A Kinshasa plusieurs de mes collègues m'ont demandé pourquoi je faisais ce genre de mission car mon salaire ne serait pas augmenté pour autant, que je ne toucherais pas de prime supplémentaire et qu'en plus je risquais de me faire tuer.

Vous avez peut-être raison, mais je me suis bien marré et pour moi c'est le plus important. Comprendra qui peut !

Mai 93

Un jour, le responsable du Bureau de l'Unicef m'appelle pour savoir s'il n'y avait pas moyen de demander, « à mes amis » des militaires pour assurer la sécurité des lieux et du staff, aussi bien local qu'international.

J'ai dit que je ne voulais pas enfoncer le clou, mais qu'il aura fallu dans les 300 à 400.000 \$ de dégâts pour se décider. Il a dit que c'était le système qui était fait ainsi. Avant ce n'était pas possible mais maintenant oui. J'ai pensé quelle connerie de règlement. On ne cherche pas à protéger les avoirs à cause d'un règlement tordu et on se dit que le matériel on pourra toujours le remplacer, avec l'argent des contribuables de chaque pays membres ! Les UN, une vraie vache à lait.

Je suis donc passé voir le Chef d'Etat-major du SARM (Service Action et Renseignement Militaire) que j'avais estimé les moins pires, comme comportement durant les pillages, afin de solliciter une garde. Il me reçut sans problème, étiquette UN oblige. Je lui ai fait part de la demande de mon directeur. Vu sa position il n'ignorait pas que le Bureau Unicef avait été rasé. Il me dit que ce genre de mission ne rentrait pas dans le cadre des attributions du SARM et qu'il valait mieux s'adressait à la garde civile. Je l'ai regardé bien en face et répondis : « vous voulez que je demande à ces margoulins de veiller à la sécurité des biens et des personnes d'Unicef ? » Il a pris un air offusqué et me dit : vous traitez les gardes civiles de margoulins ?

- Oui et je peux le prouver (j'avais pris mes précautions). Vous voyez sur cette photo le camion Mercedes juste après le pillage. Le directeur a demandé une garde et on lui a envoyé des gardes civiles. Voilà une photo de l'état du camion un mois après avoir été sous leur protection, une carcasse maintenant.

Difficile après ce constat de nier.

- D'accord ; il vous faut combien d'hommes ?

- On peut commencer avec 4. Sur l'ordre de mission il sera mentionné qu'ils auront à protéger les biens et les personnes des UN ; faire des escortes et des patrouilles pour sécuriser les villas des représentants des différentes agences UN.
- C'est bien, je m'en occupe tout de suite ; nous allons désigner le chef de cette unité et c'est lui qui rendra compte régulièrement à ses supérieurs du SARM de l'évolution de sa mission. Sur le terrain ils prendront les ordres de qui ?
- Les ordres de ma hiérarchie passeront par moi et ils ne répondront qu'à moi.
- Je crois savoir que vous êtes un ancien donc ça ne devrait pas poser de problème.
- Merci colonel !

Et voilà ! Je vais voir de ce pas le directeur de l'Unicef pour lui annoncer la bonne nouvelle et lui présenter mes recommandations car il allait sans dire que j'allais devoir gérer cette unité, donc il allait me falloir du matériel, sans être trop exigeant au début.

Ce détachement a été créé fin mai 93 avec 4 hommes pour finir avec 50 commandos du SARM jusqu'en 97, remplacés ensuite par la PIR (Police Intervention Rapide) sous le régime de Kabila, après la guerre.

J'avais demandé qu'un pickup Toyota qui devait être vendu soit remis à niveau pour faire les patrouilles et les interventions, ainsi que des radios de communication. Ce matériel nous fut accordé, nécessité oblige.

Au fil des années, Unicef me demanda de créer d'autres détachements similaires dans les villes où nous avions des sous-bureaux qui pouvaient rencontrer des problèmes de sécurité: Bukavu (Sud Kivu), Lubumbashi (Katanga), Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental).

Plusieurs anecdotes ont caractérisé ce détachement, notamment celle consécutive au port de l'uniforme noir.

L'adjudant-chef commandant le détachement me demanda un jour si c'était possible d'avoir un uniforme qui pouvait les différencier des autres unités.

Je lui ai demandé comment il voyait la chose ?

- Un uniforme noir avec des boutons pression argentés.
- Ok mais les UN ne voudront jamais le payer.
- C'est nous qui allons le payer, avec notre solde de l'ONU (Je leur avais obtenu 100\$ par homme et un peu plus pour les chefs).
- Dans ce cas je ne vois pas d'objection.
- Et est-ce que l'on pourrait avoir des chapeaux large bords bleu UN ?
- Je peux m'arranger

Merci Leader Sécurité (ils m'appelaient tous par mon indicatif radio *FSO, même des années après).

Ils ont fait faire leur uniforme et j'ai fait faire les chapeaux.

Un jour nous nous sommes donné rendez-vous à l'aéroport en passant par le côté gardé par des agents de la RVA (Régie des Voies Aérienne) qui donne accès sur la piste et de là on rejoignait l'arrière de l'aérogare. Normalement il faut un badge pour y accéder, mais dès qu'ils voient des militaires, c'est le Sésame !

Nous sommes donc arrivés dans deux jeeps avec des éléments du détachement sur le pickup.

Seulement nous avons mal choisi notre jour, tout le gouvernement était là pour accompagner le

1^{er} ministre qui partait en mission officielle. Il y avait aussi des généraux dans les autorités. Il y eu un mouvement de flottement parmi eux car ils ne connaissaient pas ces uniformes et la panique a commencé à les gagner. Un des généraux a appelé le colonel de la DSP (Division Spéciale Présidentielle) chargé de la sécurité de l'aéroport pour lui demander des explications. J'ai vu le colonel se dirigeait vers moi et me dire : Didier tes types leurs ont foutu une trouille du diable, ils croyaient qu'ils allaient être attaqués par des mercenaires. Fais évacuer tes gars avant que ça tourne mal.

- Ok colonel, désolé pour les problèmes que je t'ai causés.
- Ça ira, merci

Nous avons fait demi-tour et sommes partis. Le lendemain, l'adjudant-chef était appelé à l'Etat-Major du SARM pour explications. Il m'a dit qu'il avait reçu l'ordre de ne plus porter ces chapeaux larges bords, mais de remettre les bérets.

Ils ont exécuté les ordres.

A plusieurs reprises je me suis rendu compte que l'épisode mercenaire durant la guerre des années 60, a profondément marqué tous les congolais et sur plusieurs générations, à croire que cette page d'histoire est définitivement inscrite dans les gènes. Donc les chapeaux larges bords rappelaient trop cet épisode peu glorieux pour leur armée.



Détachement du SARM

En ce qui concerne le détachement de Mbuji-Mayi, j'ai eu à me déplacer pendant la guerre et le colonel qui devait me fournir les éléments n'était pas très chaud. Il traînait des pieds et je ne pouvais pas me permettre de passer deux semaines à attendre son bon vouloir. Finalement il me mit le marché en main.

- J'ai un problème d'effectif et en plus je dois acheminer un canon qui doit embarquer à l'aéroport. Le camion que je devais utiliser est en panne ; pouvez-vous m'aider avec votre pickup ?

- Colonel vous savez bien que les UN ne sont pas autorisés à transporter du matériel de guerre, ni de soldats sauf si ceux-ci sont de la sécurité UN.
- Oui je le sais mais vous voulez des hommes et moi je suis coincé avec mon canon, on s'aide réciproquement.
- Vous avez une bâche ?
- Oui ça doit se trouver.
- Alors arrangez-vous pour qu'il ne soit pas trop voyant car je joue ma tête.
- Ok merci !

J'ai finalement eu mon détachement de protection du bureau Unicef à Mbuji-Mayi.

Juin 93

Les autorités d'Unicef, jugeant que la situation se normalisait au Zaïre, m'avaient demandé de faire revenir le break Volvo de Brazza. Je traverse donc le fleuve, large à cet endroit de près de 3 kms, pour me rendre dans le bureau où je pourrais récupérer les documents.

Une surprise de taille m'attendait. La carte rose du véhicule se trouvait entre les mains de la douane, au beach Brazza (débarcadère du bac sur le fleuve) car cette voiture n'était dans ce pays qu'en situation temporaire, en transit et devait forcément repasser par la douane du beach.

Le problème résidait dans la « non régularisation » des taxes dues au gouvernement et qui auraient dû être payées chaque trimestre passé sur le territoire de la République du Congo. Je comprends mieux pourquoi on avait fait appel à moi, car en fait avec des documents en règles, il suffisait de mettre le véhicule sur le bac et de traverser. D'un côté ça m'agaçait de devoir nettoyer la merde des autres sachant que des types, honorablement bien payés, n'avaient pas fait leur boulot, mais d'un autre côté je ne pouvais m'en prendre qu'à moi car je leur avais donné de mauvaises habitudes ; réussir où eux avaient toutes les chances d'échouer.

L'approche serait donc différente, mais j'allais tenter le coup.

Je me présente au beach avec le véhicule, stationne devant le bureau de la douane. J'entretenais de bonnes relations avec le directeur des douanes et la sécurité du port. C'était souvent des gradés de l'armée, donc en pays de connaissance et quelques bouteilles de cognac en cadeau de temps en temps arrangeaient bien les choses (non facturées à Unicef, donc de ma poche, les premières années).

Je rentre dans le bureau de la secrétaire, lui explique que j'avais comme instruction de faire traverser la Volvo et donc que j'aimerais récupérer la carte rose du véhicule.

Elle me la montre mais me dit que les taxes n'ont pas été payées.

- Ah ! est-ce que le directeur est là ?
- Oui il est dans son bureau.
- Ok, je vais le voir.

Je tape à sa porte et rentre

- Bonjour, comment allez-vous ?
- Bien et vous-même ?
- J'étais de passage et je suis venu vous saluer
- Merci bien, bonne journée à vous.
- Au revoir

Je suis ressorti et me pointe devant la secrétaire qui me demande

- Et alors ?
- C'est ok, pas de problème.

Elle me remet la carte rose, je lui fais un grand sourire, je remercie mon ange gardien, je saute dans la Volvo et monte sur le bac.

Il y a des jours où je ne cherche même plus à comprendre. Une fois à Kinshasa je remets le véhicule au bureau Unicef, sans commentaire, les actes étant plus parlants.

Mais en aparté j'ai quand même dit au représentant du Bureau que c'était souvent des missions impossibles que ses services me confiaient et j'ai eu droit à cette réponse : « c'est pour ça qu'on fait appel à vous » !

Ben voyons, on récolte ce que l'on sème, c'est bien connu !

1994

Initiation à l'humanitaire

Il m'est arrivé d'amener mon fils avec moi en mission durant les vacances scolaires. Je devais acheminer des kits d'urgence dans le Kasai et le Shaba (qui redeviendra le Katanga avec Kabila). Nous voyageons en camion à trois dans la cabine. Dans l'est du Kasai il y avait eu de fortes pluies quelques jours avant notre arrivée et la piste de latérite était très glissante. Le chauffeur a donc du mal à garder la ligne droite car les roues patinent énormément.

Le problème avec la latérite c'est qu'elle devient de la colle après avoir rempli les crampons des pneus et ne se détache plus du tout. La surface du pneu devient une surface parfaitement lisse, sans aucune adhérence avec le sol et les roues tournent sur elles-mêmes sans avancer d'un pouce, par contre le véhicule se déplace latéralement. Lorsque le terrain est plat ce n'est déjà pas facile, mais quand on aborde une côte alors là ça devient problématique car le chauffeur a beau imprimer une direction, le camion a sa propre vie.

Notre route passe à travers des collines qu'il faut grimper ou descendre et le précipice se trouve tantôt à droite, tantôt à gauche. Le chauffeur fait son possible en se battant contre l'attraction du poids du camion. A un moment, dans une montée un peu plus forte, le régime du moteur baisse et le chauffeur est obligé de ralentir et presque s'arrêter pour passer la première, mais le camion n'ayant plus d'élan, par son poids, commence à vouloir redescendre et son arrière se rapproche dangereusement du vide. Mon fils qui se trouve au milieu, entre le chauffeur et moi veut regarder par la fenêtre et se penche sur moi pour voir la piste. Mais il ne peut la voir étant donné que nous sommes juste au bord du ravin.

Il se remet à sa place, s'agrippe à mon bras et dit : « je sens que j'ai le cœur qui chavire ». J'ai beaucoup de mal à ne pas éclater de rire mais je comprends que la situation est critique et qu'il y a matière à s'inquiéter. Finalement le chauffeur arrive à surmonter ces difficultés et nous arrivons à l'hôpital où nous devons décharger nos colis.

Les zaïrois, petits et grands étaient amusés de voir un enfant de blanc, tout blond, qui aidait à décharger les cartons comme les manutentionnaires africains.



Le fils devant le centre médical



Futur manutentionnaire

Pendant une autre mission, nous sommes allés à Lubumbashi. J'ai installé un hamac dans la caisse du camion, fixé aux montants métalliques qui soutiennent la bâche lorsque qu'elle est installée.

Nous devons aller à Likasi, à l'ouest de Lubumbasi. Nous partons avec quelques kits et le fils installé dans le hamac. Comme la route est très bien goudronnée (elle est entretenue à cause de la société minière qui se trouve dans la région), nous arrivons à l'hôpital dans la matinée.

Sur le chemin du retour, la caisse étant vide, le fils avait toute la place nécessaire s'il voulait se dégourdir les jambes. A un moment le chauffeur dit :

- Patron regarde le ciel. La pluie « méeéénace ». Il faut faire rentrer ton fils dans la cabine.
- Non ce n'est pas nécessaire.
- Aaaaah comment vous êtes ! mais patron la pluie va être forte, il faut le faire rentrer sinon il va être tout mouillé.
- Ecoute, il y a une bâche à côté de lui, s'il a un peu de cervelle il va l'utiliser. Il est né à Kinshasa, c'est un kinois, alors il doit savoir comment vivent les petits africains dans les villages. Je ne vois pas pourquoi il doit bénéficier d'un régime de faveur juste parce qu'il est blanc.
- Aaaaah vraiment vous êtes « dir » vous avec votre fils!
- Non, il ne risque rien à part se faire tremper mais cela dépendra de lui. Ne t'inquiète pas ça ira. Il aura une bonne expérience à raconter à ses copains.

On ne peut pas dire que c'est une petite pluie, mais une moitié de déluge. Comme prévu la bâche a fait son office et à l'arrivée je demande à mon fils si tout est ok ? Oui ça va !

Le soir après le repas je lui dis qu'il peut monter dans la chambre, regarder la télé ; je monte dans quelques minutes.

Une fois la facture réglée et un au revoir aux amis je monte.

Surprise ! La porte est fermée avec la chaîne et la télé est sur marche. Je tape et retape, plusieurs fois, j'appelle...nada...

Je descends à la réception et je demande qu'ils appellent le menuisier car mon fils dort comme un loir et n'entend rien.

Le menuisier fait son travail, ouvre la porte et constate comme moi que le fils est en travers du lit dans les bras de Morphée, absolument pas gêné par les bruits extérieurs ni le film de la télé.

Sept 94

De retour de congés, mon supérieur direct me briefe rapidement sur la situation de l'est du pays et des expéditions à faire ; ce fut rapide car c'était son tour de partir en vacance et il ne voulait pas être retenu par la hiérarchie qui se verrait obligée d'annuler son voyage pour motif d'urgence. Il se précipita donc à l'aéroport.

La guerre au Rwanda avait amené un grand nombre de réfugiés dans toute la région du Kivu, avec une majorité à Goma.

Cette ville a été submergée par les humanitaires ; des renforts venaient de tous les coins du globe ; on a compté jusqu'à 200 véhicules Toyota land cruiser, entre les UN et les ONG. Les tarifs des loyers ont explosé. Des propriétaires viraient leurs locataires des villas pour les louer aux humanitaires après avoir multiplié les prix par 3 ou 4. Une villa à 1000\$ était un bon prix, 1500\$ était dans la moyenne.

Tout le tissu social en a pris un coup; les petits revenus ne pouvaient plus suivre. C'est le revers de la médaille ; j'avais compris par la suite que c'était un système savamment entretenu. Tout le monde y trouvait son compte, sauf ceux du bas de l'échelle.

Un soir, vers 21h, j'ai reçu un appel d'une femme en mission logistique, qui travaillait en temps normal à Copenhague et qui se trouvait « présentement » à Goma, avec les renforts d'urgence. Elle se présente et me demande si j'avais été averti par mon supérieur, avant son départ, du matériel qui devait être expédié pour l'installation des camps de réfugiés.

Je lui ai répondu qu'il était question des 12 tonnes de tubes en fontes pour canalisation d'eau.

- Effectivement
- Et il vous les faut pour quand ?

- Pour hier !
- Ah, ok, je vais voir ce que je peux faire.

Recevoir un coup de fil à 21h pour me dire que je dois me grouiller à faire mon boulot, j'adore !

Le lendemain, à la première heure je me pointe à la Régie des Eaux afin de faire le point sur le matériel à expédier. Un agent me montre une montagne de tubes de 6m de long et dans les 50cm de diamètre, en fonte, de 300kg chacun.

Avec mon télécel j'appelle un transporteur et lui demande s'il a un vol sur Goma.

- Oui demain matin
- As-tu de la place sur le vol, j'ai 6 tonnes de tubes en fonte ?
- Oui ça ira.
- Tu me fais le kg à combien ?
- A 0,70\$
- Ah désolé mais les autres (une Cie avec qui je travaillais aussi et qu'il connaissait) me le font à 0,50\$
- Bon c'est d'accord pour 0,50\$.
- Ça marche ; tu peux envoyer un camion récupérer les tubes à la Régie des Eaux ?
- Je m'en occupe de suite.
- Merci Bye !

J'appelle l'autre Cie, même baratin car je savais qu'il avait lui aussi un vol demain et je ne voulais pas mettre tous les œufs dans le même avion. En faisant travailler tout le monde je maintenaient de bonnes relations utiles dans mon job et si un des deux était en panne, Goma recevrait au moins une partie de la cargaison.

Une fois sûr de mon coup, j'appelle un gars de mon équipe qui avait été détaché à Goma, je lui dis que demain il va recevoir sa cargaison alors qu'il prévoit la logistique pour les 12 tonnes, mais qu'il n'en parle pas maintenant. Il en profite pour me dire que tous ces types et femmes qui sont arrivés en renfort (tous expats), sont plus souvent dans les bureaux que sur le terrain et que c'est lui qui devait être présent à l'arrivée des avions le jour comme la nuit, surtout la nuit précise-t-il !

Je lui exprime ma solidarité et je lui dis que c'est comme ça que fonctionne le Système.

Le lendemain, il avertit la femme que les tubes sont là.

- Comment déjà ?
- Oui, vous avez dit à Didier qu'il les fallait pour hier alors il a fait le nécessaire.
- Mais est-ce qu'il a respecté les procédures en demandant les 3 pro forma ? (Incurables ces bureaucrates)
- Connaissant Didier il a « forcément » respecté les procédures !

Mon gars m'avait rappelé pour la confirmation de la réception mais aussi pour me relater sa conversation. Il m'a dit aussi qu'un type avait eu la jambe cassée car un tube avait roulé sur lui pendant le déchargement.

Ils sont vraiment incroyables ces fonctionnaires des bureaux, il faut que tout aille vite mais que la paperasse soit faite en même temps.

Nous avons eu la visite du responsable du Bureau Régional basé à Abidjan. Une réunion avait eu lieu pour faire le point des opérations en cours dans l'urgence.

Il y avait bien une vingtaine de personnes autour de la grande table et tout le monde avait son mot à dire. Pour une fois j'attendais avant de l'ouvrir et on finit par me demander mon avis.

J'ai dit que ce qu'il fallait prendre en compte, c'est que l'état d'urgence c'est avant tout un état d'esprit. Il est impossible de demander à des personnes qui ont des 15 ou 20 ans de programmes

réguliers, de passer dans des actions d'urgence justement parce qu'ils n'ont pas l'état d'esprit adéquat. Le Régional a du se sentir visé car il avait lui-même 20 ans passés dans les programmes réguliers.

Qu'est-ce qui prime dans l'état d'urgence ? C'est l'efficacité ! Autour de cette table tout le monde est d'accord, mais une fois levée, la bureaucratie va reprendre ses droits ; je suis désolé mais bureaucratie n'a jamais rimé avec efficacité. Ce qu'il faut faire c'est sélectionner des volontaires un peu partout, et constituer des équipes avec le bon état d'esprit pour travailler en urgence dans les secteurs prioritaires, Logistique - Santé entre autres, les regrouper au moment voulu sur l'île de Madagascar et à Sao Tomé qui seront utilisées comme des porte-avions, la première pour les interventions en Afrique de l'est et la seconde pour les interventions en Afrique de l'ouest.

Il faut simplifier les procédures afin de pouvoir agir plus rapidement. Ces porte-avions seront des bases avec des stocks, opérationnels immédiatement, alors qu'en passant par des Bureaux Nationaux, on retombe dans le système des 3 pro forma, des 2 signatures sur les chèques, le taux de change qui varie constamment...je le vis tous les jours et si j'arrive à me montrer efficace c'est que je passe mon temps à jouer avec votre règlement ; mais c'est un choix. Vous fermez les yeux parce que ça vous arrange, c'est uniquement moi qui me mouille, mais j'ai des résultats.

C'est tout ça qu'il faut repenser pour parler urgence.

Beaucoup regardaient leurs chaussures et certains me regardaient en souriant car ils pensaient comme moi, mais carriéristes, ne pouvaient le dire.

Le Système étant bien établi, il ne fallait surtout pas le changer.

Durant cette période mouvementée les approvisionnements étaient surtout acheminés par Brazza, via Pointe-Noire (grand port sur l'atlantique de la République du Congo). Un matin mon supérieur direct (responsable du supply, in english) me dit qu'une expédition de 900 colis était arrivée à Brazza et qu'il fallait lui faire passer le fleuve. Il me dit de voir déjà pour la location d'un bac en attendant que Copenhague lui expédie les dossiers.

Quand je le revis plus tard, il me dit qu'il y avait un problème avec les dossiers, au nombre de sept. Quel problème ?

- Deux d'entre eux sont totalement illisibles ! Je te donne ce que j'ai reçu, à toi de voir ce que tu peux faire, me dit -il en souriant.
- Je constate effectivement que ce n'est pas lisible ; il n'y a que ça ?
- Oui j'ai reçu les fax cet après-midi et rien d'autre.
- Bon je verrai bien sur le tas !

Le lendemain, m'étant entendu avec la Cie du bac, je leur dis que je les appellerais quand je serais prêt à charger tous les colis.

Je suis d'abord passé par le bureau de la douane où je savais y trouver le colonel et je lui explique le problème : 7 dossiers, 5 lisibles, 2 illisibles.

Il me dit : vraiment illisible ?

Je lui montre les fax où on distinguait les entêtes, mais après c'était surtout des jeux d'ombre et de lumière, avec une lettre ou un mot par ci par là.

Il les regarde et me dit mais c'est quand même un document et dans le même geste il tamponne les 7 dossiers.

Je le regarde avec un petit sourire ; nous nous sommes compris ; à mon prochain passage il aura sa bouteille de cognac ! La vie est simple en Afrique. En tout cas on peut se la simplifier souvent.

Lorsque j'avais ce genre de manutention à faire sur ce beach, je savais que les porteurs attirés et numérotés n'acceptaient pas que l'on vienne avec nos propres gars, donc je prenais toujours le même, un grand costaud, à qui je demandais de constituer une équipe de tant d'hommes, suivant la quantité de colis à déplacer.

L'avantage de ce système c'est que j'avais un seul interlocuteur, de taille, rarement mis en cause par les autres. Je lui remettais l'argent, à lui de faire la distribution une fois le travail fini.

Sur les deux beaches, Kin comme Brazza, tout le monde me connaissait, dans tous les secteurs et tous les bureaux. Parfois les types de la sécurité essayaient bien quelques manœuvres, surtout à Kin, mais sachant que j'étais bien avec leurs chefs, ils ne poussaient pas trop loin le bouchon. Comme les UN avaient beaucoup de fret, surtout Unicef, dès que les porteurs me voyaient arriver, j'étais entouré d'un vol de sauterelles et c'est excessivement difficile de faire la discipline dans ces conditions. Pour eux j'étais un ancien para-commando français, donc à ce titre ils me respectaient, des deux côtés du fleuve.

Comme ils étaient tous des amateurs de films de kung-fu, plusieurs s'essayaient à faire des démonstrations avec leurs collègues. Il m'est donc arrivé de me mêler de ces discussions et exercices et voyant que certains pratiquaient, je leur demandais quel style on leur enseignait. Dans cette région, comme partout d'ailleurs, ils adorent les arts martiaux et c'est surtout le karate Shotokan qui y est enseigné. Le problème c'est que c'est très souvent un type qui a eu des bases solides, à un petit niveau, jaune ou orange, une fois dans son village se fait appeler Maître, se met à enseigner et passe pour un cake vis-à-vis de tous.

Le fait de discuter avec eux me permet de les situer et de me positionner vis-à-vis d'eux, sans action. Tout le monde sait qu'en Afrique on respecte la force. L'expérience m'a appris que l'important était ce que l'autre pensait que l'on serait capable de faire.

Donc suite à ces échanges, ils en ont déduit que non seulement j'étais un para-commando français mais que j'étais au minimum ceinture noire de karaté. Alors ils m'avaient baptisé Maître 8, en faisant la contraction avec mon indicatif radio de logisticien à Unicef: Echo-Foxtrot 8.

Ceci m'a bien servi car lorsque tous les colis ont été embarqués sur le bac à Brazza, après avoir fait la chasse à ceux qui passaient à côté pour nous subtiliser plusieurs cartons, un nouveau problème surgit. Deux manutentionnaires, mécontents de la somme versée, avaient pris en otage deux gros cartons qu'ils avaient rapidement fait descendre au moment où je donnais le signal du départ.

Je stoppais le bac et descendis pour discuter. Automatiquement tout un attroupement se fit. Je m'enquiers de la cause de cette prise d'otage des colis auprès des deux gars.

« Nous avons travaillé beaucoup et la somme est insuffisante et on garde ces colis en dédommagement ». Ça ne leur coûtait rien d'essayer. J'ai pensé qu'ils étaient tous de mèche mais que deux porteraient le chapeau. Par contre je ne voyais plus mon armoire à glace responsable de cette équipe. Une fois l'argent en poche, des courants d'air. Avait-il été équitable dans la distribution ?

Il fallait que je trouve vite une solution car le bac s'impatiait si toutefois c'était possible de s'impatiait en Afrique.

Alors je me suis dit que ça ne coûtait rien d'essayer. Je les ai bien regardés en face et tout doucement j'ai enlevé ma montre pour la mettre dans ma poche. Je passais un message fort, comment allaient-ils réagir ?

Inch allah, deux types m'ont pris par les épaules en disant : non non ! Maître 8 le problème va s'arranger, ça y est les deux colis sont remis dans le bac.

Ah bon, dans ce cas... je ressortis la montre de ma poche et la remis à mon poignet.

Je redonne le départ et salue tout le monde. On ne s'ennuie pas en Afrique! Toujours l'esbroufe.

1995

Mai 95

Les événements à l'est du pays n'empêchaient pas les autres programmes réguliers de fonctionner et mon supérieur, chef du « supply » avait engagé beaucoup de commandes suite aux réunions avec ces différents chefs de secteurs: Santé, Education, Wat-San (Water et Sanitation), étaient les plus importants en demande de matériel.

Il aimait aussi les voyages, alors nous nous répartissions les missions. Il se déplaçait quand il s'agissait de mettre un système en place, avec contrat entre la société et Unicef.

Une fois sur le rail, je devais assurer le suivi de l'acheminement du matériel. En Afrique, ce n'est pas toujours aisé, mais dans une zone où les conflits étaient fréquents, le travail ne manquait pas de piment.

Mon chef me dit qu'il avait un problème avec un conteneur de 7 tonnes qui était arrivé à Pointe Noire, mais qu'il n'avait pas de suite de la part du transitaire. Il me demande de me rendre sur place et de mettre la situation au clair.

Je lui dis ok, je pense que 5 jours ça devrait être correct, 2 pour l'aller et retour et 3 sur place. Je me rends donc sur la côte atlantique, en prenant le train à Brazza. Le train en Afrique c'est toute une aventure, en plus de l'allure d'escargot. Le mien a été stoppé vers les 3h du matin car un câble électrique traînait sur le ballast et provoquait des étincelles d'un mètre qui avaient alerté les voyageurs.

Une fois à Pointe Noire je me rends dans les bureaux du transitaire. Surprise, le propriétaire avait changé. Mon chef avait passé un contrat avec un belge et je me trouve en face d'un libanais.

Celui-ci connaissait le dossier et m'a dit qu'il allait faire le nécessaire pour faire sortir ce conteneur du magasin de transit. Il m'a expliqué qu'ils avaient racheté la société mais qu'ils avaient actuellement des difficultés de trésorerie car beaucoup de client n'avaient pas honoré leurs factures. Je ne doutais pas qu'il trouverait des solutions à mon problème, mais en combien de temps ? Je savais que ces gars savaient nager en eau trouble, même très trouble, presque opaque !

J'ai jugé utile de prévenir mon interlocuteur que Kinshasa m'avait accordé 5 jours de frais de mission, 2 jours de voyages inclus. Ce qui veut dire que dans 3 jours je suis obligé de quitter l'hôtel et comme je ne pouvais pas quitter cette ville avant que le conteneur ne soit sur le train, je viendrais avec mon sac dans son bureau pour y dormir.

Il m'a regardé avec un grand sourire.

Je reconnais qu'il s'est beaucoup activé et pour le prouver il m'a demandé de l'accompagner dans ses visites des bureaux des douanes et transit au port.

Seulement, le 3ème jour, le délai de mon ultimatum avait expiré, donc je me suis présenté avec mon sac à dos à son bureau et lui ai demandé où je pouvais installer mon couchage. Il a compris que je ne blaguais pas et m'a dit qu'il n'était pas question qu'un client couche dans son bureau donc qu'il allait de suite me mettre à l'hôtel, à ses frais évidemment !

Ce qu'il fit. 2 jours après, il m'annonce que le conteneur se trouve maintenant sur le train qui partira le lendemain.

J'ai voulu vérifié moi-même ses dires. J'en ai profité pour lui dire que le directeur d'ATC (Chemins de fer Congolais) que j'avais rencontré la veille, avait accordé la gratuité pour le transport de ce conteneur, sous-entendant que le transport ne devait pas apparaître sur la facture de l'Unicef. Comme on connaît ses Saints on les honore !

Le lendemain je suis remonté sur Brazza pour ensuite rendre une visite au Bureau d'Unicef afin de briefer mon collègue sur ce dossier et qu'il ait l'amabilité de bien suivre son évolution et de me prévenir lorsqu'il serait débarqué (le conteneur). En général la collaboration entre Agence National se faisait bien. J'ai eu maintes fois l'occasion de traverser pour leur prêter main-forte. Une fois à Kin, j'ai rendu compte à mon chef et je téléphonais de temps en temps à Brazza pour m'assurer que tout allait bien. Mon collègue me dit que le train n'est pas encore arrivé, il semble qu'il a connu une panne et que sa réparation demande 48h.

Bon patientons, sport national en Afrique !

Après 3 jours, Unicef Brazza m'appelle pour me dire que le train était bien arrivé, réparé plus tôt que prévu et qu'il est déjà reparti. Seulement le conteneur n'avait pas été déchargé et donc il repartait sur Point Noire ;

Qui je vais flinguer !! Après toutes ces années d'Afrique je n'arrive toujours pas à m'y faire. Il est évident que la définition de « conscience professionnelle » n'est pas la même suivant la latitude. Restons cool !

Je préviens mon chef et lui dis que je fonce à Brazza. Arrivé au bureau Unicef, je demande qu'elle est la grosse société qui peut se trouver à la prochaine gare arrêt. On me dit qu'il y a une cimenterie qui se trouve dans cette petite ville. J'ai demandé si cette cimenterie avait des bureaux à Brazza ? Oui effectivement et je sais où ils se trouvent.

Ok on gicle !

Dans ces pays, le téléphone étant plus un objet de décoration qu'un accessoire utile, les grosses boîtes sont toutes équipées de phonies.

Une fois sur place, on demande à voir le directeur à qui j'explique la situation et je lui demande l'autorisation d'utiliser sa phonie.

Il me dit qu'il appelle de suite son opérateur. Dans le local radio, je demande au gars de contacter son collègue de la ville où le train va stopper. Il l'obtient assez rapidement et me le passe.

Je lui explique la situation et lui demande s'il peut se rendre à la gare et faire venir le chef de gare pour un message urgent.

Oui j'y vais.

Nous avons patienté un certain temps, puis j'ai pu parler avec le chef de gare. Je me présente et lui donne le numéro du conteneur qui normalement aurait dû descendre à Brazza mais que ses collègues ont oublié.

Il me dit qu'il va le faire mais que le train ne pourra pas aller à la gare principale car le pont situé 10km avant était endommagé. Il faudra donc effectuer un transbordement à l'endroit où le train s'arrêtera.

- Ok. Le train pourra être sur place à quelle date ?

- Je vais accrocher le wagon au train demain, donc après-demain vous pouvez récupérer votre matériel.
- D'accord, merci de votre aide !

C'est dans ces moments que l'on voit l'influence et l'aura (à cette époque) de l'ONU et certaines de ses Agences en particulier, dont Unicef car ils s'occupent des femmes et des enfants.

Ce délai me permet de faire traverser un camion de chez nous, ce qui me supprime une rupture de charge supplémentaire : gare- beach- transbordement- Kin ; avec notre camion plus de transfert, il monte sur le bac avec le chargement, jusqu'au dépôt à Kinshasa.

Une fois le train arrivé, le camion est venu sur place pour y mettre la cargaison. C'était un petit village, mais un vrai rodéo ! Les caisses des motos, frigos, kits d'urgence devaient être déchargées du train et chargées dans le bahut. Les manutentionnaires étaient des jeunes du village à côté et c'était à celui qui subtiliserait le plus de petits colis.

Pour faciliter et accélérer les choses les types du train avaient ouvert les deux portes latérales, droite et gauche mais je ne pouvais me trouver que d'un côté du train alors je passais mon temps à regarder par en dessous pour suivre les jambes qui n'allaient pas dans la bonne direction et j'ai dû courir plusieurs fois derrière des types qui portaient avec des cartons. J'ai bousculé certains d'entre eux pour qu'ils comprennent que la prochaine fois j'allais vraiment les tabasser.

Finalement nous avons tout chargé et avons pu traverser le fleuve dans la même journée.

Dec 95

Durant la guerre entre Tutsis et Hutus énormément d'exactions ont été commises et les plus visés étaient les femmes et les enfants. Un jour le médecin chef du programme Santé m'a appelé.

- Didier la Coopération Belge a accepté de prendre en charge la chirurgie plastique d'un enfant dont la bouche a été coupée à la machette par les tutsis. Cet enfant se trouve à Goma.

Comme sa famille a été exterminée, il a été recueilli dans une congrégation catholique, peux-tu aller le chercher et nous le ramener ?

- D'accord. Les prêtres sont-ils prévenus que je passe le prendre ?
- Oui ils sont informés.
- Ok, je pars demain matin.

Le lendemain, un véhicule Unicef m'attendait à l'aéroport de Goma et je demandais au chauffeur de me conduire à la congrégation. J'ai vu le prêtre qui se chargeait de l'enfant. Il m'annonce que ce gosse n'a aucune pièce d'identité. Or par voie aérienne il faut être muni de documents.

Il me dit aussi qu'il ne peut voyager seul et que sa sœur l'accompagnera. Je voulais les voir alors il a demandé à une personne d'aller les chercher.

Une fillette d'une douzaine d'années est arrivée tenant un enfant de 4 à 5 ans par la main, une grande balafre coupait le visage de ce dernier de part en part, d'une oreille à l'autre en passant par la bouche.

Je lui demande si elle fait partie de sa famille, elle regarde le prêtre. J'ai dit ok, tu prends soin de lui mais tu n'es pas de la famille. As-tu une pièce d'identité? Non !

Bon, je prends un papier et je note son nom et celui du garçon. Je dis au prêtre que je dois d'abord me procurer des documents, pour les deux, sinon je ne pourrais pas passer les contrôles à l'aéroport et que je reviendrais dès que je les aurais. Je ne sais combien de temps cela leur demandera.

Je demande au chauffeur de m'amener à la Maison de Zone. Sur place je vois le Chef de Zone et lui explique le problème à grand coup d'Unicef et Coopération Belge pour qu'il comprenne bien (intuitivement) que toute complication de sa part pourrait entraîner inéluctablement des conséquences sur sa carrière. Il a traduit que ses chefs ont déjà « mangé » donc il ne peut faire obstacle à ma demande.

Je lui donne les références des deux enfants avec un même nom de famille en précisant qu'ils sont frère et sœur, avec les dates de naissance, bidon et adresse de même. J'ai les documents dans l'heure et compte tenu de sa promptitude, je lui laisse de quoi se payer une bière et même deux. J'aurais peut-être encore à le solliciter dans le futur.

J'ai averti le prêtre que tout est ok et que nous pouvons prendre le vol de demain.

Une fois à Kinshasa, l'enfant a été remis entre les mains de la Coop Belge. Je ne l'ai jamais revu mais le médecin de l'Unicef m'a dit plus tard que les chirurgiens avaient fait un excellent travail et que l'enfant avait retrouvé l'usage normal de ses mâchoires. Inch Allah !

Au sujet de ce médecin une chose me revient. Nous étions en mission dans le sud du pays, à Lubumbashi et nous logions dans un grand hôtel un peu à l'extérieur de la ville. Je l'aperçois, par la fenêtre de ma chambre, qui entre au restaurant. Je me dis que je pouvais lui tenir compagnie et manger avec lui.

Je le rejoins donc et nous conversons sur le déroulement de la mission dans nos domaines respectifs. A ce moment deux libanais prennent place, deux ou trois tables plus loin. Les minutes s'écoulent et un serveur apporte un plat à la table des deux types arrivés après le médecin.

Je demande au toubib :

- Tu as commandé ?
- Oui, dès que je suis arrivé. Ces types, arrivés après moi, sont servis avant moi. Est-ce parce que je ne suis pas beau ? Il savait qu'il n'avait pas été beaucoup favorisé par la nature et usait d'un certain humour.
- Peut-être, mais il y a un moyen de faire accélérer les choses.
- Ah bon, lequel ?
- Tu casses une assiette.
- Je casse une assiette ?
- Oui tu la laisses tomber de haut, j'ai déjà expérimenté.

Il prend alors son assiette, la monte et la lâche. Un grand bruit de casse se produit et un grand silence s'en suit dans le restaurant.

Le chef sort de sa cuisine, avec sa toque de travers et s'enquiert de la situation. Etant le plus proche de lui je dis :

- Mon ami constate que des gens arrivés après lui, sont servis avant lui et se demande combien d'assiettes il va devoir casser avant de pouvoir manger.
- Je m'excuse de ce dérangement, je fais tout de suite le nécessaire.

Moins de deux minutes après il était servi. Il me dit : c'est vrai que ça marche ton truc !

Lors d'une autre mission dans l'est, j'ai eu à descendre plus au sud du Kivu, à Uvira. Le HCR avait monté deux camps de réfugiés sur les collines, en amont de la ville. Le travail pour lequel je m'étais déplacé étant terminé et voyant que les collègues du HCR étaient débordés, je proposai à la personne que je connaissais de leur donner un coup de main.

Elle m'a demandé : peux-tu aller récupérer à la procure les châssis pour les latrines car je n'ai pas de véhicule pickup sous la main (moi, si) ? C'est bon je te les amène dès que je les ai.

A la procure les prêtres me montrent les encadrements en grosses poutres avec des trous au milieu pour les toilettes.

Il me conseille de passer une couche de protection, vu l'usage qu'ils en feront au camp. Il me dit qu'il y a de l'huile de vidange dans le garage mais qu'il n'a personne de disponible pour le faire. J'ai dit que je le ferais avec mon chauffeur.

Ce travail nous a pris deux bonnes heures, à deux. Ensuite nous avons sué pour charger les châssis dans le pickup qui a pris une allure de hors-bord avec ce poids à l'arrière.

Arrivé au camp de réfugiés, je demande aux gens du HCR de me fournir une main d'œuvre pour le déchargement. Ils regardent autour d'eux et constate comme moi qu'il n'y avait en vue que des femmes et des gosses. La « rabia » commençait à me prendre aux tripes et j'entrevois clairement le tableau.

Je demande à parler au chef des réfugiés. Celui-ci arrive.

- Bonjour, je suppose que tu es chrétien.
- Oui je le suis.
- Alors tu connais donc certains passages, dont celui-ci qui dit « aide toi et le ciel t'aidera ».
- Oui je connais.
- Ok, alors si dans deux minutes je n'ai pas une équipe qui débarque ces châssis je bloque le camion de ravitaillement et je lui fais faire demi-tour et vous boufferez un autre jour, quand ça sera déchargé, est ce clair ?
- Oui chef.

Dans la minute, des hommes sont sortis d'un peu partout et ont mis la main à la patte. Je leur ai dit qu'ils avaient de la chance que ce camp ne fût pas géré par moi. Pas un membre du HCR n'a pipé. Comme j'étais un peu remonté j'en ai profité pour leur dire qu'ils fabriquaient des fainéants, en plus des assistés.

Plus tard la personne qui supervisait l'équipe du HCR m'a demandé si je pouvais aller à Bujumbura pour trouver la trace du camion qui devait acheminer 4000 couvertures. Ils étaient sans nouvelle de lui.

J'ai dit : aujourd'hui c'est dimanche on ne va pas avoir beaucoup de renseignements mais je peux toujours tenter. Elle en profite pour me dire que la frontière est fermée en raison d'incidents entre pays.

Je verrai bien sur place. Je propose à un membre du HCR, brésilien, de m'accompagner. Tout de suite la responsable dit : mais ce n'est pas possible, il n'a pas d'ordre de mission pour le Burundi.

Je lui rétorque en souriant:

- Moi non plus.
- Oui mais toi ce n'est pas pareil !

Le type a dit qu'il y allait quand même, au grand désespoir de sa collègue.

Dans la voiture je lui dis en rigolant: tu sais que ce n'est pas bien de désobéir aux ordres. Il me répond :

- Et toi ? Pourquoi a-t-elle dit que ce n'est pas pareil pour toi ? Tu es dans les UN aussi.
- Oui mais moi ils sont habitués, toi tu viens d'arriver.

Arrivés à la frontière, nous constatons effectivement qu'elle est fermée car il n'y a quasiment pas de circulation.

Devant la barrière j'aperçois deux militaires assis, je descends du véhicule et leur explique que je dois passer.

L'un d'eux se lève et me dit :

- Ti ne sais pas que la frrrontièrrre elle est ferrrmée.
- Si je le sais, mais pas pour les UN.
- Pourrrquoi pas pour les UN, les orrrdrres c'est pourrr tout le monde.

- Oui tu as raison, pour tous les civils, mais pas pour les UN. Et tu vois cette charrette pleine de caisses de boisson que tu as laissé passer, ils sont civils, mais tu as reçu quelques bouteilles pour fermer les yeux ; tes supérieurs ne vont pas apprécier.

Il fait un signe, à contrecœur, à son collègue qui lève la barrière et derrière moi j'entends : Ba mèrrcénèrrre.

Il n'a pas dit soldat ou militaire, non, mais mercenaire. Comme quoi c'est rentré dans les gênes depuis les années 60. Et c'est une étiquette dont ils m'affubleront souvent.

Je stoppe devant la guérite du Burundi et le soldat, surpris, me dit vous êtes passés ?

- Oui comme tu vois et je lui explique pour le camion. Tu fermes ton poste à quelle heure ?
- A 18H00.
- Ok, nous serons là avant. A tout à l'heure.

Nous avons cherché des renseignements sur ce camion, mais il faut reconnaître que personne ne savait où il se trouvait.

Sur le chemin du retour le véhicule a eu des problèmes. Certainement au niveau du carburateur car l'essence ne devait pas être de bonne qualité et en plus ils devaient la couper avec de l'eau pour augmenter le volume et faire plus de fric. On les appelait les kadafis, alignés au bord de la route avec leurs bouteilles ou bidons de carburant.

Au moment où nous arrivons devant la barrière du Burundi le soldat dit :

- Si j'avais pas promis d'attendre je serais déjà partir à cause de la pluie.
- C'est tout à ton honneur, tu es un homme de parole, pas comme ceux d'en face!
- Ah ceux-là !!

Nous avons roulé jusqu'à la frontière du Zaïre et revu les deux lascars.

- Alors ton camion ?
- Il arrivera demain.
- Ca vvva !
- Bye, peut-être à demain.

Et nous sommes rentrés. La chef du HCR était contente de voir son staff en bonne santé. Elle m'annonce qu'en fait le camion est passé par le nord du pays, par l'autre poste frontière. J'ai noté intérieurement la bonne coordination de leur service.

1996

Jan 96

Le Système UN s'est décidé à suivre les recommandations des chefs d'agence de Kinshasa et ils ont créé un poste de UNFSO (Officier de sécurité UN qui couvre tout le pays).

Ils m'ont demandé de postuler pour cette candidature. Le responsable de l'Unicef m'a dit que la majorité me soutiendrait, mais qu'ils devaient examiner d'autres dossiers pour respecter la procédure.

Finalement il m'a dit que j'avais obtenu le poste avec une bonne avance sur les autres.

Obtenir ce poste voulait dire que je changeais d'Agence car l'UNFSO était sous la responsabilité du DO, lui-même responsable du PNUD. Mon salaire était diminué car cette classification était inférieure et je débute à ce poste. Après discussion ils ont remonté la classification mais pas à la hauteur de mon ancien grade. J'étais L3, je perdais 800\$ en passant L2, mais après avoir « disquité » je restais L2 avec 400\$ de moins, seulement.

Bon, le job m'intéressait, je ne focalisais pas sur la solde !

Par contre, le fait d'officialiser le poste, ça entraînait un renforcement du Détachement de Sécurité.

Les tensions étaient de plus en plus palpables avec les pays limitrophes. Les chefs d'Agences demandaient tous à avoir deux éléments en permanence à leur domicile. Dix chefs d'agence donc dix domiciles à garder et donc vingt soldats, plus des éléments pour assurer les repos. Ils ont demandé à avoir des gardes en permanence dans leurs Bureaux respectifs. La majorité des Bureaux se trouvaient dans le même building UN mais Unicef, OMS, FAO, PAM étaient indépendants, donc le Détachement finira par être composé de 50 hommes en 97.

Dans tout le Système UN, il n'y avait pas un seul Détachement comme celui-ci. Il y avait bien des gardes utilisés en Somalie, mais c'était des hommes qu'une milice, pas une armée régulière, fournissait. Arrivé à un secteur défini, il fallait changer de garde car le territoire passait sous l'influence d'un autre clan.

Alors de là à dire que ce détachement était devenu ma garde prétorienne il n'y avait qu'un pas. J'avais prévenu les éléments que beaucoup aimeraient être à leur place car si dans la régulière les soldes étaient de 3 ou 4 dollars, ici on leur donnait 100\$ et un peu plus pour les cadres. Donc qu'ils prennent conscience que le moindre faux pas, je les vire et je demande leur remplacement à l'Etat-Major du SARM.

Je dois dire qu'à part quelques cas, qui ont été remplacés, dans l'ensemble ils suivaient mes consignes à la lettre.

A ce titre, lorsqu'ils avaient un problème, ils venaient m'en parler car ils savaient que j'aurais certainement une solution. Il faut reconnaître que celles-ci sortaient aussi des clous. L'esprit de corps n'est pas un vain mot, je considérais que c'étaient mes hommes, j'étais dur avec eux, mais juste. Et comme il est dit dans le code civil, « agir en bon père de famille », donc à chaque problème il doit y avoir une solution.

Avr 96

Un jour un sergent vint me voir pour un problème personnel. Sa femme venait d'accoucher par césarienne, la facture, à cette époque était énorme pour lui, 3 Millions de Zaïres. Comme il ne pouvait pas payer, le directeur de l'hôpital gardait sa femme en otage. Il pensait que je pourrais l'aider.

Je lui ai demandé s'il avait bien expliqué à ce directeur qu'un soldat ne touche que quelques dollars et qu'il ne pouvait amasser cette somme. J'avais donné des consignes pour qu'aucun d'eux ne parle de leur solde aux UN, sinon ça attirerait immanquablement des convoitises. Je ne pense pas qu'ils aient résisté à la tentation d'en mettre plein la vue à leurs collègues et voisins. Lui m'a certifié qu'il n'avait rien dit. Bon alors tu vas à l'Etat-major expliquer ton cas et tu leur montres la facture. Les UN ne peuvent pas prendre en charge le Détachement en dehors des primes déjà accordées.

Il revient me voir après deux jours en me disant que l'E-M ne lui avait donné que 1,5 M, donc la moitié et que le directeur de l'hôpital avait refusé. Il ne savait plus quoi faire.

La cocotte-minute commençait à monter.

Bon, tu vas prendre 3 types, tu vas enlever ta femme de l'hosto, tu vas voir le directeur et tu lui dis que n'ayant aucun moyen de payer sa facture, tu vas aller chez lui piller sa tv et sa stéréo pour les revendre et lui amener son argent.

Je le revois quelques jours après et lui demande des nouvelles de son problème.

- C'est réglé chef.
- Comment ?
- J'ai fait comme tu as dit et le directeur a accepté les 1,5 M.

C'était limite chef de bande! Mais je pouvais leur demander n'importe quoi, ils m'auraient suivi et ils le prouveront plus tard.

Durant le deuxième pillage, un ami s'est fait mettre complètement à nu ce jour-là et je lui ai proposé de venir vivre avec moi car j'étais seul dans une grande maison, ma famille ayant été évacuée.

Un soir il me dit qu'il a perdu ses clefs mais il ne sait plus où ; certainement sur la route car il a dû les oublier sur le coffre après l'avoir ouvert et avec les trous, elles étaient tombées. Je lui ai proposé de l'aider à les chercher. Je suis donc sorti aussi, avec mon véhicule, en direction de son ancienne habitation.

Je roulais à gauche, à 20km/h en regardant bien si des clefs brillaient dans mes phares. A cette heure-ci, 20h, dans ce quartier il n'y avait pratiquement personne, c'était plutôt un coin avec mauvaise réputation, une zone industrielle avec camp militaire.

J'étais presque arrivé à l'endroit où il fallait prendre la rue à gauche et je voyais une grande tache claire sur le sol, certainement l'entrée de la route. Je voyais bien une voiture venir vers moi en face, mais j'avais largement le temps de tourner avant qu'elle soit devant moi. Au moment où je m'apprêtais à tourner, je me trouve face à un fossé d'un mètre, c'était le caniveau. Le problème c'est que je ne pouvais plus redresser la barre car l'autre était déjà sur moi. Je me suis mis en position de réception du choc, frontal et boum. Malgré la toute petite vitesse, j'ai vu le type assis sur le toit du pickup, passer par-dessus ma voiture et atterrir dans le caniveau.

Ensuite j'ai eu droit à un film burlesque des années 30.

Des militaires du camp d'à côté essayaient de rentrer dans la voiture, mais les portières étaient fermées, ainsi que les vitres, sauf la mienne. Donc l'un d'eux est monté sur le toit, a posé sa ranger sur le montant de ma porte pour s'introduire par ma fenêtre, je lui tords le pied et le déséquilibre. Un autre essaye, même chose. Comme nous étions en plein milieu de la route, j'ai voulu rangé le véhicule correctement, bien que le radiateur soit foutu. Les militaires pensant que je voulais fuir, l'un d'eux a sorti sa baïonnette du fusil et a troué mon pneu arrière.

Ne pouvant pas entrer dans la voiture, ils ont jugé bon de m'en extraire. Donc pluie de coups, confiscation de ma radio, des gnon partout sur la figure, mais j'étais toujours à mon poste. Un type a voulu calmer le jeu et s'est accoudé nonchalamment à ma portière.

- Monsieur, vous savez ce n'est pas grave, ça arrive à tout le monde un accident.

Pendant qu'il parlait, il faisait passer sa main sur l'intérieur de ma porte pour débloquent la sécurité. Ne voulant pas interrompre la conversation, je lui prends le pouce et le tords tout en disant :

- oui je sais que ce n'est pas grave.

A la limite de la fracture, il retira sa main. J'ai pu constater que nous étions dans cette impasse depuis près de 25mn et que le type qui était passé par-dessus ma voiture était toujours dans le caniveau. Non-assistance à personne en danger, dans ces pays-là, cela ne pèse pas lourd devant la possibilité de « faire l'aargennt avec le blaaanc ». Il a été mis dans une voiture peu après. Finalement, une personne de passage, m'a reconnu et a prévenu la consule de France qui est arrivée avec des militaires d'une autre unité et le problème fut réglé. Nous avons tracté mon véhicule jusqu'au bâtiment UN. Etant fautif, j'ai pris à ma charge les frais de réparation de mon véhicule (voiture de fonction).

Mai 96

Notre sécurité a été alertée par radio qu'un staff du HCR s'était fait « hi-jacké » sa voiture ; une fois stoppé, ils l'ont tabassé puis volé son véhicule, son argent et sa radio Motorola. Comme la plupart des véhicules UN c'était une Toyota land cruiser blanche avec le sigle HCR en bleu. Il a fait sa déposition et nous avons alerté tout le système UN par radio, avec description du véhicule et son numéro de plaque minéralogique. Le vol de radio était embêtant car les voleurs pouvaient suivre nos messages, tant que les batteries fonctionnaient.

Un renseignement nous a aidés à localiser la bande et nous avons essayé de remonter la filière. En passant devant le parking de l'hôpital, un chauffeur aperçoit le véhicule et nous le signale. Notre sécurité se rend sur place et encadre le véhicule. Surprise ! C'était un sous-officier, qui était le chauffeur du colonel de la garde civile.

L'adjudant-chef de chez nous annonce que ce véhicule est celui qui a été volé par une bande armée et qu'il devait le ramener au HCR. Le colonel se trouvant coincé, par des éléments du SARM, affectés en plus aux UN, s'est retrouvé « fouti » !

Il a alors dit que c'était lui qui avait retrouvé le véhicule donc que c'était à lui à le remettre au HCR. Mes hommes sachant à qui ils avaient à faire ont dit qu'ils seraient au bureau du colonel le lendemain à la première heure en compagnie des gens du HCR.

Ce véhicule a été remis comme prévu.

Ce n'était un secret pour personne que des malfrats en cellule étaient libérés le soir, pour commettre des délits et partageaient le butin avec les gardiens, incluant la location de l'arme et parfois de l'uniforme.

La garde civile avait très mauvaise réputation et cet épisode le prouvait bien. Des libanais passaient commande au colonel du type de véhicules qu'ils aimeraient avoir et le colonel donnait ses instructions à une petite équipe de son unité. Ensuite ces 4x4 seraient revendus dans les zones minières à prix d'or. C'était tout « bénéf » !

Un autre véhicule a été « hi-jacké » de la même façon, par la même bande et toujours au HCR. Un informateur nous a désigné un bar où la bande se trouvait.

La sécurité UN s'y rend et quand elle déboule dans le bar il y a une fusillade. Deux bandits au tapis, un mort sur le coup, le chauffeur et un autre blessé gravement, mort peu après. Le lendemain, article dans la presse : la sécurité des UN tue dans un bar de Binza. Des plaintes sont déposées. Je suis accusé de meurtre et convoqué au tribunal. Je me suis déplacé pour m'entendre dire ce que je pensais entendre.

Le magistrat clame que c'était grave ce qui s'est passé, les UN vont devoir payer beaucoup pour le préjudice causé à la famille des morts. J'ai l'ai laissé parler. Puis il m'a demandé ce que j'avais à dire.

- Ce que j'ai à dire, c'est que je trouve lamentable que vous vous livriez à ce genre de mascarade juste parce que vous pensez faire du fric sur notre dos. Vous avez écouté les conneries débitées par des voleurs et familles assimilées et vous n'avez même pas cherché à entendre l'autre son de cloche. On se demande qui est le voleur, qui est la victime et qui la justice protège. Je vous signale que la famille est toujours en possession du poste radio appartenant au HCR. Alors dites-vous bien que les gens qui ont tirés sont des éléments du SARM, munis officiellement d'un ordre de mission de leur supérieur, donc si vous avez des plaintes à formuler je vous conseille de les adresser directement à leur Etat-Major. De notre part vous ne verrez pas la couleur d'un seul dollar. Je pense que j'ai été clair. Ce n'est plus la peine de me re-convoquer, je ne viendrai plus.

Je n'en ai plus entendu parler, durant la période Mobutu, car ce dossier est ressorti quand Kabila fut au pouvoir. Ça ne coûte rien de tenter encore sa chance, mais dans une autre juridiction où les magistrats étaient totalement ignorants de l'affaire, donc ils ne flairaient que l'odeur de l'argent.

Juin 96

Pour une meilleure coordination au niveau sécurité, il avait été suggéré de faire des réunions entre responsables des différentes sécurités des ambassades et UN.

Lors de ces réunions, il y avait un échange d'informations, pour ceux qui en avaient, souvent les mêmes personnes et ceux qui écoutaient, toujours les mêmes aussi. Une info revenait souvent, une Mercedes marron, vieux model, avec 4 hommes à bord, qui rackettaient les expatriés dans la rue. Ils se faisaient passer pour des gens de la Sécurité du pays et évidemment ils faisaient peur aux gens et partaient avec leur argent. Presque toutes les ambassades présentes avaient reçu des plaintes de leurs ressortissants.

A leur niveau ils n'avaient aucun moyen d'action, sinon faire une lettre de protestation aux Affaires Etrangères, qui feraient suivre....

Ils ont donc demandé si la sécurité UN ne pouvait pas intervenir. Nous étions le système le mieux organisé et le plus opérationnel alors il était logique qu'ils se tournent vers nous. J'ai promis de faire le nécessaire dans ce sens.

Une fois au bureau, je réunis mes cadres pour leur expliquer la mission que les autres attendaient de nous. Il fallait qu'ils passent le signalement aux autres équipes. J'ai dit que les renseignements donnés par les agressés, situent cette voiture toujours aux environs du Bd du 30 Juin. Donc on monte un dispositif avec plusieurs équipes Je resterais au centre en arrêt. Une jeep en bas qui remonte le Bd et une autre en haut qui le descend. De cette façon nous allons couvrir au maximum la zone.

Au bout de trois jours cette Mercedes a été repérée. Notre équipe me le signale à la radio et je donne l'ordre de la bloquer. Ce qui fut fait. J'ai demandé à ce qu'on aille les remettre à la police. Lors de la réunion inter-ambassades suivante j'ai pu rassurer les gens en disant qu'ils avaient été serrés.

Un mois plus tard on reparlait encore de cette Mercedes, toujours aux mêmes endroits. Dans ces cas-là, je suis assez agacé de faire un travail pour rien. Mes hommes non plus n'ont pas apprécié. Donc on remonte un dispositif sur le boulevard du 30 Juin. Si, comme je le crois, ces types sont protégés, ils n'auront aucun scrupule à revenir sur le même terrain. C'est aussi l'avis de l'adjudant-chef.

Alors rebelote ! Après quelques jours on les recoince. Mes types me demandent ce qu'ils doivent en faire ? J'ai dit de les amener à l'auditorat militaire et que je les retrouve là-bas.

J'ai vu le colonel, que je connaissais et lui explique que la sécurité UN fait le travail de la police en arrêtant ces voleurs. Mais pas pour qu'ils soient libérés dès qu'on a le dos tourné. Ça fait deux fois qu'on les arrête, il n'y aura pas de troisième fois. Si cela se reproduit je donne l'ordre de tirer sans sommation.

On n'a plus entendu parler d'eux.

Nov 96

Un matin, vers les 6H00, un chauffeur de ramassage du personnel appelle un responsable administratif du PNUD avec sa radio.

L'autre demande quel est le problème ?

- Il y a 25 gendarmes qui sont entrés dans le bus et qui me disent de les transporter en ville.
- Mais ils ne sont pas autorisés à détourner notre bus, ils doivent descendre.
- C'est ce que je leur dis mais ils refusent.

Je sentais que le cadre du PNUD allait céder alors j'ai pris la parole en disant au chauffeur

- Passes moi le gradé le plus élevé.
- C'est un capitaine chef et il ne veut pas vous parler.
- Ok, tu restes là, j'arrive. Une fois sur place j'embarque tout le monde à l'Etat –Major du SARM.

Un de nos gars faisant une escorte dans la zone sur un autre bus a suivi ma conversation et a demandé au chauffeur de rejoindre cet endroit. Une fois sur place, il descend et se positionne sur le côté du bus. Il arme son fusil et dit aux gendarmes : « tout le monde dehors ». Le capitaine sort avec ses hommes et lui dit : « moi je suis un officier alors que toi (celui qui tient le fusil) tu n'es qu'un sergent ».

L'autre lui répond : « j'en ai rien à faire si tu es capitaine, je peux l'être aussi si je veux, alors vous dégagez ou je vous tire dessus ».

Si j'ai choisi le SARM pour assurer la protection des UN c'est parce que je savais que cette unité était très crainte par les autres. Les simples sergents n'hésitaient pas à tenir tête à des officiers.

Un autre exemple, un cadre du PNUD a eu un accident avec un major. Celui-ci était un peu en état d'ébriété et s'échauffait rapidement. Il ne voulait rien entendre, alors le gars du PNUD lui a dit : « si vous ne vous calmez pas, je vais appeler notre sécurité ».

- Appelez qui vous voulez si ça vous chante.
- Ok j'appelle.

Quelques minutes après, notre jeep arrive et nos hommes débarquent. Le major a tout de suite vu que c'était des éléments du SARM. Le sergent qui était là avait comme surnom RAMBO, car il était taillé comme lui et pratiquait la lutte gréco-romaine.

Il s'adresse au gars du PNUD :

- Patron tu veux qu'on le tabasse et qu'on l'amène à l'E-M du SARM ?

Voyant le major se liquéfier, il a eu pitié de lui et a répondu que le problème allait se résoudre sans aller à cette extrémité.

C'était une illustration de plus de l'efficacité de notre Détachement.

Les suites de la guerre de l'est avaient aussi des répercussions à l'ouest. Les tutsis, nilotiques, avec le régime Kagame chassaient les hutus, bantous. Les jeunes de Kinshasa faisaient des descentes dans la ville en ciblant les habitations des personnes d'origine nilotique. J'ai assisté, derrière les Bureaux UN, à ce genre de démonstration de force.

Je me suis rendu sur place devant la maison où les jeunes saccageaient tout.

Je leur demande pourquoi ils agissent comme ça ? C'est à cause d'eux qu'il y a la guerre dans notre pays et nous n'en voulons plus chez nous, qu'ils partent.

Je leur dis :

- C'est facile de s'en prendre à des gens qui ne peuvent pas se défendre, mais vous les jeunes qui semblez plein de fougue et bien déterminés, pourquoi n'allez-vous pas vous battre dans l'est avec des armes contre les soldats tutsis qui sont les vrais responsables des problèmes dans ce pays. Ah oui c'est vrai, il faut du courage pour ça. Comme vous n'avez pas assez de couilles c'est plus facile de démolir la maison d'une famille et c'est surtout moins « risqué, ennnn tout cas ».
- Vous êtes avec eux ?
- Je ne suis ni avec ni contre, les UN sont neutres, mais je suis contre le fait de s'attaquer à des gens sans défense parce que vous avez choisi la solution de facilité et que vous avez l'occasion de piller des affaires, vous ne changerez jamais et vous resterez toujours dans votre merde!

Suite à ce genre de pogrom contre les tutsis, on m'avait demandé d'aider une famille rwandaise, qui travaillait à Unicef, à traverser le fleuve pour se mettre à l'abri à Brazzaville.

C'est en novembre de cette même année que j'ai été évacué sanitaire, sur une chaise roulante à cause d'une hernie discale. Le toubib du PNUD devait me shooter de plus en plus souvent pour que je tiens le coup. J'en étais arrivé à recevoir les gens dans mon bureau, allongé sur le dos, les pieds sur une chaise. Le sentiment de se sentir indispensable me faisait repousser toujours un peu plus les limites. Elle me dit Didier si tu n'évacues pas maintenant tu risques d'avoir des séquelles.

- C'est bon j'y vais.

Opération à Paris fin novembre. Le chirurgien me dit qu'il veut me revoir dans un mois. Pas possible j'ai pris mon billet retour pour le 19 déc. Il a plaidé sa cause et j'ai imposé la mienne. Je dois être sur le terrain, Noël où pas Noël, il se passe des choses graves au Zaïre, plus de mille personnes, familles comprises comptent sur moi et je dois être là pour faire ce que les gens attendent de moi.

Le 19 déc j'étais dans l'avion pour Kinshasa.

Camps d'Amisi et Tingi-Tingi : Fin déc

Peu avant Noël, le DO me demande d'aller à Kisangani, au nord-est du pays, dans la province Orientale, pour voir les plans de sécurité des deux camps de réfugiés hutus d'Amisi et Tingi-Tingi. Ils fuyaient devant les soldats tutsis de Kagame et ils avaient passé la frontière en masse en progressant vers l'ouest, au fur et à mesure de l'avancée de leurs poursuivants.

Une fois arrivé, je me rends au Quartier Général afin de me présenter et d'expliquer la raison de ma mission ?

J'y rencontre le général chargé de la région militaire qui me dit que tout est fait pour la sécurité des camps de réfugiés. Je lui explique que je veux bien le croire sur parole, mais que sur mon rapport je dois dire que je m'y suis rendu et je ne peux pas mentir.

Il demande à un colonel de l'aviation de son état-major de me conduire sur place. Nous atterrissons sur la portion de route la plus droite, à quelques kilomètres du deuxième camp. Cet axe se situe entre la ville de Lubutu et le pont de la rivière Oso.



Pont de la rivière Oso

J'avais déjà une petite idée de ce que j'allais voir car durant ma mission à Kisangani, j'étais hébergé par un vieux belge, qui avait été recruté dans les mercenaires au moment de la rébellion des années 60 et il m'avait relaté l'épisode du pont. Il me disait que deux mercenaires avaient tenu le pont devant deux mille soldats congolais. Je lui ai dit que l'on comprend pourquoi ils sont si marqués.

Donc, si je voulais sécuriser les camps, la clé, c'était le pont.

Alors une fois sur place, c'est tout naturellement que je demande au colonel de me conduire au pont. C'est effectivement un pont, un vrai, en béton, de près de 90m de long.

Il y a une paillote sur le côté, avec 3 ou 4 soldats, gendarmes plutôt, avachis sur des chaises de sentinelles, basses à long dossier permettant de dormir! Les fusils jonchaient le sol. C'est la sécurité telle que me le disait le général.

Je demande au colonel s'il n'était pas possible d'améliorer ce dispositif. Il me dit qu'en fait ils avaient très peu de moyens. Les types n'ayant pas de quoi manger s'absentaient pour rechercher de la nourriture, il regrettait cet état de fait mais ne pouvait rien y faire.

Je lui demande si je peux apporter mon aide. Il me dit que toute aide sera la bienvenue. Ce n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

De retour à Kisangani on va voir le général pour lui rendre compte de la visite et je lui dis que je peux améliorer la situation de la sécurité car mon objectif est de disposer de 48h au minimum pour me permettre d'évacuer tout le personnel humanitaire, UN et ONG, qui travaille dans les camps avant que les tutsis ne parviennent aux camps. Le verrou c'est le pont, si on le bloque suffisamment, on retardera l'avancée rebelle.

Il me dit que je pouvais agir dans ce sens et que j'avais son soutien.

Le soir, chez mon vieil ami belge on discute de la situation. Il me demande ce dont j'ai besoin. Je lui dis que pour sécuriser au maximum, je vais devoir creuser des trous, éclaircir la brousse autour pour dégager les axes de tir. Donc il me faut 4 pelles, 4 pioches, 4 machettes. D'autre part, je vais fabriquer une herse pour bloquer tout véhicule qui se présentera. Ils ne disposent pas de blindés chenillés à ce que je sache, donc il faut stopper ce qui roule sur pneus. Un peu de fil de fer barbelé aussi. As-tu ce matériel dans ton atelier ? Oui j'ai des tubes, tiges à béton et des outils au dépôt.

Ça baigne. Je dois régler maintenant le problème de la nourriture.

Le lendemain, je rends visite au responsable du PAM (Programme Alimentaire Mondial), un suisse francophone et lui résume la situation.

- Les soldats assurent la sécurité du pont tant qu'ils auront l'estomac plein, dans le cas contraire ils se tirent ! Peux-tu me fournir des sacs de riz ?
- Comme tu y vas ! tu sais bien que nous ne pouvons pas approvisionner l'armée. Attends je vais appeler Kampala (Ouganda, base régionale du PAM).

Il passe un coup de fil et obtient ses supérieurs. Il leur explique la situation en me regardant. Il me dit :

- Es-tu prêt à venir avec moi à Kampala pour leur expliquer de vive voix le problème?
- Je devais rentrer sur Kin mais comme c'est important je viens avec toi.

Il va sans dire que je n'ai prévenu personne de ma hiérarchie et que je n'avais aucun ordre de mission pour l'Ouganda mais ma conscience me disait que je devais le faire. En plus, je n'étais encore jamais allé à Kampala.

Arrivés à Entebbe (aéroport au bord du lac Victoria), un véhicule nous attendait. J'ai pu apprécier le statut du PAM dans ce pays, pas de contrôle contraignant, comme une lettre à la poste.

Une fois dans les bureaux, face aux chefs de cette Agence Régionale, j'expose les faits. Les troupes de Kagame se rapprochent très rapidement. Ils passent comme dans du beurre car les soldats congolais fuient devant eux. L'objectif étant de flinguer un maximum de hutus ; ce n'est un secret pour personne. Les deux camps d'Amisi et Tingi-Tingi sont des cibles prioritaires, sur l'axe de Kisangani.

Il est évident que la sécurité au pont ne tiendra pas longtemps et nous avons besoin de deux à trois jours pour nous permettre d'évacuer tout le personnel UN et ONG.

Le général m'a donné le feu vert pour que je fasse au mieux, mais sans nourriture je suis coincé. Après délibérations et consultations, ils concluent:

- Le PAM, ne peut directement alimenter les soldats, mais nous passerons par une ONG qui se trouve à Kisangani et vous irez la voir de notre part.
- Ok merci bien.

Nous avons donc repris l'avion pour Kisangani.

Sur place je prends contact avec le logisticien de cette ONG, un ancien para, donc en pays de connaissance et il me donne 5 sacs de riz.

Entre temps, mon ami belge a rassemblé le matériel et a fabriqué ma herse avec des pointes de 10cm de long faites avec des tiges à béton de 12mm soudées sur un tube de 10cm de diamètre. Je me présente devant le général et lui annonce que j'ai du matériel et de la nourriture pour ses hommes au pont. Il me dit que l'hélicoptère partira demain matin à 9H00.

Une fois sur place je m'adresse aux deux lieutenants de la gendarmerie pour qu'ils réceptionnent le matériel et je vais saluer le colonel qui commande le détachement sur place.

L'un des deux lieutenants était un ancien para de la 31^{ème} brigade, nous avions donc des affinités, et son collègue était jeune mais en voulait aussi. Bref je m'étais trouvé deux bons complices. Bien qu'ils soient sous les ordres du colonel, ils ont très vite compris que celui-ci me laissait les mains libres pour tout organiser.

Première chose, creuser sous la paillote une fosse permettant de n'avoir que la tête qui dépasse du poste de tir. Faire un abri pour la pluie, très fréquente et mouillante dans cette région. Ensuite dégager les axes de tir des mitrailleuses. La herse a été placée en travers du pont.

Les lieutenants m'ont dit qu'ils avaient touché une caisse de grenades chinoises, à manche. Je leur ai demandé s'ils avaient contrôlé le retard. Ils m'ont dit non. Il faut le faire, on va voir le colonel.

Le colonel me dit qu'il venait juste de la recevoir. J'ai dit que nous devons voir le retard afin d'éviter des accidents. Il me dit qu'une carrière se trouve à 200m d'ici et que c'est un bon endroit pour les tester. Nous y allons de ce pas. Je demande à l'un des lieutenants de dégoupiller et dire « go » quand il lance, dans la foulée. Il exécute et dit « GO ». Je compte, 3 secondes et boum. Alors pas de perte de temps pour lancer sinon elle pète en l'air.

1997

Jan 97

Nous avons passé la nuit du nouvel an, couchés sur la route. Je pensais à mon chirurgien qui m'avait bien encouragé à faire attention avant de faire des choses que je pouvais regretter. Mon opération a eu lieu il y a à peine un mois et je suis avec un sac à dos dormant sur le bitume. Est-ce que ça fait partie des choses à regretter par la suite. Vu de mon côté je ne le pense pas. Je suis resté plusieurs jours près de ce pont afin d'être sûr que tout serait fait correctement. Il arrivait que les lieutenants m'appellent pour un conseil où pour parler aux hommes. Un soir ils sont venus me chercher parce qu'un groupe de FDLR (rébellion hutu) voulait me parler. Nous nous rendons dans un coin de forêt, il n'y a que ça dans cette région, vu d'avion c'est une immense tache verte.

Ils me présentent au groupe qui a pour mission d'infiltrer les lignes ennemies.

Je leur dis que je suis à l'écoute, quel est le problème. Celui qui est le chef répond :

- Major regarde, on doit aller en opération et on a juste un chargeur chacun. Tu dois nous aider à avoir plus de matériel et munitions.
- Tu sais bien que même les hommes des lieutenants n'ont pas grand-chose alors il est difficile de faire plus pour eux. Maintenant qu'elle est votre mission ? prendre une position et la tenir ou faire comme les moustiques, piquer un peu partout et vous replier vite?
- Non on ne doit pas tenir la position.
- Alors la règle c'est de se servir sur l'ennemi. Ils ont le même armement que vous donc les mêmes munitions. Commencez par une cible facile, avec peu de défense et récupérez ce que vous pouvez transporter sans que cela gêne votre progression. Vous devez ensuite piéger votre chemin de repli (je leur montre comment ils doivent procéder avec les grenades à manche). Vous devez aussi le faire en protection du pont sur la rivière Oso, pour retarder au maximum la progression ennemi vers les camps de réfugiés car ce sont vos frères qui s'y trouvent ne l'oubliez pas. C'est ok comme ça ?
- Oui major merci !

Un matin un pickup arrive de Lubutu. Un des lieutenants me dit que c'est peut-être le véhicule qui vient vous chercher. Je dis je ne pense pas.

Il va au véhicule et se trouve face à face avec un colonel de la DSP (Division Présidentielle).

Celui-ci demande à ce qu'on lui ouvre le passage, bloqué par la herse. Le petit lieutenant, fort de ma présence, tient tête au colonel en disant qu'il a des ordres : « personne ne franchit le pont ». Le ton monte et je décide de venir au secours de mon type. Lieutenant quel est le problème ? Major (ils avaient décidé qu'avec mon âge je devais être automatiquement major ; je n'ai jamais démenti) le colonel veut passer pour aller vendre du savon. Effectivement le plateau arrière était plein de colis de savon.

Je lui ai dit que c'était une bonne idée comme cela on saura exactement où se trouve le front. Tu prends des éléments avec nous et on monte à l'arrière pour aller en reco (traduire reconnaissance).

Ni une ni deux, le colonel fait un demi-tour et on ne l'a plus revu. Il ne tenait pas à perdre sa cargaison. Les deux lieutenants rigolaient de la bonne blague sur le dos du colonel, de la DSP en plus!

Le dispositif de défense du pont était maintenant achevé et j'ai fait un relevé sur papier que j'ai remis au colonel.

Le lendemain, le général débarque avec tout son état-major. Il me voit et me dit vous êtes encore là ?

- Oui général. Vous venez aussi vendre du savon ? (visages gênés de son escorte)
- Comment vendre du savon ?
- Hier nous avons eu un colonel de la DSP qui est venu avec un pickup plein de savon qu'il voulait vendre de l'autre côté du pont.
- Il se retourne vers ses cadres : vous voyez ce que l'on dit et fait. Ça doit changer. Je suis venu pour faire le point.

Le colonel de gendarmerie guide le général pour lui montrer les travaux entrepris pour la défense et lui montre le papier avec le plan des positions des appuis feu.

Celui-ci dit voilà du bon travail que j'apprécie. Le colonel était content mais un peu gêné. Le général lui n'était pas dupe. Il avait fait des stages aux USA et savait de quoi il parlait.

Il a regardé tout le monde et dit : je suis venu ici pour voir où nous en étions vraiment et que l'on détermine la ligne de front. Je lui réponds :

- Mon général je suis tout à fait d'accord avec vous et d'après les renseignements que nous fournissent les passants, le front doit se trouver à une vingtaine de km mais les gens ont du mal à évaluer les distances, le mieux est d'aller voir sur place.
- C'est pour ça que je suis là, nous allons aller au contact et on saura exactement à quoi nous en tenir.

J'ai dit au lieutenant : « tu entends le général, prends des hommes et on y va ».

Le général me dit qu'il va faire le plein de son véhicule et qu'il nous rejoint.

Nous avons traversé le pont et roulé une quinzaine de km avant de rencontrer une personne qui nous a signalé que des individus en armes avaient été vu beaucoup plus loin. Nous continuons.

Dans un passage escarpé je montre à mon collègue un point stratégique pour tendre une embuscade (il a retenu, car des mois après il m'a dit l'avoir utilisé).

A un autre virage nous avons rencontré un vieux qui disait avoir entendu des hommes en groupe, en haut de la ligne droite. J'ai dit au lieutenant que nous allons laisser le véhicule ici car nous ne savons pas ce que nous trouverons après le virage. Tu dis à tes hommes de progresser en 2 files indiennes de chaque côté de la route, intervalle 3m.

Bien major !

Et nous voilà partis. Nous débouchons donc du virage, avec une visibilité sur une longue ligne droite légèrement en pente. Nous avons progressé d'une centaine de mètres quand un coup de feu claque et que la balle siffle au-dessus de nos têtes. Les gendarmes se mettent à tirer dans tous les sens. Le lieutenant et moi gueulions de cesser le feu. Ils s'étaient tous planqués dans les fourrés, moi sortant de l'opération du dos je ne pouvais me jeter par terre j'ai donc posé un genou sur le sol, histoire de... Le lieutenant qui ne pouvait faire moins est resté à mes côtés.

Je dis c'est quoi ce cirque ? Vous avez vidé presque tout votre chargeur alors que vous ne voyez personne. Il y a une discipline de feu à respecter, une balle - un mort ! Tant que vous ne voyez pas le blanc de leurs yeux vous ne tirez pas, c'est clair ? Oui major !

Nous continuons ! On fait encore vingt mètres, nouveau coup de feu. Genou à terre pour le principe. Le lieutenant me dit que ça peut devenir dangereux. J'ai dit ne t'inquiète pas, ils sont au bout de la route, distance approximative plus de 800 ou 1000m. Ils ont tiré avec un petit calibre et il faudrait être un sacré tireur d'élite avec un bon fusil à lunette pour nous cibler à cette distance. On continue. Dix mètres de plus, explosion, sifflement puis impact. Vol de moineaux chez les gendarmes. Le lieutenant me dit qu'ils passent au mortier alors ça va devenir encore plus risqué.

Je dis tu as raison, même un mortier de 60 peut faire de la casse, notre mission était de rechercher le contact, on l'a trouvé. On se replie et on rend compte au général. Nous l'avons rencontré quelques kms plus loin qui venait à notre rencontre. Je laisse le lieutenant faire le compte rendu. Le général dit : voilà nous savons maintenant où est la ligne de front. Il donne des ordres pour mettre des éléments en embuscade et me dit qu'un hélicoptère va venir le chercher, il peut me prendre à bord si je veux.

Merci, je vous suis. Je dis au revoir aux lieutenants qui me disent qu'ils en ont appris plus en quelques jours avec moi que pendant toutes leurs années sous l'uniforme. Je les ai crus sur parole !

Dans l'appareil, le général me racontait comment, sans avoir de matériel, il bombardait en larguant des sacs d'explosifs et de grenades en passant au-dessus des rebelles. Qu'un jour une grenade a failli sauter dans l'hélico, qu'il avait eu beaucoup de chance ce jour-là.

Je me souviens que plus d'une année après la guerre, ce même général a eu un poste très élevé dans le gouvernement de Kabila. J'ai supposé qu'il avait tourné casaque bien avant, voyant que les carottes étaient cuites (surtout poussé par les us).

Une collègue de l'Unicef qui avait en charge le « programme des enfants soldats » me dit qu'elle devait aller voir le ministre en charge de la jeunesse pour débattre de son dossier, c'était ce même général. Je lui demande si elle veut bien que je l'accompagne pour que je puisse juste le saluer. Elle me dit d'accord.

On nous fait entrer dans un bureau de la taille d'un terrain de foot et on s'assoit. Le général apparaît alors et me voit. Scène épique ! Il me regarde et s'esclaffe : aaaah ce monsieur ! aaaah ce monsieur ! aaah ce monsieur et tout en disant ça il se plie et se tape sur les cuisses. Ma collègue ne comprenait rien à ce qu'il se passait, me regardait en souriant et regardait le général, moi je me contentais de regarder le général en lui souriant, complice.

Je lui dis : général, j'ai juste accompagné ma collègue pour vous saluer en passant. Puis me je retire toujours avec le sourire complice.

J'ai revu ma collègue plus tard et je lui ai demandé comment s'était passée l'entrevue avec le général.

- Je ne sais pas ce que tu lui as fait mais tu l'as mis en joie et ça a été très positif pour mon programme.
- Je ne voulais pas te le dire mais c'est bien ce que j'avais escompté !

Cette même personne avait un fils qui vivait avec son père en France et comme ils se séparaient elle me demanda de faire une lettre qui disait que la situation à Kinshasa était sans risque et qu'elle pouvait y vivre avec son enfant. La procédure des UN dit qu'en phase3 les familles étaient évacuées, donc elle me demandait un grand service, contre les procédures. J'ai fait cette lettre et elle a pu faire venir son fils. Elle ne l'a pas crié sur les toits non plus.

Mes missions m'ont amené plusieurs fois à Kisangani pendant la guerre.

Le pays était coupé en deux et Kisangani était passé sous la juridiction des rebelles de Kabila. Lors de l'une de ces missions, je devais retourner à Kin avec un collègue du PAM. Je vais à l'aéroport où un autre avion attendait ses passagers.

Je me présente à l'immigration et le type me dit :

- Votre visa est expiré !
- Ah oui ? (je n'avais pas contrôlé). Et alors en quoi ça peut gêner ? depuis quand ici vous prenez en compte ce que fait Kinshasa, vos ennemis ?
- Ah vous devez régulariser ! et il met mon passeport dans sa poche de poitrine.

Je lui dis que j'avais parlé avec son chef il y a moins d'une heure, ce qui était vrai et l'autre répond que ce n'est pas son problème si j'ai parlé avec son chef et que je pouvais l'appeler si je voulais.

Mon collègue du PAM me dit que je dois faire vite car l'heure tourne et la RVA allait leur facturer une heure de plus pour le stationnement de l'avion.

La situation était bloquée et des gens attendaient pour embarquer sur l'autre avion.

Alors je me jette à genou devant le type en tapant dans mes mains, la paume droite au-dessus de la paume gauche et je dis : parrrrdon papa, parrrrrdon vrrrrraiment! Tout le monde me regardait.

Le type complètement électrisé sort le passeport de sa poche, se lève d'un bon et me le tend.

Je me relève, dis merci en souriant et pars embarquer. Le type du PAM me dit : tu m'as habitué à beaucoup de choses mais celle-là tu ne me l'avais jamais faite.

Une fois dans l'avion, je contrôle mon passeport pour m'apercevoir que le visa était encore valable, le type avait essayé le bluff, en mettant le passeport dans sa poche, je ne pouvais vérifier donc je paye et je ne m'apercevais qu'après de l'entourloupe. C'est lui qui est passé pour un charlot.

Un autre jour, j'ai rencontré dans le bureau du général un belge qu'il m'a présenté comme le chef des mercenaires. Le courant n'est pas passé. Le soir j'en parle à mon hôte belge qui me dit : « fais gaffe à lui, c'est un serpent. Il était avec nous dans les années 60 ; tout ce qui l'intéressait c'était de planquer de l'or. Je suis certain que s'il est là c'est pour aller rechercher ce qu'il a enterré à cette époque ».

Je devais passer à l'aéroport et sur le tarmac je vois une dizaine de types avec un air que je connaissais ; on se regarde et ils me disent : « qu'est-ce que tu fous là ? » (C'étaient des collègues de Rhodésie et des Comores).

- Je suis dans la régulière, je bosse aux UN.
- Ah bon ?
- Et oui. Vous faites quoi ici ?
- On est avec le chef belge ; ça fait deux jours qu'on est là ; personne ne s'occupe de nous et nous avons des types qui ont le palu mais nous n'avons aucun comprimé.
- Ok ! vous êtes logés où ?
- A l'hôtel au bord du fleuve.
- C'est bon, je vois ce que je peux faire pour les comprimés. Faites gaffe au belge, on m'a briefé dessus c'est un connard.

Le lendemain, après m'être procuré une grosse quantité d'antipaludéen, je me dirige vers l'hôtel. Je rencontre les amis et leur donne le paquet. Voilà que le serpent belge sort du bâtiment, vient me prendre par le bras et me dit : toi tu dégages !

Je me libère et lui dis que s'il n'avait pas ces cheveux blancs sur la tête je lui aurais fait une tête comme un compteur bleu, bien carrée. Voyant que ça pouvait lui arriver il a demandé à un militaire de me chasser. Le militaire en question était le colonel qui pilotait l'hélico. Il me dit

écoute Didier il vaut mieux que tu partes, ce n'est pas la peine de faire des histoires. J'ai dit d'accord parce que c'est toi qui me le demandes.

Une fois à Kinshasa, j'ai entendu dire par des gens du HCR, que j'ai risqué ma vie et celles des agents des UN qui étaient dans cet hôtel en prenant des risques inconsidérés. En fait vouloir biffer le chef des mercenaires c'était prendre des risques inconsidérés pour les autres UN. Nous n'étions pas dans le même monde !

Ma hiérarchie m'a posé des questions et j'ai donné ma version en disant que des copains de régiment avaient des crises de palu et que je leur avais fourni des médicaments, mais que ça n'a pas plu au chef des mercenaires car il ne voulait pas que ses types soient en contact avec les autres. Il n'y a jamais eu le moindre risque (sauf pour le chef mercenaire si je l'avais tabassé).

Mai 97

Les troupes rebelles avaient beaucoup progressé car elles avaient le support des soldats rwandais et ougandais et un peu des burundais.

Kinshasa avait le soutien de l'Angola et du Zimbabwe, entres autres.

La portion de territoire contrôlée par le gouvernement officiel se réduisait à vue d'œil. L'anxiété commençait à se voir dans le comportement de la population, sachant que les rebelles seraient bientôt à l'entrée de la ville. Kinshasa n'a pas souvent vécu la guerre, à part les pillages. Les conflits s'étaient toujours déroulés dans l'est où le centre.

Nos réunions de sécurité avec le SMT (Security Management Team) se faisaient tous les lundis matin. Une partie des fonctionnaires avait quitté le pays et seuls les plus importants étaient encore sur place, dont les Chefs d'Agences.

J'étais chargé à chaque SMT de faire le point et d'évaluer la situation au niveau risques, pour les internationaux mais aussi pour les nationaux. Que se passerait-il si les soldats rebelles entraient dans Kinshasa ? Est-ce qu'il y aura des combats dans les rues ? Est-ce que notre sécurité pourra encore être opérationnelle ?....toutes ces questions que je me posais régulièrement minute après minute et auxquelles je n'avais pas de réponse. Mais je me devais de les rassurer car c'était mon travail de le faire.

Le Détachement aussi s'inquiétait et son chef me demanda ?

- Leader, tu sais qu'est ce qui nous attend si les rebelles arrivent ici ?
- Oui je sais. En tant que commandos du SARM, dépendant directement de Mobutu, vous passez à la casserole.
- Oui et qu'est-ce que les UN vont faire pour nous ?
- Rien, tu le sais bien.
- Et toi ? Ça fait 4 ans que nous sommes ensemble, tu es des nôtres, qu'est ce tu vas faire pour nous ?
- J'y réfléchis et je te dirai quand je serais prêt dans ma tête. Pour le moment tu dois tranquilliser tes hommes, leur dire que je cherche une solution pour eux.
- Je te fais confiance Leader.
- Merci bien.

Je ne pouvais pas lui dire car ce qui me passait par la tête était un peu fou. Il est évident que mes types seraient partagés entre continuer à assurer la protection des UN et se tirer pour sauver leur peau. Il ne fallait pas leur en vouloir car ils savaient que les UN ne feraient rien pour leur assurer

la vie sauve. C'est vrai qu'ils avaient toute confiance en moi, mais devant ces circonstances, que pouvait faire leur chef ?

C'était ça mon dilemme. Comment éviter un bain de sang dans la capitale? Les types d'en face ne faisaient pas de cadeau et n'avaient aucun état d'âme. Comment assurer la protection du staff alors que les soldats donneraient libre cours à leurs instincts?

Mon idée était complètement folle mais pouvait marcher, déguiser mes types en force de casques bleus UN.

J'ai trouvé un sergent du Bataillon logistique, qui m'a vendu 50 casques. J'ai trouvé une boutique de libanais qui m'a fabriqué deux litres de peinture bleue UN.

Une fois à la maison j'ai demandé à ma sentinelle et mon lavandier de peindre ces casques, 2 couches pour que ça fasse plus joli, mais qu'ils ne devaient en parler à personne sinon ils savaient ce que je leur ferais.

D'accord patrrron !

J'ai fait commander des blousons bleus, en disant que c'était urgent. J'ai les eus en 3 jours.

J'étais maintenant prêt pour en parler aux hommes.

J'ai appelé l'adjudant-chef (AC) et lui ai expliqué l'idée, mais qu'on ne pouvait passer à l'acte tout de suite, il fallait encore patienter un peu. L'aéroport sera le départ, ça ira ?

- Oui il y a des agents UN qui habitent de ce côté donc dès qu'ils verront les autres arriver ils nous contacteront. Il y a 30km jusqu'au centre-ville donc c'est jouable. Ils peuvent mettre 2 jours, peut-être 3 jours à arriver jusqu'à nous.
- Ok, donc tu ne donnes aucun détail aux hommes, juste que nous avons une solution.
- D'accord.

Certains des habitants commençaient à fuir plus au sud. Mais une autre catégorie de gens arrivait, c'était les journalistes. Les combats étant trop proches maintenant, l'aéroport avait été fermé, donc ils passaient par le beach de Brazza.

Ils ont occupé les deux hôtels importants, le Memling et l'Intercontinental. Le premier par ceux de la télé et des radios, l'autre plutôt par la presse écrite.

Puis l'appel attendu arriva. Les troupes ennemies sont à l'aéroport de Ndjili. Mon chef du Détachement vient me voir. Il me dit qu'il espère que la 31^{ème} brigade para, dont le camp est situé juste en face, les retardera le plus possible. On verra.

- Rassemble tout le détachement demain matin à 8.00 sur le parking du centre médical, qui est fermé.
- Ok, je fais la tournée pour les avertir, surtout ceux des habitations et des Bureaux.

Le lendemain, dans des rues de plus en plus vides, je me rends sur le parking.

L'adjudant-chef avait rassemblé tout le détachement. J'allais donc leur faire un « speech » dont je connaissais déjà l'issue.

L'AC (Adjudant-Chef) met la troupe au garde à vous pour me la présenter et me remettre le commandement (dans les règles). Je mets tout le monde au repos et commence :

- Bon, je ne vais pas vous parler de la situation car vous la connaissez aussi bien que moi. Je suis un soldat comme vous et je peux comprendre que parmi vous il y ait des volontaires pour aller combattre l'ennemi qui approche. Je vous pose donc la question : y a-t-il parmi vous des volontaires qui veulent combattre l'ennemi ?
- Non ! Nous restons avec toi.
- Ok, donc je considère que tous, vous voulez rester dans le Détachement. Alors je dois vous dire que nous allons jouer une partie très serrée. Pour cela je vous demande de m'obéir au doigt et à l'œil. Je vais vous distribuer des gilets et casques bleus. Personne dans la ville ne

comprendra d'où vous sortez. Vous ne répondrez à aucune question. Personne dans les UN ne saura ce qui se passe car je n'en ai parlé à personne et surtout pas à ma hiérarchie qui aurait refusé de couvrir ce subterfuge. Vous continuerez à assurer la protection des gens de UN. Je vous donnerai, dans chaque jeep, un mégaphone. Vous vous en servirez pour lancer les sommations d'usage, avant d'ouvrir le feu sur des pilliers. Vous ne recevrez vos ordres que de moi ou de l'AC. Est-ce clair pour tout le monde?

- Oui chef !
- Des questions?
- Non chef !
- Ok, ceux des villas et des Bureaux vous regagnez vos postes. Quant aux autres, une équipe restera en stand-by à la base pour assurer la défense du bâtiment UN et deux autres équipes pour les deux jeeps. AC tu reprends le commandement.
- Bien Leader

Et voilà le tour est joué. J'ai plongé, je nage ou je coule !

Le lendemain, les troupes rebelles se sont fortement approchées de la ville donc je passe à la seconde partie de mon plan. J'appelle l'AC et lui dit :

La ville est complètement calme, aucune circulation donc c'est pour bientôt. Tu vas embarquer des hommes dans les jeeps et on va aller à la rencontre des journalistes, d'abord au Memling. C'est assez étrange de rouler en plein jour dans une capitale dont les rues sont désertées. Nous partons avec nos véhicules vers l'hôtel, dans le centre-ville. Il nous faut passer devant l'ambassade de France car le Memling est juste en diagonale. Je sais que du toit de l'ambassade les collègues de la sécurité avec une équipe de commandos venue spécialement pour la protection des locaux et des ressortissants ont reconnu nos véhicules. Par contre ils ont dû se poser des questions à cause des casques bleus.

Nous arrivons devant l'hôtel où un caméraman installait un trépied en plein milieu du carrefour. Nos jeeps s'arrêtent et là c'est l'assaut des journalistes, micro au poing. Comment, des casques bleus, mais nous n'avons pas été informés, d'où sortez-vous ?

Ils voulaient interviewer les soldats qui répondaient mécaniquement : « demandez au chef, en me désignant de la tête ». Ils arrivent vers moi et me posent les mêmes questions ?

- C'est trop compliqué à expliquer maintenant. Voulez-vous faire un tour en ville ?
- Oui !

Ils sautent dans les jeeps. Normal, vu qu'ils n'avaient aucun transport sous la main. C'est devenu la crise du logement dans les voitures et les plateaux arrière.

En discutant avec eux j'ai appris que j'avais des personnes des deux sexes, de TV5, de BBC, de CNN...J'arrive devant le bâtiment UN où mes types se sont mis en protection comme je le leur avais demandé.

Tout le monde descend et je fais la visite rapide. Mon objectif était de faire filmer les casques bleus qui gardaient les locaux UN et de montrer que nous patrouillions en ville avec nos véhicules. Si comme je le pense, les commanditaires qui téléguidaient Kabila et celui-ci aussi, ne manquaient pas de voir ce reportage à la TV, ce dernier donnerait des instructions pour que ses soldats ne tirent pas n'importe comment dans la ville car cela serait mauvais pour son image.

Une journaliste me demande s'il est possible d'aller à la morgue afin de voir le corps du général Mahele, Chef d'Etat-major Général du Zaïre, qui s'est fait tuer par la garde présidentielle (DSP et plus précisément le fils de Mobutu). Il l'avait accusé de trahison avec Kabila. Oui c'est possible.

Nous arrivons derrière l'hôpital et les journalistes pénètrent dans la morgue. Je préfère attendre dans le véhicule au cas où des mauvaises surprises surgiraient. Ils ressortent en me disant

qu'effectivement ils ont vu le corps et ils montent dans la jeep. Un type sort de derrière des bosquets, avec un lance-roquette sur l'épaule. Il vient vers moi alors je lui dis que si j'étais à sa place je me débarrasserais de ce tube et de cet uniforme et je descendrais vers le sud, car ils sont aux portes de la ville.

Ce que je ne savais pas c'est que la journaliste m'avait enregistré et que son caméraman avait filmé. Un ami de la FAO, dont l'épouse l'a appelé d'Israël où elle avait été évacuée, me dit qu'elle m'avait vu sur TV5 donnant ces conseils au soldat.

Je me dis que si cette femme m'a vu en Israël alors Kabila a certainement dû nous voir aussi et donc que mon message a pu passer.

Ce que j'aurais voulu voir, c'était la tête du Secrétaire Général des UN découvrant aux infos sur CNN qu'il y avait des troupes de casques bleus à Kinshasa alors qu'aucune résolution n'avait été votée par le Conseil de Sécurité.

Les rues étaient toujours désertes. J'avais dit à l'AC que je devais contacter un informateur qui vivait à Kinsuka, au sud-ouest de la capitale.

Nous y sommes allés avec mon véhicule, l'AC et deux hommes. On peut dire que les rues nous appartenaient. On croisait uniquement d'autres jeeps des Sécurités Ambassades, France, Belgique, Allemagne et moins souvent USA et GB.

Nous avons dépassé le cimetière de Kinsuka et je roulais entre deux collines. A un moment je m'arrête et dis à l'AC que je ne le sentais pas, on fait demi-tour.

Nous redescendons et apercevons une foule de gens qui déboule des collines en criant : « l'ONI, l'ONI, l'ONI, vive l'ONI ».

J'accélère un peu pour éviter de se retrouver coincé au milieu de ces gens et je dis à l'AC qu'il ne faudrait pas que l'on se fasse piégé ici avec des types de la DSP devant car on ne sait pas comment ça va tourner. La Garde Présidentielle continuait le combat alors que toutes les autres unités s'étaient débandées et la zone où nous sommes se trouve à côté du domaine présidentiel.

Ça n'a pas manqué, une jeep se trouvait presque au milieu de la route. Je me suis arrêté et dit à l'AC : tu gicles et tu discutes avec les types pour montrer que ne sommes pas des ennemis. Les soldats ont été surpris d'avoir à faire à des zaïrois. Par contre je demande aux deux types assis sur la banquette arrière de surveiller le gars en retrait qui est avec une grenade à fusil prête à l'emploi.

L'AC se rapproche de la voiture en discutant avec les collègues, je fais signe qu'il faut dégager avant qu'ils ne se demandent pourquoi des soldats zaïrois sont avec des casques bleus. Il finit par monter dans la voiture, on salue tout le monde à grands coups de sourires et je démarre. J'insiste pour que les autres surveillent toujours le type à la grenade au fusil et qu'ils préviennent s'il nous met en joue.

Rien ne se passe et nous abordons la côte puis le boulevard qui va vers le centre-ville. Tout à coup, grande foule sur la route. Je dis à mes types de planquer l'armement sous les sièges et de ne pas broncher quoi qu'il arrive. La voiture se crée un passage et la population s'écarte. Soudain nous nous trouvons face à une colonne de soldats avec des bottes de caoutchouc qui progressaient dans notre direction.

Nous avons tous reconnu les types de Kabila. Mes gars se liquéfiaient littéralement sur leurs sièges. Des statues qui dégouлинаient de partout sous le casque.

Je les encourage en disant de ne pas bouger d'un poil. Ils n'avaient pas à se forcer. Les autres arrivent à notre hauteur et chacun d'eux jetait un coup d'œil dans la voiture avant de la dépasser. Je sentais la transpiration de mes gars, de plus en plus liquide. Finalement tout ce beau monde est passé et nous avons pu avancer normalement.

Je ne vous dis pas le soulagement dans la jeep.
Les troupes de Kabila sont donc rentrées le 17 mai dans la capitale.

Pendant trois jours c'était un peu la folie. Nous étions sollicités de partout. Les jeeps de notre sécurité n'arrêtaient pas. Les SOS fusaient de toutes les agences et nos gars n'ont pas arrêté, malgré tous les risques qu'ils encouraient à chaque moment. Je peux dire qu'ils ont fait leur boulot la peur au ventre.

J'ai dû répondre aussi à un appel d'une amie belge qui travaillait dans une ambassade et dont la maison se trouvait à côté de celle d'un général de Mobutu. De nombreux tirs avaient éclaté dans son secteur et elle a contacté son ambassade pour que les commandos belges l'évacuent. Mais ils ont répondu qu'ils n'avaient plus personne de disponible. En désespoir de cause, elle me contacte. Je lui fais la même réponse que son ambassade, tous mes hommes sont sur le terrain. Elle m'a dit qu'elle est avec son mari mais qu'elle ne peut plus tenir, elle va craquer, ça tire beaucoup trop.

Bon j'arrive ! Tu prends un sac léger, tu fermes ta maison à clef et tu passes par-dessus le mur sur le côté non visible.

Je fonce seul en direction de son quartier. Une fois sur place, je me place près du mur. Ils sautent dans la jeep. Je leur dis qu'ils se fondent avec le plancher car je ne vais pas traîner ni m'arrêter si on nous allume. Comme dans les films, les virages sur les chapeaux de roues, la voiture en travers... Elle en profite, la tête sous les sièges, pour me présenter son mari que je ne connaissais pas, disant qu'il est français et ancien para. Enchanté !

On finit par arriver devant l'ambassade de Belgique. Ils descendent et elle me dit on a échappé aux balles mais j'ai bien cru que c'est toi qui allait avoir notre peau avec ta façon de conduire. Mais ils étaient soulagés de pouvoir dormir au calme. Elle m'a dit qu'ils appréciaient mon intervention.

Content de vous avoir aidés.

Lorsque tous les combattants de l'armée de Mobutu eurent déserté la capitale, ils y avaient des centaines d'armes qui jonchaient le sol. Nous avons entendu dire que les gradés des troupes de Kabila, les ramassaient et les stockaient dans un camp militaire. J'ai dit à l'AC qu'il fallait les ramasser au plus vite car les gosses allaient les prendre pour s'amuser et ça allait faire un carnage. Nous avons donc sillonné les rues de notre zone et nous chargions tout ce que nous pouvions.

Une fois plein, nous acheminions notre chargement au camp prévu, à Lemba. Il fallait voir les têtes des officiers, tous grands, fins, avec une bonne tête de tutsi nous fixant. Ils se demandaient qui nous étions, avec ces casques bleus, moi blanc et pourquoi nous ramassions les armes. Nos gars, dont l'AC, n'en menaient pas large. Je leur expliquais que c'était un bon moyen d'atténuer leur méfiance vis à vis de nous. Je me suis adressé moi-même à l'un des officiers afin de lui expliquer que notre but était d'éviter que les gosses du centre-ville, près du bâtiment UN ne ramassent ces armes pour jouer où que les bandits notoires ne se les approprient pour commettre des méfaits.

Ils ont accepté mais on voyait bien leur méfiance. Il y avait une montagne d'armes en tout genre au milieu du camp. Cela ferait le bonheur des trafiquants.

Nous avons effectué quelques voyages du même type, toujours provoquant la même suspicion.

Juin 97

Après quelques semaines les choses se sont un peu normalisées. Beaucoup de cadres ont été remplacés à tous les échelons de l'administration.

Le général, commandant la sécurité du territoire, demanda à ce que notre Détachement remette les armes. Il avait passé de longues années dans les maquis de l'Angola.

J'ai plaidé notre cause, mais il était inflexible. Il me disait que mes types étaient des militaires du SARM et qu'à ce titre ils devaient regagner les camps de formation. J'ai traduit par désintoxication et lavage de cerveau, la mort assurée aussi pour mes gars car c'était l'objectif qu'il voulait réellement atteindre. Comme dans les camps viets avec les soldats français.

Il me disait qu'il fallait les remplacer par la nouvelle Police d'Interventions Rapide, la PIR.

J'ai cédé pour les armes, mais j'ai tenu bon pour mes types.

Il m'était impossible de les lâcher car cela faisait quatre ans qu'ils assuraient notre protection et que la formation spécifique des UN et l'expérience acquises durant ces années ne pouvaient s'obtenir en quelques semaines.

Nous avons marchandé et finalement j'ai dû accepter d'intégrer dix hommes de la PIR dont un qui devra commander le Détachement.

D'un côté c'était une mauvaise nouvelle, mais d'un autre j'avais retardé le départ de nos gars. Pour le principe je lui ai dit que je devais d'abord faire mon rapport à ma hiérarchie pour voir si le budget pouvait intégrer dix hommes de plus et que je repasserai le lendemain pour lui rendre compte. Il a accepté.

J'ai expliqué la situation à l'AC et à nos cadres, pour qu'ils briefent nos éléments. Je leur ai dit que je me battrais le plus longtemps possible pour les protéger mais qu'un jour j'allais devoir céder. Ils ont compris et m'ont remercié de tenir parole quant à leur survie.

J'ai tenu bon 7 mois. Durant tout ce temps ils ont été régulièrement payés chaque mois et ont assuré la sécurité des familles UN et de leurs biens. A ce moment-là ils avaient eu la possibilité de retrouver des frères dans des unités et ils ont pu se faire enrôler à droite ou à gauche.

Par contre le petit sergent que le général m'a imposé comme chef du Détachement m'a pourri la vie ainsi que celles de tous les éléments et jusqu'à la fin de mon mandat, déc 2001. En fait ils ont fini par savoir qu'il a été un simple sergent dans la garde civile donc pas très apprécié des types du SARM.

Après cette période, nous avons fini avec uniquement des éléments de la PIR que j'ai dû former au fur et à mesure.

Un soir, pour répondre à un appel d'urgence, ne pouvant plus utiliser les éléments du SARM, désarmés, avec l'AC nous nous présentons à la PIR et demandons des hommes en armes pour une intervention.

Le responsable qui nous reçoit me dit :

- Je vous ai déjà rencontré à Kisangani.
- Oui j'y suis allé plusieurs fois en mission.
- Je vous ai vu plus spécialement à la rivière l'Oso, quand vous expliquiez aux FDLR comment piéger les pistes pour nous bloquer.
- Apparemment ça n'a pas marché vu que tu es arrivé jusque-là.
- Qu'est-ce que vous dites maintenant que votre ami Mobutu n'est plus là.

Je n'ai pas eu le temps de répondre car l'AC a pris la parole :

- Mobutu n'est pas son ami, si vous connaissiez le Leader vous le sauriez. Il fait son job en protégeant les membres des UN, c'est tout. Il est neutre. Vous êtes là, il travaille avec vous, comme tout le système UN.
- OK ; je vous donne 4 hommes ça ira ?
- Oui merci.

Le monde est petit. Les infiltrés et les tourneurs de casaque très nombreux. Du plus petit aux généraux. C'est la loi de la survie et de la gamelle, pas celle des convictions.

Dès la normalisation, le responsable d'Unicef a adressé une lettre de félicitation à la Sécurité UN pour ses actions de protection envers les membres de son agence durant les 3 jours difficiles de la chute de la capitale.

C'est le seul acte qui reconnaissait l'efficacité du Détachement dans cette période. Personne, de New-York ou de Kinshasa n'a jamais fait la moindre allusion au déguisement des soldats du SARM en casques bleus, ni au boulot très positif qu'il avait accompli. Comme si rien ne s'était passé, sauf que les archives des médias en ont des traces.

L'AC me dit quelques jours plus tard, qu'ayant passé 4 ans avec nous, il a pu voir la vraie mentalité des gens des UN. Le Détachement demandait s'il ne pouvait pas avoir une prime, compte tenu du travail qu'il avait fourni et des risques encourus. Est-ce qu'ils la donneront ? Je lui ai dit que j'en parlerais à la prochaine réunion de SMT mais que je n'étais pas très optimiste car, comme il vient de le dire, nous les connaissons.

Mais j'ai posé la question. Après discussions, j'ai obtenu une prime équivalente à 2 mois de solde. Mais ils ne la donneront qu'en fin d'année.

Je rends compte à l'AC des résultats de ma demande. Il me dit :

- Je comprends que nous allons attendre encore de longs mois avant de toucher notre argent et je te remercie de nous avoir soutenus, mais je n'ai plus confiance dans tous ces gens que nous sommes obligés de protéger. Ils peuvent changer d'avis d'ici là où trouver des excuses comme ils ont l'habitude de le faire. Qu'est-ce que je vais dire aux hommes si à la fin de l'année ils ne reçoivent rien ?
- Je t'autorise à détourner 2 jeeps et à les revendre afin de distribuer l'argent aux hommes.

Il me sourit de toutes ses dents et me dit :

- Ça me va Leader !

Et on rigole tous les deux ! C'est re-limite chef de bande tout ça ! Mais ce n'est que justice, c'est toujours de l'argent des UN, peu importe d'où il vient, leur parole sera honorée, même contre leur gré.

Les événements se corsaient car avec l'avancée des troupes de Kabila en début d'année, certaines agences du système UN ont préféré mettre leurs affaires à l'abri à Brazzaville. Situation paradoxale car maintenant la guerre se déclenche en République du Congo, en juin et donc les rôles sont inversés.

Il y a deux camps bien distincts. D'un côté, celui officiel du Président Lissouba, soutenu par les angolais de Dos Santos et en sous-main par les USA et de l'autre celui de la rébellion de Sassou Ngeso (Ex Président) soutenu par la France.

Des milices se sont créées et elles ont eu des surnoms. Celles de Lissouba ont été nommées les Ninjas et celles de Sassou, les Cobras.

Devant la reprise des combats, de nouveau il y a eu évacuation des ressortissants étrangers et du système UN.

L'armée française s'est donc déployée à Brazza, sur l'aéroport, son Quartier Général plus précisément à l'aéroclub. Des unités paras, légionnaires et commandos marines sont arrivées pour sécuriser certains points clefs. Ces éléments devaient aussi effectuer des ramassages et le rassemblement des ressortissants, avant l'arrivée des transporteurs.

Je ne pouvais pas rester à Kinshasa les bras croisés alors que je pouvais aider de l'autre côté du fleuve à évacuer les UN. J'en ai parlé à la responsable du PNUD de Brazza qui m'a tout de suite soutenu. Je lui ai dit qu'il fallait qu'elle demande mon aide au DO de Kin. Ce qu'elle fit. Il me

convoqua et me dit que la représentante du PNUD Brazza avait besoin de moi (Ah bon !) et qu'il m'autorisait à traverser pour aider aux évacuations de notre personnel. Ok, j'y vais.

La dame m'avait donné comme instruction que je vienne chez elle et que je l'accompagne à l'aéroport. Je connaissais déjà cette personne, d'origine algérienne qui ne m'a jamais caché son antipathie pour les paras, réminiscence de sa jeunesse sans doute. Je lui sais gré de m'avoir fait traverser mais ça ne faisait pas partie de mes plans de faire son baby-sitter.

Le HCR, sachant que j'allais traverser m'avait demandé si je pouvais récupérer ses cartons et caisses qu'ils avaient passés de l'autre côté et le DO, profitant de cette mission m'a demandé si je pouvais aussi m'occuper de ses caisses. Je savais aussi que ce DO ne me portait pas dans son cœur et tout d'un coup il me léchait presque les pieds pour ses caisses. « C'est toute ma vie qui se trouvent dans ces caisses, je vous en prie, faites le maximum ». Plusieurs DO se sont succédés durant mon séjour à ce poste, pendant 6 ans.

- J'essaierai monsieur mais vous savez que la zone où se trouve le dépôt est en plein combat. Je vais attendre un peu que cela se calme.
- Merci beaucoup je compte sur vous.

C'est ça ! Tu fais passer 72 caisses, rien que ça, où tu as dû planquer plusieurs lingots d'or. Plusieurs personnes savaient qu'il trafiquait l'or alors je n'allais certainement pas me faire trouer la paillasse pour lui. J'ai son aval c'est tout ce qui m'intéresse.

La première étape a été le QG des forces d'évacuation. Je me suis présenté au général, je lui ai expliqué que pour ma mission, je devais faire le nécessaire pour aider au rassemblement et à l'évacuation des UN. Il m'a dit qu'il avait sur le dos la représentante du PNUD et j'ai souri. Il a compris ce que je voulais dire. Il m'a assuré de son soutien si j'en avais le besoin. Il m'a présenté au colonel qui devait gérer l'évac.

La plupart des fonctionnaires des UN venaient avec leurs propres véhicules et se garaient un peu n'importe où. Il fallait les guider, parquer les voitures en ordre et récupérer les clefs. Des légionnaires jouaient les voituriers.

Pour les avions j'étais en contact direct avec Rome, pas avec le Pape, mais avec le PAM (Programme Alimentaire Mondial) car le siège de cette agence UN se trouve dans la capitale italienne. Mon correspondant est un ancien d'Afrique, un français qui travaillait à UTA (ancienne Cie aérienne). Il m'a expliqué qu'il devait gérer les avions selon la demande et qu'il comptait sur moi pour lui transmettre les informations rapidement pour qu'il agisse. Cela me convenait parfaitement. Je ne dépendais que de lui et lui de moi, c'était Byzance! Une paix royale!

Les blindés de l'armée tournaient dans tous les quartiers de Brazza à la recherche des personnes à évacuer. L'aéroport commençait à être très peuplé. Les gens se tassaient où ils pouvaient. Il y avait des tirs sporadiques qui nous alertaient et les légionnaires faisaient une protection en deux colonnes, debout, alors que les civils étaient courbés en passant au milieu pour se diriger vers les avions militaires. C'est à bord d'un des blindés transport de troupes que j'ai fait la connaissance d'un journaliste de RFI avec qui je resterai en contact durant de longues années.

Pendant quelques jours les rotations des avions se succédaient. Le parking des voitures saturait et certaines se trouvaient maintenant aux abords de la piste.

Le personnel des UN évacuait sans trop de mal avec les avions du PAM. A un moment, le colonel vient me voir et me dit qu'il était embêté car il avait deux destinations mais un seul avion, est ce que je pourrais l'aider avec un des nôtres ?

Une minute j'appelle Rome. J'explique la situation à mon correspondant qui me demande pour quelle destination ? Le colonel me dit :

- J'ai des pax pour Ndjamena et d'autres pour Pointe Noire. Si tu peux te charger de Point Noire ça serait bien.
- Ok. Le vol serait pour Pointe Noire.

Mon correspondant me dit qu'il contacte Luanda (Angola) et qu'il me rappelle dans dix minutes. Je transmets au colonel. C'est bon tu me préviens de la suite.

D'accord.

Au bout de dix minutes j'ai la réponse. Un C130 arrive demain à 7H00 pour Point Noire.

- Merci beaucoup, le colonel va être content.

Je le rejoins et lui passe l'info. Il me dit de remercier le PAM de l'avoir dépanné.

Je ferais suivre.

Le 20 juin, les copains bérets verts m'avertissent que le dispositif sera démonté à 16H00, « après tu seras seul sur cet aéroport alors fais gaffe à toi ».

Merci de votre aide, bye !



Les bérets verts qui m'annoncent leur départ

Durant cette période de guerre j'ai effectué d'autres missions à Brazza, de nouveau en juin puis juillet et enfin en octobre.

Il y avait deux français qui travaillaient pour une agence de transit, AGS, et qui m'ont demandé s'ils pouvaient m'accompagner à Brazza car ils devaient faire le point sur les colis du HCR, entre autres. L'un d'eux était un ancien commando marine et l'autre avait fait la traversée du désert en camion. J'ai dit ok. Je leur ai fait un ordre de mission, je leur ai donné une veste bleue UN et une casquette et nous voilà partis pour Brazza.

Je ne regrette pas mon geste car hormis le fait qu'ils étaient aussi fêlés que moi, ils avaient un sens de la débrouillardise qui frisait le « Mac Giver », ce qui me convenait tout à fait.

Nous avons procédé ensemble à l'évacuation de 500 personnes, UN et ONG, plus deux chimpanzés, 45 véhicules, 100m3 de fret qui ont été ramenés sur Kin et 4 conteneurs pleins déposés à OMS-AFRO.



évac UN avec avion PAM



Perroquet évacué aussi



45 véhicules à OMS-AFRO



Chargement des 4 conteneurs

Des combats avaient lieu dans le centre-ville de Brazza, mais de façon sporadique. En fait les Cobras étaient au nord de la ville car ils arrivaient par la RN2 qui est proche de l'aéroport et pendant nos missions nous étions hébergés à l'OMS-AFRO, une quinzaine de km sur la RN1, au sud-ouest de la ville.



Combats dans Brazza

Cette zone ne connaissait aucun trouble, à croire que la guerre était chez les voisins. Il y avait bien des soldats un peu partout mais pas très préoccupés par le conflit. Un jour, alors que nous venions de revenir du centre-ville, vers les 16h, il y eut une explosion. J'ai dit aux amis qu'il fallait aller voir sur place si ce n'était pas les Cobras qui avaient fait une percée. Nous sommes arrivés sur les lieux et une personne nous a expliqué qu'un soldat s'était assis sur le canon et avait commencé à le manipuler. Il a dressé le tube à la verticale et sans avoir vérifié si celui-ci était chargé, il a actionné le tir. L'obus est monté dans le ciel, tout droit et puis il est retombé sur l'hôtel à côté, juste de la casse matérielle. Si nous racontons ça en France les gens vont nous traiter de plaisantins.

Durant nos journées nous déplaçons les colis d'un dépôt non encore pillé pour les acheminer à l'OMS-AFRO en conteneurs. Les collègues ont trouvé des batteries pour actionner les élévateurs. Le jeune qui avait conduit des camions dans la traversée du Sahara, a décroché la remorque d'un camion et attaché un plateau sur lequel ils ont posé les conteneurs au fur et à mesure qu'ils étaient remplis. Nous les avons trouvés au port. Ils avaient appelé la société propriétaire et demandé l'autorisation de les utiliser. Nous manquions de main d'œuvre alors nous avons réquisitionné un pilleur isolé. C'est comme cela que nous avons déplacé tous les colis qui se trouvaient dans le dépôt du centre-ville, vers l'OMS.



Elévateur utilisé par les amis

Pour travailler sans trop de difficulté, nous avons prévenu les deux camps que nous étions au boulot au centre alors qu'ils n'ouvrent pas le feu pendant que nous étions là. Ils ont respecté nos accords pendant quelques jours, mais ils ont pensé que ce que nous déplaçons devait avoir de la valeur, donc les combats reprenaient de plus en plus tôt.

Le collègue qui acheminait les conteneurs à l'OMS a failli partir en fumée car près de l'ambassade de France un type est sorti de derrière les arbres avec un lance-roquette, a tiré et frôlé le camion. Notre ami l'a copieusement engueulé en arrivant à sa hauteur en lui disant qu'il aurait pu le toucher, heureusement qu'il tirait comme une savate. L'autre s'est excusé. Il semblait reconnaissant à notre ami de ne pas être rancunier.

Dans les rues il y avait plusieurs cadavres de tous poils et les odeurs commençaient à monter. Ils séchaient et servaient de nourriture aux corbeaux, aux chiens et aux rats.

Cela nous servait de prétexte dans nos déplacements lorsque nous tombions sur des soldats pilliers. « Vous avez vu des cadavres ? »

- Oui là-bas y'en a plein.
- Nous faisons de relevés pour la croix rouge pour les ramassages à cause des épidémies !
- Aaaah, ça vvvva !

Et on passait !



Cadavre vraiment « cadavéré »

Juil 97

La guerre s'intensifiait et les Cobras se rapprochaient de plus en plus de la capitale. Les petites unités sur place constituaient des barrages sur tous les axes. Dans la partie ouest c'était les Ninjas et dans la partie extrême est, quelques Cobras s'infiltraient et tenaient des quartiers de leur propre initiative.

En nous rendant au Bureau du PNUD, j'aperçois des sacs de pois séchés, une centaine. J'ai l'idée d'en mettre deux à l'arrière de mon véhicule.

Nous circulions dans Brazza avec le drapeau UN bien visible. Nous étions le seul véhicule et les barrages ne voyaient pas grand monde. Arrivés sur l'un d'eux, l'espèce de soldat déguisé nous braque avec sa kalach et nous demande : « vous êtes qui, c'est vous les mercénèrrres israéliens ? » je réponds :

- C'est à toi que j'ai donné des petits pois hier ?
- Aaah non patreron !
- Ok, donne-moi ton casque, lui dis-je en descendant du véhicule.

Je vais à l'arrière et remplis le casque à ras bord. Je lui précise qu'il doit les faire tremper dans l'eau toute la nuit pour qu'il fasse une meilleure cuisson.

- Merci patreron !

Nous passons son barrage et les suivants avec la même méthode. Dans la voiture avec les deux complices, c'est la grosse rigolade à chaque fois. A l'un des barrages un type nous dit qu'il a une blessure au pied et demande si j'ai des médicaments ? Non mais demain je repasse et je te donnerai quelque chose.

- Merci

De retour au centre-ville nous nous arrêtons devant une pharmacie pillée et cherchons dans les gravats et détritrus s'il n'y avait pas des bandes et autre médocs. Nous avons trouvé et le lendemain nous les lui avons remis. Nous avons ainsi le passage assuré.

De retour à Kinshasa, le responsable de l'OMS m'appelle. C'est lui qui supervise les deux Congo pour cette agence vu que l'OMS-AFRO, qui est le Quartier Régional ne fonctionnait plus, tous les internationaux ayant été évacués.

C'est le représentant qui assure l'intérim du DO en son absence donc il m'arrivait souvent de le rencontrer dans mes fonctions.

- Didier j'ai une mission à te confier, mais tu n'es pas obligé de l'accepter.
- De quoi s'agit-il ?
- Nous devons payer les fonctionnaires nationaux de l'OMS-AFRO et il s'agit d'une grosse somme. L'équivalent de 200.000\$ en franc congolais.
- Effectivement. Pour 50\$ ils vous butent un type, alors avec cette somme on n'y pense même pas. Mais je pense que c'est jouable.
- Tu y vas en petit porteur et notre agence paie tous les frais.
- Ok, mais je dois d'abord m'assurer que le pilote acceptera car ça tire de plus en plus vers l'aéroport. Je vous appelle dès que je suis prêt.
- D'accord et merci.

Je préviens mes deux complices que j'aurais encore une mission à Brazza, est-ce que ça les intéresse. Fêlés comme ils sont, ils ne peuvent pas dire non ! Effectivement, ils sont partants. J'appelle le jeune pilote avec qui j'ai souvent voyagé, surtout dans l'est et lui expose la situation, sans parler de la cargaison évidemment.

Il me dit mais tu es complètement fou, ça n'arrête pas de tirer dans cette zone et toi tu me demandes de vous poser à Maya-Maya (nom de l'aéroport).

- Ecoute, c'est vrai que ça tire, mais j'y étais encore il y a quelques jours. Les orgues de Staline (batterie d'une douzaine de lance-roquettes montées sur camion qui partent les unes à la suite des autres) sont disposées en parallèle par rapport à la piste, donc pas de risque qu'elles te touchent si tu suis l'axe. Ensuite je préviens les deux côtés pour leur dire que nous arrivons et donc qu'ils ne tirent pas.
- Tu leur fais confiance toi, tu les connais bien pourtant.
- Ecoute tu crois que je te demanderais ce vol s'il y avait le moindre risque pour nous ?
- Ah la bonne blague ! vaut mieux entendre ça que d'être sourd. Je me demande de qui je dois me méfier le plus. Bon ça va je vais le faire ton vol. Demain 9H00 c'est bon ?
- Ok ça baigne. On se revoit demain à l'aéroport.

J'appelle le représentant de l'OMS pour confirmer que j'ai un vol demain à 9H00 et que je passerai prendre le colis à 7H00 si ça ne le dérange pas.

- Non je serai prêt, avec le sac.
- Merci, je ne pourrai pas les compter alors je vous fais confiance pour qu'il y ait la somme exacte.
- Ne t'inquiète pas, elle y sera.

Pour assurer le coup, je contacte les deux protagonistes afin qu'ils donnent des instructions sur notre arrivée. Du côté de Sassou, je leur dis que s'ils voient un petit Cessna rouge arriver vers les 10h, qu'ils ne tirent pas car je serai dedans !

- Ok on transmet les instructions.

Même chose pour l'autre côté, sauf que je sollicite directement le ministre de la Sécurité afin qu'il m'envoie une voiture à l'aéroport. Je préfère être prévoyant. Des fuites sont toujours possibles et vu la somme, on peut se faire avoir n'importe quand.

Nous atterrissons et je dis au pilote que je l'appellerai pour le retour car je reste quelques jours. Qu'il ne traîne pas pour rentrer car il risque d'avoir chaud aux miches passé le délai que j'ai annoncé. Il se marre et décolle. Mine de rien il est fêlé aussi, sinon on y arriverait pas.

Un pickup nous attend et nous montons dans la caisse arrière. Je jette négligemment le sac plein de billets et m'assois à côté. Les deux compères savent maintenant ce qu'il y a dedans et se demandent si le trajet sera calme.

Notre escorte, un soldat donné par le ministre cherche à nous en mettre plein la vue. Il braque son arme vers nous et dit :

- Vous êtes de quelle nationalité car les français, nous, on ne les aime pas, on les zigouille car ils sont contre notre gouvernement.
- Je te comprends, dis-je, mais nous, nous sommes des UN donc nous n'avons plus de nationalité.
- Ah bon ? comment c'est possible ça ?
- Parce que le fait de faire partie des Nations Unies, supprime automatiquement les nationalités. Nous devenons neutres, alors chez nous il n'y a plus de français, belges ou suisses.
- Ah bon !
- Eh oui c'est comme ça que ça fonctionne.

Nous sommes arrivés au Bureau HCR où j'avais donné rendez-vous au chauffeur. J'ai remercié le type au fusil et lui ai dit qu'il pouvait retourner chez le ministre.

Mes collègues me regardaient en disant qu'est-ce que tu peux débiter comme conneries et en se marrant ils me disent : d'après toi que ce serait-il passé si le gars avait su ce qu'il y avait dans le sac ?

Il ne vaut mieux pas y penser car c'est lui qui avait le fusil et que j'étais le plus proche. Quitte ou double !

Nous arrivons à l'OMS où l'accueil a été plus que chaleureux. Monsieur Didier, vous nous sauvez.

Tant mieux que ça se soit bien passé. J'ai eu à le faire une deuxième fois le mois suivant, toujours en guerre.

Mes deux complices avaient des choses à faire dans le bureau de leur agence pillée. Je leur ai dit que je les rejoins après l'aéroport car je dois vérifier la piste sur toute sa longueur. Il y a eu des tirs de mortier et de gros calibres alors un état des lieux était nécessaire.



J'ai reçu l'aval d'un gradé pour remonter la piste. Il n'y avait pas autant de dégâts que l'on pensait, mais quelques rustines seraient obligatoires pour l'atterrissage de gros porteurs. De retour, je vais à la tour de contrôle. Il n'y avait qu'un lieutenant, assoupi sur ses bras en train d'écouter la radio.

Je m'adosse au mur et contemple la piste, de haut. A ce moment, la radio, branchée sur RFI (Radio France Internationale) annonce que d'après une information de l'ambassadeur de France à Brazzaville, les Cobras ont investi l'aéroport de Maya-Maya.

A ce moment, le lieutenant a été comme électrisé. Il bondit sur ses jambes, regarde à gauche et à droite de la piste et s'écrit en se tapant sur les cuisses.

- Aaah mais çé pas wrai, mais çé pas wrai, non çé pas wrai, moa je soui là, çé pas wrai ! Difficile de ne pas rigoler aux éclats dans ces cas-là. Je lui dis: « ne t'inquiète pas, je vais rectifier le tir ». Je prends mon télécel et appelle RFI à Paris.

- Oui, RFI à l'écoute.

- Bonjour, c'est Didier. Je me trouve actuellement dans la tour de contrôle de Maya-Maya et je viens d'entendre votre info de l'ambassadeur. Je peux vous dire qu'ici je suis seul avec un lieutenant de Lissouba. Pas un Cobra en vue. Savez-vous qu'ici les gens appellent RFI : Radio-Cobra. Je pense que vous devriez rectifier le tir et envoyer un gars sur place.

J'en profite pour donner le nom du journaliste ami en disant que lui connaît déjà le terrain de Brazza.

Ils m'ont remercié pour la rectification et me disent qu'ils vont voir pour le reporter.

Le copain journaliste me contacte quelques heures plus tard et me dit qu'il peut être là dans 3 jours.

- Ok, je te récupère à l'aéroport de Kin.

A son arrivée je le dépose à l'hôtel et lui donne rendez-vous pour le lendemain. Comme d'hab, j'appelle le jeune pilote pour un vol sur Brazza. Pas de problème, il était rodé maintenant. Nous sommes dans la jeep qui nous amène à l'avion, mais au lieu de passer par toutes les formalités, je prends la direction de la porte d'entrée côté piste pour le staff et les militaires. Le journaliste était assis à côté de moi. Il voit le type de la barrière venir pour faire le contrôle des badges.

Avant qu'il n'ouvre la bouche je lui demande :

- C'est à toi que j'ai donné les bonbons la dernière fois ?

- Ah non patron, c'est pas à moi mais je veux bien que tu me donnes.

- Ok, donne ta main et je lui verse une grosse poignée.

Il ouvre la barrière et me fait un salut militaire. Mon ami journaliste me dit que passer une barrière avec des bonbons, faut le faire.

Le pilote était déjà prêt et nous atterrissons à Brazza 30mn plus tard, à cause des couloirs à respecter si on ne voulait pas se faire allumer.

On saute dans la jeep qui nous attend et c'est moi qui conduis.

Sur la route nous arrivons à un barrage. Le soldat vient droit vers moi, me braque sa kalach droit sur le visage et me dit:

- C'est qui le journaliste d' RFI ?

Je me retourne d'un bloc et en désignant du doigt le concerné assis derrière moi, je m'écrit :

- C'est lui !!

L'autre braque son arme sur lui et je vois la tête du journaliste virer au vert avec un gros mouvement de recul. Je décide que j'avais assez rigolé et lui sors.

- Ton patron, le ministre nous attend ; je ne pense pas qu'il apprécierait que tu nous retardes.
- Bon ça va ti peux passer !
- Merci et je démarre.

Mon copain journaliste me dit : t'es con où quoi de me faire des coups comme ça ?

Ne t'inquiète pas, il faisait juste de l'esbroufe. Mon ami s'en souvient encore et me le rappelle à chacune de nos rencontres.

Pour nos déplacements dans les quartiers chauds, il a eu droit aussi à la distribution de petits pois à tous les barrages et a pu voir que ça fonctionnait très bien.

Il a fait son reportage en dormant avec nous à la cité de l'OMS.

Après deux jours j'ai appelé le pilote et retour sur Kin, puis Paris pour le copain RFI.

Oct 97

Le domaine des réfugiés, c'est la « chasse gardée » du HCR. Cet organisme n'aime pas que l'on empiète sur son territoire. J'avais parfois des relations assez tendues avec eux, surtout à cause de leur représentant, qui était un Régional et couvrait de ce fait plusieurs pays, ce que ne faisait pas notre DO. Alors il arrivait que celui du HCR nous le fasse sentir. Cela s'étendait jusqu'au responsable de sécurité (FSA chez eux) qui était un français, lieutenant de gendarmerie (ça pouvait expliquer) et qui s'ingéniait à me glisser des peaux de banane. Il faut dire qu'il n'avait rien trouvé de mieux que de se mettre à la colle avec une Zaïroise. Elles sont championnes de la discorde si elles ont quelque chose à gagner. Le gendarme français, débarquant, a sauté à pieds joints. Il a fait tout ce qu'il jugeait utile pour pouvoir prendre mon poste. En vain.

Donc un jour, une femme du HCR vient me voir au sujet des familles de hutus qui vivaient depuis plusieurs semaines au pied du building UN. Elle me dit Didier, en tant que responsable de la sécurité, il faut que tu fasses partir ces familles car les tutsis arrivent et ils vont se faire tuer. J'ai quand même, fortement haussé les sourcils, histoire de lui montrer mon étonnement, car elle était bien en train de me parler de réfugiés, à moi qui n'étais pas du HCR. J'avais du mal à ne pas prendre un air ironique, ou peut-être l'ai-je pris quand même.

Je lui dis mais si vous savez, vous HCR, que ces gens vont se faire tuer, pourquoi ne prenez-vous pas des dispositions ?

Elle me répond qu'ils ne peuvent rien faire pour eux.

- Ah ! mais si vous, HCR, responsables des réfugiés, vous ne pouvez rien faire pour eux, comment moi, un simple FSO je pourrais les aider ?
- Parce qu'on nous a dit que tu trouverais peut être une solution.
- Ben voyons ! Présente-moi à tes types.
- Ils sont derrière le bâtiment.

Je savais qui ils étaient évidemment car ils constituaient tout un groupe d'une trentaine de personnes vivant dans la parcelle UN depuis près d'un mois. Il y avait des femmes, des enfants et des hommes et ils dormaient tous à même le sol et faisaient leur tambouille sur place.

Elle me présente à 3 hommes représentants le groupe.

Je leur dis :

- Bonjour messieurs.
- Bonjour.
- J'ai juste une question. Vous voulez vivre ou mourir ?
- On ne comprend pas votre question.
- Elle est pourtant simple. Je vous demande quel est votre choix : vous voulez vivre ou vous voulez mourir ?
- Ah mais nous voulons vivre c'est normal.

- Bon alors si vous voulez vivre, vous devez partir car les tutsis vont arriver et vous, vous êtes morts si vous traînez encore ici.
- Mais nous sommes sous la protection du HCR.
- Mon cher oublie ça. Si je te parle c'est que le HCR a jeté l'éponge et je montre la femme du HCR à côté de moi qui ne savait quoi dire. C'est pour ça que je vous précise que vous devez dégager et vite.
- Mais comment faire, nous n'avons aucun moyen ?
- Votre salut c'est le fleuve. Allez-vous renseigner sur les pirogues, pour tout votre groupe et revenez me voir ensuite.
- Merci monsieur, nous y allons de suite.

J'ai dit à la femme que j'allais régler leur problème parce que ces personnes se trouvaient dans la parcelle UN, mais que la prochaine fois j'aimerais que les corvées de ce genre soient remplies par le HCR lui-même. Elle m'a remercié et elle est partie.

Le lendemain les types me disent avoir les renseignements. Les piroguiers demandent 100\$ par pirogue, il en faut trois.

Bon je vous appelle quand j'ai les fonds. Je file à l'Evêché car je connaissais un prêtre français qui était proche de l'évêque. Je lui explique le problème. Il me demande combien serait nécessaire pour sauver ces gens ? 300\$.

Au bout de quelques minutes, il me les apporte. Je l'ai remercié et j'ai filé vers mes réfugiés.

- Voilà vos 300\$. Demain matin vous n'êtes plus là. C'est ok ?
- Merci monsieur, on s'en va demain matin.

Lors d'un passage à Brazza, j'ai eu l'occasion de passer dans un camp de réfugiés, en dehors de la ville, accompagné du HCR, cela va sans dire. Nous étions 5 ou 6 personnes.

A un moment, dans une des allées du camp, un type se plante devant moi et crie : « C'est lui, c'est lui ! » Et d'autres arrivent, me saluant. Les gens avec moi n'y comprenaient rien, ni moi non plus d'ailleurs, jusqu'au moment où j'ai reconnu l'un d'eux. Et le type qui expliquait à tout le monde que s'ils étaient encore en vie c'était grâce à moi qui leur avait fait traverser le fleuve. J'aurais presque pu postuler au HCR, par vote à main levée, j'avais les 100% des voix sans truquer les élections.

J'étais un peu gêné pour les gens du HCR qui avaient pris le parti de garder un sourire figé jusqu'à la fin, mais qui se sent morveux se mouche.

La situation à Brazza ne s'arrangeait pas vraiment et je fus sollicité pour monter une Sécurité UN sur le modèle du Détachement de Kin.

Je connaissais encore quelques gradés qui n'avaient pas fui dans le camp de Sassou.

J'ai présenté les demandes des UN et le général me fournit les éléments. Nous avons fait faire des chasubles UN pour démarrer, pour parer au plus pressé, avant d'avoir les gilets bleus et casquettes comme à Kin.

J'ai pu avoir une vingtaine d'hommes que j'ai affectés à la sécurité des Bureaux, comme PNUD, UNICEF, OMS, pour commencer. Une équipe était aussi constituée pour les patrouilles et pour les relèves. Je remplissais donc la double fonction d'UNFSO. Pour la RDC (République Démocratique du Congo, avec Kabila on ne parlait plus de Zaïre) et aussi pour la RC (République du Congo).



Sécurité UN Brazza

Un matin, le capitaine responsable du Détachement arrive en courant pour me dire que les unités angolaises avaient reçu l'ordre de se déplacer et que ceux qui vivaient dans le bâtiment où logeaient les médecins avant d'être évacués, portaient avec toutes les affaires des toubibs. On fonce sur place et au moment où nous arrivons, des hommes sortent de l'immeuble. L'un d'eux avait un gros sac de voyage avec lui, civil, pas camouflé. Je me plante devant lui. Il s'arrête et j'en profite pour lire l'étiquette sur le sac : Dr untel !

Je dis au type qu'il doit laisser le sac ici car ce n'est pas le sien. Le type refuse. Je lui montre l'étiquette et lui dis que ce sac appartient au locataire de l'appartement. C'est un médecin, donc lui part, mais le sac reste ici.

Le soldat, fortement alcoolisé, recule de deux pas et braque son AK sur moi tout en l'armant. Dans la seconde il s'est retrouvé encerclé par mes hommes, avec cinq bruits simultanés de culasses que l'on arme aussi.

J'ai dit au type : tu sais, tu peux tirer et m'abattre, mais dans la seconde tu meurs aussi, tout ça pour un sac. C'est pas un peu con ton truc ?

Il pose son AK sur le sol, prend une grenade à sa ceinture et la dégoupille, mais en tenant la cuillère. Mes types ont tout de suite fait quelques pas en arrière. Moi j'ai fait un grand pas en avant de façon à être proche du type s'il lâche sa grenade et je dis : lâche-la, vas-y ! Et je le fixai bien dans les yeux. Je vais peut-être crever, mais toi c'est sûr aussi et tout ça pour un sac.

Les autres étaient allés chercher un gradé car un gars s'approche et parle en portugais au soldat imbibé, puis récupère la grenade et refixe la goupille.

Il me prend à part en disant que je devais comprendre que ces types n'avaient rien, même pas de matelas pour dormir et que c'était difficile de leur faire entendre raison....

J'ai dit que pour moi ça ne pose pas de problème de leur faire entendre raison, mais ça serait ridicule de déclencher une guerre entre alliés pour un sac. Parce que le sac ne bouge pas d'ici.

Ils peuvent prendre le matelas alors ?

Je me suis dit que s'ils avaient dormi dans ces apparts pendant un mois, entre les transpirations, les beuveries et les femmes, de toute façon ils étaient bons à changer.

- Ok, UNIQUEMENT les matelas.
- Merci.

Nov 97

Les éléments du SARM ayant trouvé à se caser seuls, les policiers de la PIR ont pris le relai. Des formations ont été obligatoires pour comprendre comment réagir avec l'esprit UN et pas celui d'un policier normal sous ces latitudes.



Détachement de la PIR



Formation des éléments PIR

Dans l'Agence UNESCO, dont le siège est à Paris, il y avait un fonctionnaire, originaire de la RDC, qui avait voulu créer un parti politique pour pouvoir s'exprimer.

Le problème, c'est que les fonctionnaires des UN, quelle que soit l'Agence à laquelle ils appartiennent, doivent rester en dehors de la politique, être et rester neutres.

Plus facile à dire qu'à faire. Donc ce fonctionnaire a eu l'idée de faire un meeting à Kinshasa, fin novembre, ce qui a fortement déplu aux autorités, Kabila en tête.

Donc, résultat des courses, il s'est fait arrêter. Dans les attributions du UNFESO, il y a le soutien aux agents emprisonnés et faire tout le possible pour le faire sortir. J'ai dit sortir, je n'ai pas dit évader, des fois que... !

J'allais donc lui rendre visite fréquemment et je tenais au courant la hiérarchie de l'évolution du dossier.

Il devait passer en jugement et en attendant la suite il était toujours à la prison centrale de Kinshasa, Makala.

1998

Jan 98

Le jour de l'an 98, je me pointe à la prison et je demande à voir le directeur. Je lui dis qu'en ce début d'année j'aimerais qu'il m'accompagne dans la cellule du membre de l'UNESCO et que l'on boive ensemble, à la nouvelle année.

Il me dit que c'est gentil mais que pendant le service, il ne peut pas le faire.

Mais vous pouvez au moins m'accompagner jusqu'à sa cellule ? Oui oui ! Je vous montre le chemin. Nous sommes arrivés devant la cellule, ouverte, car dans ces prisons c'est assez relax pour les détenus politiques, même s'ils n'ont aucun confort, la discipline n'est pas au rendez-vous.

Mon collègue UN, surpris de me voir, me tombe dans les bras. Je sors le champagne et les gâteaux de mon sac, avec les verres en plastique. Je sers le directeur qui répète qu'il ne peut pas boire et je lui réponds que l'on est entre nous, il peut boire vite s'il le veut, comme ça personne ne le saura. Du champagne, ça se refuse rarement. Il boit et prend congé.

Je reste avec le collègue le temps de finir la bouteille (d'autres sont venus se joindre à nous).

Pour la suite de son dossier, je n'ai aucune nouvelle car ce sont les fêtes. Je reviendrai le voir dès que j'aurai du nouveau.

Quelques jours plus tard nous apprenons qu'il est condamné à de la prison, 6 mois, à faire à Lubumbashi, tout au sud du pays. Disons que cet éloignement enlève toute velléité de manif en son nom, à Kin.

Il est transféré assez rapidement. Pour la suite, je suivais le dossier à Kinshasa auprès de la COM (Cour d'Ordre Militaire).

Mon travail n'était pas facilité, car les responsables des différents services changeaient trop souvent et je ne les connaissais plus, j'ai donc pensé qu'il fallait à côté de moi une personne de leur milieu qui pouvait entrer partout et parler en mon nom.

Un jour s'est présentée (« par hasard ») à mon bureau, une jeune congolaise. Elle m'a dit qu'elle pourrait m'être utile et qu'elle connaissait un peu le travail de sécurité. Elle a simplement dit qu'elle s'est sentie poussée à venir.

Nous avons longuement parlé et de fil en aiguille, nous en sommes arrivés à parler de la rivière Oso et du pont. Elle me raconta qu'elle faisait partie des agents de renseignement du fils Kabila. Qu'elle était partie de Bukavu au début de la rébellion et qu'elle avait fait 900km à pied, malgré une infirmité de sa jambe droite, pour arriver jusqu'à Kinshasa.

Pour le pont, effectivement elle y était et ils ont perdu pratiquement une semaine avant de pouvoir le traverser. J'ai demandé pourquoi ? Parce qu'il y avait des mercenaires là-bas qui nous ont bloqués.

J'ai dit non il n'y avait pas de mercenaires au pont ; elle insiste en disant que c'était vrai parce que des gens lui ont dit que des blancs étaient avec les militaires.

Pas des blancs, mais un blanc, c'était moi.

Comment c'était toi ? Et je lui explique le but de ma présence au pont.
C'est toi ? Une semaine qu'on a traîné à ce pont. On a été obligé de le contourner plus haut, ce n'était pas facile, la rivière était large.
Je rigolais ; une semaine ? Il me fallait trois jours. Donc les petits lieutenants ont fait le max, c'est très bien de leur part.
J'ai embauché cette fille et c'est elle qui a réglé le problème de ma deuxième accusation de meurtre dans l'affaire des voleurs du véhicule HCR, deux ans auparavant. Elle connaissait effectivement du monde. Je n'ai même pas eu à me déplacer.

Mars 98

Notre collègue UNESCO, trouvant que les conditions de détention ne lui convenaient plus, décida de tenter une évasion avec d'autres détenus. Il est récupéré après quelques jours. Il n'avait pas de grandes chances de réussite n'étant pas en bonne forme physique et en plus diabétique. Evidemment la presse s'est emparée de ce fait et les autorités ont été gênées aux entournures. Un membre de l'ONU, en plus malade, jeté en prison juste pour une réunion politique.
La hiérarchie UN en a profité pour faire pression. Le tribunal disait que son cas avait été aggravé par sa tentative d'évasion. Du côté UN ils demandaient la clémence pour cet agent qui nécessitait des soins journaliers. La COM se cachait derrière les lois et disait qu'il fallait attendre le verdict du jugement.
Nous allions patienter.

Mai 98

Le 1er mai étant aussi un jour de congé au Congo, les ONG m'avaient demandé si je pouvais, ce jour-là, participer à une réunion/barbecue, pour faire le tour des problèmes sécuritaires dans le pays.

J'ai donné mon accord. Nous nous sommes retrouvés dans les jardins d'une concession regroupant plusieurs villas, pas très loin de la Présidence. Il y avait une douzaine de personnes, des deux sexes, des ONG les plus importantes comme MSF-MDM-OXFAM...

A cette époque, n'étant pas encore devenu végétarien, je supportais facilement les odeurs de viande grillée.

Nous installons donc les chaises en cercle, pas trop loin du feu pour que le cuistot, (expat, pour éviter les fuites de la part d'un local), puisse œuvrer tout en participant à la discussion.

Le locataire de la maison introduit les participants dont je connaissais déjà un certain nombre. Il ajoute que l'objet de cette réunion était de faire le point aux sujets de la situation et des rumeurs qui circulent partout dans la ville. Maintenant nous t'écoutons.

- Merci. Pour ma part, je trouve normal de participer à cette réunion, mais dites-vous bien que ce n'est pas l'avis de tout le monde et surtout du DO (encore un nouveau). Pour lui, il n'a rien à faire des ONG. Comme certains d'entre vous le savent, j'ai participé à plusieurs évacuations et je n'ai jamais fait de distinction dans le personnel humanitaire. Mais pour d'autres, les UN n'ont rien à voir avec les ONG, même si au niveau de FSO nous nous sentons concernés par leur sécurité. Tout ce qui se dit ici aujourd'hui ne doit pas sortir de ce cercle, car je joue ma tête.

Ils m'ont certifié que ça ne sortira pas de ce groupe. Ca ne coûte rien de le dire, comme la suite le démontrera.

- Bon, je fais le tour de la situation, avec ce que l'on sait, ce que l'on peut envisager à court terme et les hypothèses de travail pour monter une organisation. Considérant que le système

UN ne pourra vous être d'aucune aide, actuellement, vous devez vous organiser de façon autonome.

Vous devez désigner un point focal, dans chaque ONG, qui centralisera toutes les infos en matière de sécurité. Il devra avoir la liste, avec les adresses, de tout le personnel (surtout expat, seul concerné par les évac), avec les numéros de contact.

Il ira sur le terrain à chaque adresse pour être sûr de ne pas perdre de temps le jour J si les personnes sont bloquées par manque de transport. Organiser un ramassage pour ceux qui ne sont pas véhiculés.

Il vous faudra désigner un centralisateur de ces points focaux ONG. En général ce sont des tâches qui sont dévolues aux logisticiens car ils sont plus sur le terrain et doivent superviser la gestion du matériel.

Vous devez avoir un canal radio commun à toutes les ONG sur lequel vous basculerez en cas de situation grave.

Maintenant, comme le savent ceux qui sont dans ce pays depuis quelques années, tout peut dégénérer en quelques minutes, sans préavis. Donc vous devez anticiper chaque possibilité, même les plus tordues, afin d'avoir quelques longueurs d'avance.

Prenons un exemple précis, cette concession où plusieurs d'entre vous vivent. Si demain le camp Tshatshi, votre voisin, se révolte, qu'advient-il ? Vous savez que les expats sont les premières cibles, car les plus riches. Vous avez vu ce qu'il s'est passé durant le deuxième pillage, le nombre de femmes violées. Que ferez-vous dans cette situation?

C'est malheureux à dire mais ce sont les femmes qui paient le plus lourd tribut dans les guerres ou les pillages, cela a toujours été considéré comme butin de guerre.

Quel sera votre chemin de repli, dans quel endroit sûr allez-vous vous réfugier ?

Chaque personne désignée comme point focal, dans chaque ONG, devra établir un plan de sécurité comme je suis moi-même obligé de faire car cela fait partie de mes attributions. Il faut le réactualiser à chaque changement d'adresse, de staff, de véhicule HS (hors service) ou nouvellement acquis, pour connaître le parc automobile dispo pour le ramassage...

Voilà en gros ce que je peux vous dire.

Il y a eu des questions qui allaient dans le même sens et après la discussion a porté sur d'autres sujets. J'ai pris congé de mes hôtes en disant que j'étais à leur disposition s'ils avaient besoin de moi.

Environ trois jours plus tard, le DO m'appelle.

- Vous avez fait une réunion sur la sécurité ?
- Oui comme tous les mercredis, avec OCHA.
- Non je ne parle pas de celle-là, mais celle avec les ONG.
- Oui effectivement, le 1^{er} mai.
- Vous auriez dû m'en parler parce que j'ai reçu un appel de New-York, qui a reçu un appel de Genève, qui disait que dans cette réunion vous aviez parlé du camp militaire qui allait se révolter. New-York n'en était pas informé.
- Il faut remettre tout ça dans leur contexte. Ils m'ont demandé d'avoir une discussion sur la sécurité et l'organisation à mettre en place. Comme hypothèse de travail, j'ai pris exemple du camp Tshashi qui pouvait se révolter. C'est tout.
- Oui mais vous savez bien que les ONG, on en a rien à faire !
- C'est exactement ce que je leur ai dit.
- Vous leur avez dit quoi ?
- Ce que vous venez de me dire, que vous n'en avez rien à faire, des ONG.
- Vous leur avez dit comme ça ?
- Mais puisque c'est la vérité.
- Vous auriez dû me parler de cette réunion avant.

- Ah ! et si je vous en avais parlé, qu'auriez-vous fait?
- Mais je vous aurais dit de ne pas y aller !
- Vous voyez bien que j'ai bien fait de ne pas vous le dire. Ecoutez, on m'a désigné UNFSO, on m'a donné une mission, assurer la sécurité des biens et des personnes UN, mais pour moi ça s'étend à tout le système humanitaire si je peux aider, alors je ne donne le droit à personne de me dire comment je dois faire mon travail.
- Je suis obligé de faire un rapport à New –York.
- Faites-le si vous voulez, ça ne va pas m'empêcher de dormir.

Et je suis sorti. Ce qu'ils pouvaient m'agacer parfois ces tatillons du règlement.

Je dois reconnaître que j'avais conscience de n'en faire qu'à ma tête. Mais je plaçais toujours devant l'intérêt de mon employeur, des gens que je devais protéger, tant que leur ligne de conduite correspondait à la mienne. Si mes valeurs n'étaient plus prises en compte, alors employeur ou pas, mes valeurs étaient prioritaires. Le job, l'argent ou autre ne pesaient pas lourd dans la balance.

Dans le même ordre d'idée, durant ces années, UNICEF ou PNUD, j'ai eu à prendre des initiatives pour aider des gens.

Un médecin d'Unicef, qui était devenu spécialiste du choléra en RDC (Zaïre à cette époque) vient me voir un jour pour un problème. Il venait de recevoir une invitation à un séminaire au Burkina Faso. Il me dit qu'il n'a pas de passeport car il n'a jamais fait les démarches. Il est arrivé à l'âge de 20 ans dans ce pays, venant de l'Angola. Il a fait ses études de médecine et a épousé une congolaise, toubib elle aussi.

Je lui dis que je vais en parler au gars de la Sécurité (Police des Etrangers).

J'avais fait la connaissance de ce type alors qu'il était simple inspecteur. Il m'avait aidé à régulariser ma situation et maintenant il était le responsable pour les étrangers.

Il me dit que ce médecin n'est pas le seul dans ce cas. Ils ne régularisent pas car ils n'ont pas à sortir, mais se retrouvent sans passeport si la nécessité arrive. Il faut que l'Unicef fasse une lettre, avec la copie de l'invitation et je m'occupe du problème.

Sachant que le responsable du Bureau risquait d'être absent je lui en parle en ajoutant que dans ce cas je signerais. Il me dit ça ira.

De retour au bureau, je vois mon collègue et lui fait part de la réponse. Il va de ce pas voir le responsable, qui avait déjà un pied dans la voiture pour se rendre à l'aéroport. Pour ne pas être retardé, il lui demande de s'adresser à l'OC (Officer in Charge).

Le toubib monte les étages et va voir l'OC. Après explication, celui-ci lui répond que c'est une lettre importante et qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de la faire, il fallait qu'il attende le retour du Chef de Bureau.

Dépité, il passe me voir pour me rendre compte de ses échecs. Il me dit que le responsable arrivera trop tard et qu'il va rater le séminaire. Je me suis dit que je devais l'aider.

- Ecoute, fais la lettre et je vais la signer.
- Ah bon ?
- Vas-y, fais-la !

Il est revenu avec la lettre, je l'ai signée. Il a eu son passeport et il est parti en mission.

J'avais une bonne relation avec un jeune capitaine, qui avait aussi un fond droit. Ceci lui a valu plusieurs problèmes et brimades de la part de ses supérieurs et il a essuyé par trois fois des tentatives d'assassinat.

Un jour, il me dit qu'il a décidé de tout plaquer. Il va essayer de rejoindre son frère aux USA. Il me demande si je ne pouvais pas lui faire une lettre d'introduction, d'aide surtout, en mentionnant que je reconnais qu'il a échappé à des tentatives de mort sur sa personne.

Je lui dis que ce qu'il me demande peut me coûter ma tête, si cette lettre arrive entre les mains des UN. Je reconnais qu'il est très différent des autres et à ce titre j'ai continué à rester en contact avec lui, mais là, on sortait du pays, donc les retombées ne seraient pas les mêmes. Il a insisté en me disant qu'il n'en pouvait plus et que les autres finiraient par l'avoir. Il m'a dit que cette lettre, il la montrera uniquement pour entrer aux USA.

Comme c'était un type bien, j'ai dit ok.

Il est resté un certain temps à Brazza et un jour il a été obligé de vivre dans un camp comme les autres réfugiés. Je suppose que sa position devait être difficile. Toujours était-il qu'un jour une femme du HCR m'appelle afin que l'on se rencontre.

Elle me parle de la lettre que j'avais écrite pour la capitaine. C'est une lettre très grave, qui met en cause le système UN et qu'elle va devoir en référer à ses supérieurs.

- Ah !
- Oui j'y suis obligé.
- Oui je comprends. Bon, écoute, si tu me poses la question : est-ce que tu réécrirais cette lettre si c'était à refaire ? je te répondrais oui. Ce capitaine est un ami et j'estime que je peux risquer ma tête pour un ami.

Mais la décision t'appartient, je respecterai ton choix. Au revoir.
Je n'en ai plus entendu parler.

Un envoyé de New-York est arrivé un jour, afin de faire une évaluation de la sécurité dans notre pays ? Il avait de très éminents états de service : Police Canadienne, dans les premières forces casque bleus de l'ONU dans les années 60, à Elisabethville (Ex Congo belge) Kinshasa aujourd'hui, avec le grade de Major, on m'a dit que c'était le plus décoré de sa génération. Sans être méchant j'ai dit que pour moi ce n'était qu'un placard de médailles commémoratives. Combien gagnées au feu ? Bon on ne s'étend pas !

Donc, ce décoré qui se promenait en costumes trois pièces, chevalière et montre en or, n'a vu de Kinshasa, durant les quelques semaines qu'il a passées avec nous, que le Bd du 30 juin, entre l'hôtel Intercontinental où il logeait et le building UN où il écrivait ses rapports, ah j'oubliais aussi le siège du land cruiser que le chauffeur utilisait pour faire ces navettes.

Mes types me demandaient comment c'était possible ça ? Faire une évaluation juste en lisant la presse. Sans aller dans la cité pour palper la tension, ni discuter avec les gens.

J'ai dit que c'était peut-être une nouvelle méthode brevetée par NY.

Toujours est-il qu'un jour le Do m'appelle, celui qui s'est fait piller ses 72 caisses + lingots pendant la guerre de Brazza et qui voulait m'acheter avec des médailles, pour me dire que le décoré avait fini son évaluation et qu'il estimait que des changements devaient se faire. En fait il se proposait de prendre votre place, mais nous avons refusé.

Merci ! Ce que ça fait faire la pétoche !

Quelques mois après, nous avons reçu de New York, par l'intermédiaire d'une secrétaire, un message sur notre réseau e-mail interne. Il nous était demandé de joindre à notre rapport mensuel un tableau Excel, que j'ai trouvé très bien fait, mais dont la provenance m'a fait sourire, notre décoré national.

A cette époque nous étions 64 UNFSO, répartis sur la planète et tous en copie des mails de NY. Je n'ai pas pu m'empêcher de répondre, du meilleur anglais dont j'étais capable, surtout bien compréhensible, un NON catégorique !

J'ai dit que je n'avais rien à trouvé à redire au sujet de ces tableaux, très bien faits, mais que personnellement je ne savais pas comment (j'ai donné le nom du décoré) trouver le temps de faire tout ça. Moi je ne pouvais pas être sur le terrain et en même temps m'amuser à remplir ces

paperasses. Nous avons un choix à faire et le mien est fait, le terrain a la priorité donc je ne pourrais pas faire leurs tableaux.

Le lendemain, la majorité des 64 UNFSO ont abondé dans mon sens, donc on ne reparla plus de ces tableaux du décoré.

Dans le staff de NY, j'avais un supporter. C'était un irlandais d'origine. Il m'appelait de temps en temps car il parlait couramment le français. Il me disait Didier comment veux-tu que je te soutienne, tu n'envoies même pas de rapports mensuels. Je lui répondais que s'il ne se passait rien pourquoi ferais-je un rapport. Oui mais juste deux lignes, pour dire qu'il ne se passe rien. Tu sais que j'ai du mal à trouver des arguments pour ta défense.

Enn tout cas, j'é te remercie des efforrrrts que ti fais, mais stp, ne te mouille pas trop pour moi. Je ne suis pas carriériste, tu le sais, et tant que ça bardera ici ils ne me lâcheront pas.

Ne t'inquiète pas. Merci

Il m'a soutenu jusqu'au bout, il était, je pense, irlandais avant d'être UN.

A la fin de mon contrat, après 6 années passées seul, en tant que UNFSO dans un pays grand comme quatre fois la France, au lieu des 2 ans réglementaires en pays difficile et des 4 ans en pays calme, mon successeur a demandé un adjoint et un assistant. Il a eu son adjoint (un ami ancien para qui se trouvait à Goma) et une assistante.

L'adjoint, avec qui j'ai travaillé quelques temps, m'a demandé. Ecoute, explique-moi comment tu as tenu 6 ans seul, alors que nous, à trois on ne s'en sort pas.

- Eheh ! Je faisais des impasses.
- Ah bon et où ?
- Je ne faisais pas de rapport inutile à NY ni au DO.
- Ah bon ?
- Pas le temps et tu le sais bien puisque tu gérais la sécurité à Goma, nous sommes des gens de terrain et c'est là que l'on fait vraiment son boulot de sécurité, la paperasse je la laisse aux bureaucrates et carriéristes. Mais si tu m'imites tu ne feras pas de vieux os !
- Tu connais la devise de mon régiment : Etre et durer !
- Bye !

Certaines situations m'amenaient à prendre des décisions. Un dimanche, sur le Bd du 30 Juin, il y eut une grosse tempête, comme on dit, un vent à décorner les bœufs, sauf que là c'était à déraciner les arbres. Un gros platane a été déraciné deux minutes avant mon passage. Il s'est couché en travers de la voie, sur un taxi. La voiture a pris l'arbre au niveau du siège arrière. Je n'arrivais même pas à faire le tour du tronc avec mes bras. Avec le poids, le véhicule s'est ratatiné. Les branches ont stoppé le tronc à environ un mètre du sol. Le chauffeur, petit et mince a réussi à se glisser par l'espace qu'il restait au niveau de sa portière.

Plus de peur que de mal, mais pour moi, une grosse interrogation ?

Et si c'était arrivé à une voiture UN, qu'est-ce que j'aurais pu faire ?

Le lendemain, à la réunion du SMT, avec les dix chefs d'agence, j'ai exposé le problème et j'ai présenté mon état des besoins.

Je les ai mis dans l'ambiance, en leur expliquant que ça aurait pu arriver à n'importe lequel, ou laquelle d'entre eux. Alors qu'est-ce que j'aurais dû et pu faire.

Pour dégager les corps de la voiture, il fallait ôter le tronc, pas à la lime à ongle, à la tronçonneuse. Un dimanche, où trouver une tronçonneuse; une fois trouvée la société, le type qui a la clef du dépôt est peut être parti au village pour un décès ou un mariage...comment découper la tôle pliée de la carrosserie pour sortir les corps ? Il faut une découpeuse et pour la faire fonctionner il faut de l'électricité, donc un groupe électrogène....

Pour tout ce matériel, j'ai fait une évaluation, il faut compter 3000\$.

3000\$, qui n'ont pas été budgétisés, ce n'est pas possible... Comme d'hab, dès qu'il s'agit d'argent, tout est bloqué. Ils ont tergiversé et encore « disquité » et tergiversé.

Finalement j'ai dit : Bon, écoutez-moi, je peux vous dire une chose, quoiqu'il arrive, je répète quoiqu'il arrive, moi, je m'en tirerais, mais je ne pourrais pas en dire autant de vous.

Si les gouvernements utilisent le levier de la peur, ce n'est pas pour rien !

Ils ont vite trouvé un accord et dans la semaine notre sécurité était équipée d'une remorque, avec groupe électrogène, découpeuse, tronçonneuse, réservoir de carburant, et nous y avons ajouté aussi les 10 extincteurs que nous utilisions pour les incendies. Notre Détachement était le mieux équipé de Kinshasa et certainement du pays.

Toutes ces années dans ce pays ont fini par me faire connaître, un peu partout, mais plus spécialement dans les rues. J'ai vu grandir des gosses, toujours postés aux mêmes carrefours, ils avaient 6 à 7 ans, puis les mêmes, 10ans plus tard.

Il y avait plusieurs affiches publicitaires dans la ville et surtout celle des cigarettes Marlboro. Alors pour tous les gosses des rues j'étais « le cow-boy ». Des deux côtés du fleuve, ils me donnaient le même surnom. Les rues étaient les mêmes, Kin ou Brazza, alors de temps en temps ils traversaient le fleuve.



Le Cooo-Boooy

Ils mendiaient évidemment et je donnais assez souvent. Un jour, j'ai instauré une règle, je donnais la semaine, mais le week-end, c'était pour moi. Ils connaissaient et un soir un nouveau me dit :

- Cooo-booy, ti donne l'arrgeent

L'autre à côté lui répond : Méééé di, cé le vikend, c'eest pourrr lui !

- Aaah bonnnn, ça vvvva !

Une fois, j'étais un peu pressé, j'ai doublé à droite sur le bas-côté dans un carrefour et j'ai touché un gosse qui sortait de derrière une voiture.

Attroupement et deux militaires qui ont vu la bonne aubaine à portée de la main. Ils commençaient déjà à vouloir entrer dans la voiture. Les gosses des rues leur ont dit : non c'est pas la peine, lui on le connaît y va pas se sauver !

Ils chargent le jeune de 17- 18 ans dans la jeep et quelques-uns s'accrochent comme ils peuvent, le but étant de dire aux autres, au retour, qu'ils étaient montés dans la jeep du « coo-boy ».

Nous sommes arrivés à l'hôpital et nous rentrons dans les urgences. J'ai tout de suite vu que le gosse n'avait pas grand-chose, à part un gros hématome.

Le toubib a confirmé et il a fait une ordonnance pour les médocs. Le gosse boitille et fouille dans ses poches (histoire sans parole).

- Aaah patrrron, j'avais 3000 francs dans la poche et maintenant y sont « perdus ».
- Tu as entendu que le docteur a dit que tu n'avais pas la jambe cassée, mais continue tes conneries et je vais vraiment te la casser ; Tu as bien compris ?
- Ça vva coobooy.

J'ai acheté les tubes qu'il fallait et les lui ai remis, ensuite je l'ai raccompagné chez lui. Il aura des histoires à raconter.

Les gosses des rues ne voyaient pas de films, donc Indiana Jones et Crocodile Dundee, ça n'évoquait rien pour eux, par contre dans la communauté des expats, il était courant que l'on m'affuble de ces surnoms parce qu'ils disaient que je leur ressemblais.

Je rectifiais en disant que je portais le chapeau avant qu'ils ne sortent leurs films, alors ce sont eux qui me ressemblent !

Mais avec les gosses des rues, je pouvais laisser ma voiture ouverte en ville, personne n'y touchait.

Des amis m'avaient invité chez l'ambassadeur des E-U à Brazza. Quand nous sommes arrivés, celui-ci était au milieu de la piscine dans un gros fauteuil flottant et lisait tranquillement.

Sa femme parlait avec les autres. Moi, j'observais deux gosses de 7-8 ans, visiblement congolais, qui jouaient dans l'eau. L'un d'eux sort et s'assoit sur le bord. Il enlève les brassards-bouées des bras et se les passe aux jambes. J'entrevois très bien la suite, mais je ne bougeais pas. Je me suis dit : rien de mieux qu'une bonne expérience pour comprendre la loi du centre de gravité.

Il se lève et saute dans l'eau. Les bouées remontent à la surface, ainsi que ses jambes, mais sa tête, évidemment, reste dans l'eau. Je le laisse bien enregistrer la leçon et le retire de l'eau avant qu'il ne boive la moitié de la piscine. A ce moment-là l'ambassadeur enregistre la scène et comprend la situation. Il me dit heureusement que vous les avez surveillés, ce sont les enfants du ministre... Vous rendez vous compte s'il était arrivé un malheur ?

Ce n'est pas arrivé, alors pas de problème.

Parmi ces amis de Brazza, il y avait une canadienne du PNUD qui avait une amie du même pays, et qui participait à un programme d'enfants des rues. Elle me l'a présentée en me demandant si je pouvais l'aider. J'ai donc demandé à ce qu'elle m'expose son problème.

- J'ai du mal à faire de la discipline et on m'a dit que tu avais passé des années dans ce pays et aussi sur l'autre rive et que tu avais peut être des conseils. Je dois leur expliquer ce qu'est le SIDA, comment se protéger, comment assurer la protection des filles qui sont aussi dans les rues et ne pas les exploiter... Qu'est-ce que je peux faire pour les intéresser, ils ne m'écoutent pas ?
- Essaie d'abord un système à stimulation. Comme dans les scouts ou à l'armée. Tu fais des équipes, avec signes de reconnaissance, brassards de couleur ou autre... Ensuite fais un système de récompense, avec un signe distinctif qui se remarque. Celui qui a accompli une

bonne action aura ce signe pendant une semaine. Ca va les mettre en valeur par rapport aux autres, c'est valable pour les occidentaux, mais encore plus valable pour eux, car ils veulent qu'on les remarque.

Et puis si tu vois qu'ils n'arrivent pas à rester calmes tu leur dis que s'ils ne se tiennent pas tranquilles tu vas en parler au « cowboy » qui viendra leur remonter les bretelles.

- Je dis quoi ?
- Ce que je viens de te dire : si vous ne restez pas tranquilles je vais en parler au cow-boy qui va venir vous remonter les bretelles.
- C'est une blague ou quoi ?
- Tu ne le sauras que si tu essaies.

J'ai revu cette personne une semaine après et lui ai demandé comment ça s'est passé avec ses gosses des rues.

Elle m'a dit c'est incroyable, quand j'ai répété ce que tu m'as dit, ils se sont tous écriés :

Madame, vous êtes une amie du coooboooooy ?

Oui c'est mon ami.

Depuis ce jour ils sont vraiment plus tranquilles.

- Tu vois que ce n'était pas une blague.
- Effectivement, j'ai vu.

Juin 98

Après le procès du collègue de l'UNESCO, le colonel de la COM m'appelle et me dit :

- Ils ont décidé de le relâcher, mais nous ne voulons pas de problème avec la presse ; il faut qu'il reprenne l'avion rapidement, seulement il est très faible à cause de sa maladie. Comment vous voyez la chose.
- Je doute que les Compagnies prennent des risques, s'il peut claquer à bord. Ce que je vous propose, je viens à Lubumbashi, je le récupère, je le séquestre chez moi une semaine, le temps de le retaper, ensuite je vous contacte pour que vous me facilitiez l'entrée à l'aéroport jusqu'au pied de l'avion. Ça ira comme ça ?
- J'ai votre parole qu'il n'y aura ni interview ni article dans la presse !
- Vous l'avez !
- Ok je donne les instructions pour Lubumbashi.
- C'est bon je pars demain ; merci de votre aide et de votre compréhension.

Le lendemain, j'arrive à Lu'shi (tout le monde appelait Lubumbashi par cette contraction) où une voiture m'attendait ; je me rends à la prison et mon collègue me tombe dans les bras, soulagé.

Les consignes ont bien été données car nous pouvons aller directement au pied de l'échelle, à l'avant de l'appareil, pour passer inaperçu.

Dans l'avion je lui explique les accords que j'ai passés avec le président de la COM (Cour d'Ordre Militaire). L'important pour lui sera de recouvrer une bonne santé. Je lui demande juste de faire un effort pendant une semaine, le temps qu'il puisse remarcher correctement. De ne contacter personne afin de préserver son incognito. Il a dit qu'il fera comme j'ai dit.

Avant de quitter Kin, j'avais donné des instructions à mes types. Qu'ils attendent, car nous sortirons les derniers et qu'ils me récupèrent au pied de l'avion. Nous passerons par l'autre porte de l'aéroport. J'avais demandé à ce que mon véhicule soit stationné à un point précis sur le parcours dans la ville, afin que nous changions de voiture discrètement pour brouiller les pistes des journalistes.

Ainsi nous avons fait. Nous sommes arrivés chez moi, lui caché dans le véhicule.

Une fois chez moi, j'ai appelé la toubib des UN, que j'avais déjà briefée.
Elle l'a ausculté en disant qu'effectivement il lui faudra bien une semaine afin qu'il se rétablisse et puisse marcher correctement.
Elle venait chaque jour au début, puis a demandé à une infirmière de confiance de le faire à sa place.
Au bout de huit jours, j'ai contacté le président de la COM pour qu'il donne des consignes à l'aéroport. Il a vu que j'avais respecté nos accords.
J'ai conduit le collègue au pied de l'avion, il a embarqué avant tout le monde, en toute discrétion. L'avion a décollé et ma mission a pris fin concernant ce fonctionnaire de l'UNESCO.
J'ai eu plusieurs fois des journalistes qui sont passés me voir, avant son départ et après et je leur disais toujours la même chose. Le concerné avait directement pris son vol pour Bruxelles, dès sa sortie de prison.
Un jour j'ai reçu une lettre du Représentant de l'UNESCO pour me féliciter et me remercier pour mes actions envers leur agent.

1999

Mars 99

Un incendie s'est déclaré dans le bâtiment UN, au 6^{ème} étage. Les pompiers ont été appelés, mais avant leur arrivée, avec un de mes chauffeurs (ancien para aussi) nous avons essayé de faire notre possible pour ralentir propagation.

Le personnel a été évacué, sans panique et tout le monde se trouvait dans la cour.

Le feu avait pris dans la salle informatique. La fumée flottait à un mètre au-dessus du sol. Nous devions avancer courbés, sans presque respirer. Nous avons fait ce que nous avons pu, mais nous n'arrivions plus à tenir, l'air nous manquait.

Nous sommes descendus à notre tour pour expliquer la situation aux pompiers qui venaient d'arriver. Leur chef a vu en moi une personne réceptive, à la vue de la couleur noire sur mon visage, signe que j'y étais aussi, en même temps que le feu !

J'ai eu droit à une liste de doléances, complètement justifiées. Bottes en caoutchouc pour marcher dans le feu ; lances à incendie complètement trouées. Le feu se trouvait dans le dernier bureau, mais pour l'atteindre, la lance traversait les autres pièces et vu le nombre de fuites, tous les bureaux ont été arrosés, dossiers compris.

Finalement ils ont pu l'éteindre. Nous avons eu de la chance car un épisode me revenait en mémoire. Un hôtelier, dont le bâtiment commençait à flamber, a vu les pompiers arriver, il se croyait sauvé. C'était sans compter sur l'humour noir des pompiers, ils avaient oublié de remplir la citerne, complètement vide ! Il a dit adieu à son hôtel. C'est ce genre de blague qui m'avait fait demander et obtenir du SMT, l'achat de 10 extincteurs.

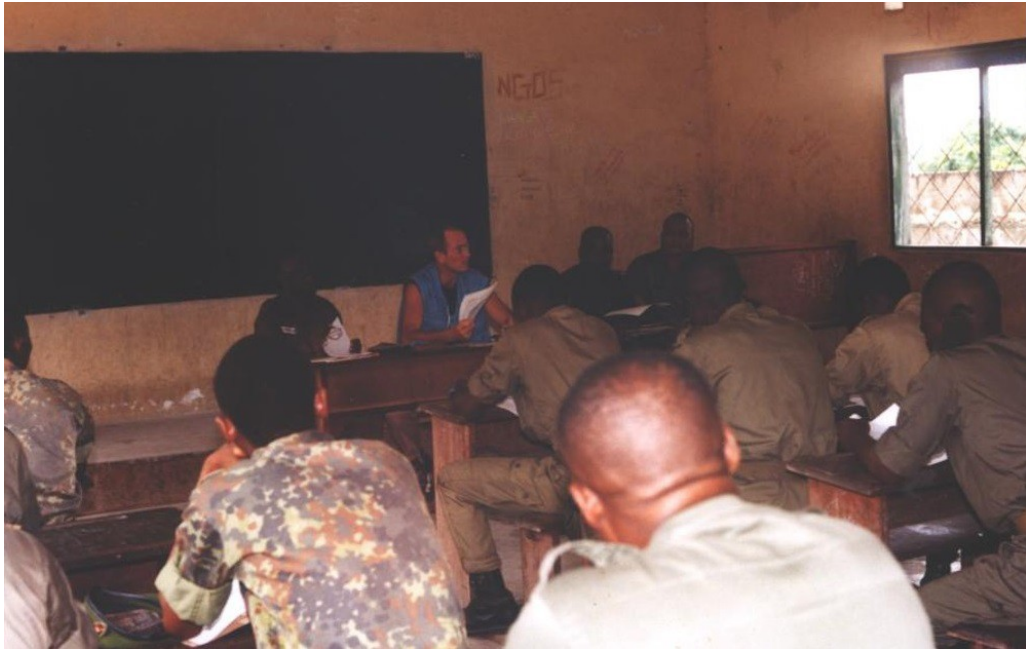
Notre action nous a valu une lettre de félicitations du PNUD NewYork.

Avril 99

Comme la guerre en RC Congo n'était pas tout à fait finie, il y avait de l'insécurité. Le PNUD Brazza m'avait demandé d'étoffer le Détachement, pour répondre à toutes les demandes, comme le faisait celui de Kin.

J'ai donc traversé le fleuve et sollicité le général pour un renforcement des effectifs. Il nous a donné ce que nous voulions. J'ai pu organiser un stage de formation et à l'issue, leur remettre les gilets bleus et les casquettes.

La création d'un poste de UNFSO pour la RC a été officiellement introduite à NY. En attendant la nomination du candidat sélectionné, je continuais à superviser les deux Congo.



Formation éléments de Brazza



Détachement Brazza avec gilets et casquettes



Sécurité au Bureau PNUD/Brazza

Durant la guerre, le colonel qui s'occupait d'un secteur, proche des quartiers résidentiels, m'avait demandé de faire le nécessaire pour la protection des bâtiments car il était obligé de retirer ses effectifs qui avaient été mobilisés pour cette mission. Je devais en mettre d'autres, sous le commandement UN. Message reçu !



Entrevue avec le colonel du secteur.

Oct 99

J'avais accompagné, dans ses déplacements, le Rapporteur Spécial des Droits de l'Homme en RDC, afin d'assurer sa sécurité. Il a effectué plusieurs missions dans ce pays, dans des régions différentes et à chaque fois, il a sollicité mon aide.

Après trois ans, il a été remplacé. Il a fait une gentille lettre de remerciements et félicitations à mon égard, pour les services que je lui avais rendus.

2000

Fev 00

Après les guerres et pillages, des armes circulaient un peu partout. Des individus mal intentionnés, jetaient des grenades à l'entrée des camps militaires, que des gosses ramassaient et c'était la cata !

Un jour, une explosion a eu lieu et je me trouvais à proximité. C'était aussi devant un camp. Trois enfants, ramassant une grenade, écoute le bruit de la mèche qui s'enflamme. Mais pour mieux l'entendre, ils se regroupent et la mettent sur l'oreille. Tsiiiiitiiii, boum !

Résultat, des morceaux de corps par terre, un visage décapé par les éclats où seul l'os apparaissait, des tripes partout. J'ai demandé des draps ou des pagnes, pour ramasser les morceaux épars, pour que je les amène à la morgue.

Une fois cette cargaison macabre chargée, j'ai foncé à la morgue avec des soldats accrochés aux portières. Ils ont donné les identités des gosses. J'ai dit que je ne pouvais pas rester, car j'avais du boulot qui m'attendait. Ils m'ont dit merci pour le transport.

2001

Jan 01 – 2^{ème} intervention du dos-

En début de mois, ma sentinelle avait posé le câble électrique avec l'ampoule, en équilibre instable, sur des cartons vides dans notre garage. L'ampoule, bien chaude, a déclenché un incendie. J'ai déduit tout ça de ses explications, quand j'ai essayé de comprendre comment le feu avait pu partir.

A 20H00, il me crie : Patrrron ya le feu, ya le feu, vite vite ya le feu !

Je gicle de la maison en tenue d'Adam, me jette tout de suite sur les bouteilles de gaz, 8 étaient en stock, 3 encore pleines. Je les sors une par une, car elles pèsent, en me brûlant les mains au passage. Nous avons aussi deux fûts d'essence en réserve, pleins.

Je lui dis qu'il aille vite brancher le tuyau d'eau. Il le fait mais il sort un mince filet qui aurait pu éteindre seulement une bougie, c'est bien notre chance.

Des cartons s'enflamment sur notre groupe électrogène dont le réservoir contient encore de l'essence. Sur le côté opposé, ceux au-dessus des fûts brûlent aussi. Avec mes va et vient au milieu des flammes, je commence à avoir la peau du dos entamée, pas encore le barbecue, mais on s'en approche. Une chance que je tourne le dos sinon ma plomberie aurait subi des dégâts, c'eût été regrettable, pour moi « ennn tout cas » ! J'ai déjà sorti 6 bouteilles, je reviens et j'entends un sifflement venant d'une des 2 bouteilles restantes. Le joint, trop chaud, ne faisait plus office de joint et sous la pression, le gaz s'échappe en jet, en direction des flammes au-dessus des fûts d'essence, à peine à un mètre.

Je récupère la bouteille et la sors en espérant qu'elle ne choisisse pas ce moment pour exploser, sinon, avec nos stocks, c'est tout le pâté de maison qui y passe.

Nous avons appelé par radio notre sécurité qui rapplique avec les extincteurs et maîtrise l'incendie.

Qui me parle encore de chance ? Quand on s'amuse à mettre une flamme devant une bombe insecticide, tout le monde sait que l'on obtient un lance-flamme. Alors pourquoi, suivant ce principe, le jet de gaz assez puissant vu le bruit et la force sur le dos de ma main, droit sur les flammes, à moins d'un mètre....rien ? J'ai fait le féééétiche, ennn tout cas !

Donc suite à cette gymnastique non contrôlée avec les grosses bouteilles de gaz, je me retrouve avec une nouvelle hernie discale. Ne voulant pas recommencer ce que j'avais vécu avec la première, je demande au toubib des UN ce qu'elle en pense d'une opération sur place. Elle me dit que c'est faisable et me site le cas d'un agent qui vient de passer sur le billard.

- Tu vois de qui je parle ?
- Oui, mais je trouve qu'il a un angle quand il marche !
- C'est de sa faute il ne fait pas de gym pour se réadapter. Ca ne sera pas le cas avec toi.
- Ok je vais tenter le coup.

Je m'étais renseigné auprès d'un ami qui avait fait médecine à Kin et connaissait bien les chirurgiens de la place. Il m'a confirmé que le professeur untel est très bon, va le voir et il te « dira quoi ».

Je passe donc le voir. Il me dit :

- Je vous reconnais. C'est vous qui étiez allongé par terre dans la salle d'attente, il a quelques années, pour le même problème. (Ca m'est difficile de passer inaperçu même en faisant exprès).
- Effectivement. Je viens vous voir car je n'ai pas envie de me refaire évacuer en France. Je voulais savoir si vous pouvez m'opérer ?
- Oui je peux le faire.
- Vous me dites ça pour me faire plaisir ou vous pouvez vraiment le faire ?
- Je peux le faire.
- Vous savez que le chirurgien à Paris a eu du mal, car il m'a dit que mes disques se déshydratant, l'espace entre les vertèbres était très serré, donc ils ont dû utiliser une pince très fine. Vous avez une pince très fine ?
- Oui, ça doit pouvoir se trouver.
- Ok, banco !

J'ai été opéré mais j'ai failli y rester. J'en ai parlé au toubib quand il m'a revu. Je lui ai dit comment j'aurais pu expliquer à ma mère que j'étais mort de froid sous l'équateur ; à cause de la « clim » (climatisation), je claquais des dents comme ce n'était pas possible, non contrôlable. C'est une chance pour vous que je m'en sois sorti.

Il m'a avoué qu'effectivement, à cause des microbes, la clim était très forte.

Très forte ? C'est l'antichambre du congelo oui !

Bon il me prescrit des séances de kiné et me demande de revenir le voir dans un mois.

Sur la table de la kiné, après attouchements (des vertèbres), elle me dit :

- Vous avez un trou entre deux vertèbres.
- C'est vrai, j'ai remarqué aussi.
- Vous l'aviez déjà ?
- Non. C'est le chirurgien. Je lui avais dit que mes vertèbres étaient assez serrées, comme il n'a pas trouvé la petite pince, il a utilisé un pied de biche et il a fait sauter un morceau pour être plus à l'aise.

Elle me regarde et me dit : noooooon, c'est pas vvvrai !

Quand j'ai revu le toubib au bout d'un mois, je lui raconte l'histoire du pied de biche. Il rigole mais me dit qu'effectivement il a été obligé de couper l'apophyse de la vertèbre pour accéder plus facilement.

Bon tant que ça ne me gêne pas. Je commence à me déshabiller, il me dit : ce n'est pas la peine, je vous vois ça me suffit, vous pouvez partir. Merci.

J'ai revu le toubib du PNUD qui me dit : quelle différence avec l'autre gars. C'est vraiment une question d'état d'esprit.

Sept 01

Le régime de Kabila (père) était en place depuis 97, mais il s'est fait assassiné le 17 janvier de cette année. D'anciens militaires de Mobutu se réunissaient pour parler coup d'état.

Dans ma fonction je côtoyais beaucoup d'anciens, qui venaient me parler de tout et de rien et surtout me soutirer de quoi vivre.

Parmi eux, certains avaient des conversations plus spécifiques et me demandaient des conseils. Leur objectif était de descendre le fils, actuellement dans le fauteuil présidentiel, pour reprendre le pouvoir et surtout retrouver leurs acquis et prérogatives d'antan.

Je leur disais qu'ils devraient lui laisser au moins une chance, pour qu'il fasse ses preuves vu qu'il était tout jeune et tout neuf.

Mais la plupart se voyaient dans le fauteuil à sa place.

Un jour, un article de quotidien avait fait un gros titre à la une :
« Le responsable de la sécurité UN était le fournisseur en télécom d'un coup d'état contre Kabila ».

Branle-bas de combat dans le bâtiment UN. Le DO m'appelle.

- Monsieur Didier que va-t-on faire ?
- Rien ?
- Comment ça rien ?
- Il ne faut pas bouger. A travers moi, ce sont les UN qui sont visées. Faites le mort. Le ballon va se dégonfler tout seul.
- Bon d'accord, je l'espère pour vous.

Décidément, ils n'en menaient pas large tous ces types.

Une chose est sûre, c'est que moi j'allais me retrouvais en première ligne.

Effectivement, j'ai été arrêté, pendant onze heures. Mes cadres n'ont pas voulu me lâcher et sont restés dans le bureau voisin de celui où j'étais interrogé.

C'était un colonel, juriste, qui avait été à CETA (31^{ème} Brigade para) donc il avait toujours le béret rouge sur lui.

Je pense que cela a joué en ma faveur car il est resté très neutre.

- Vous connaissez le capitaine untel ?
- Vous savez colonel, je le connais peut être mais le nom ne me dit rien, si je le vois je peux confirmer ou non.
- Vous reconnaissez avoir reçu la visite d'officiers de Mobutu dans votre bureau.
- La porte de mon bureau est toujours grande ouverte, donc qui veut y entrer, le peut. Alors oui, des anciens officiers me rendent visite. Est-ce que je les connais ? pas toujours, leur noms encore moins. Ils viennent surtout chercher une aide sachant que je suis un ancien, ils jouent sur la corde sensible.
- Est-ce que vous reconnaissez avoir eu une discussion au sujet d'un coup d'état contre le président Kabila ?
- Vous savez, j'ai reçu plusieurs visites de gens qui voulaient effectivement agir dans ce sens et c'était tous de futurs présidents en puissance. Vous les connaissez aussi bien que moi, alors si j'avais dû y prêter attention à chaque fois, on ne vit plus.
- Oui mais vous avez eu une discussion bien précise à ce sujet avec l'un d'eux, le capitaine en question, sur l'assassinat du fils Kabila (actuel président). Que leur avez-vous dit ?
- S'il s'agit de la personne à laquelle je pense, je lui ai dit qu'à mon avis avant d'aller trop vite en besogne, ils devraient laisser le président faire ses preuves. Car il est jeune et peut être peut-il amener quelque chose de nouveau.
- C'est exactement ce qu'il m'a dit.
- Vous voyez bien que je vous dis la vérité. On essaie de monter tout un bateau mais il n'y a rien de vrai.
- Oui je le vois. Vous êtes libre.
- Merci colonel. Je dois vous dire que si j'avais été coupable, avec vous j'aurais eu du mouron à me faire parce que vous êtes un coriace.

L'affaire, comme je l'avais dit, s'est dégonflée, sans vague pour les UN, mais pas pour moi.

Déc 01

Un jour, un membre de la sécurité UN à New York est arrivé à Kinshasa.

Il est passé me voir pour me dire que l'UNSECOORD (Direction de la Sécurité UN à NY) ne pouvait plus renouveler mon contrat parce que j'avais déjà été opéré deux fois pour hernies

discales et que les voyages en jeep sur les pistes, avec mon job, pourraient en provoquer une troisième...etc...

C'était un canadien ; je l'ai regardé avec un petit sourire insinuant que j'attendais la suite.

Il a fini par dire : et puis il faut dire aussi que tu es un électron libre, complètement ingérable, tu n'en fait qu'à ta tête.

J'ai souri encore plus en lui répondant :

- Je me suis toujours demandé comment vous avez fait pour me supporter dix ans. Vous deviez vraiment avoir besoin de moi ! Ok, pour moi il n'y a pas de problème, j'accepte le verdict.

Voilà, j'ai passé dix ans à l'ONU. Je suis le premier à reconnaître que j'étais ingérable, mais par contre mes résultats étaient irréprochables, pour moi c'était l'essentiel. En plus, je me suis bien amusé, car en électron libre, je faisais ce que je voulais, dans le respect de Mes procédures évidemment, sinon où eut été le plaisir! Euh, par contre je n'ai pas été décoré, est-ce gênant ?

Epilogue



« Eh oui ! C'est moi, pour ceusses qui le savaient pas »

Après la lecture de toutes ces anecdotes, il est difficile de ne pas conclure que réellement, toute ma vie, j'ai été très protégé.

Le pékin moyen se contentera de dire : ce type a eu beaucoup de chance.

Mais je fais partie de ceux qui ne croit pas à la chance, ni aux coïncidences. Je me suis toujours posé des questions existentielles et quand je regarde derrière moi, il m'est impossible de ne pas reconnaître qu'une force supérieure a toujours veillé sur moi. Quel que soit le nom que les gens lui donneront : Dieu-Allah- Krishna-Bouddha- Le Christ-Jéhovah....C'est la même énergie. Un lieu géographique différent mais une énergie commune.

Etant chrétien à la base il est donc normal que cela soit Christ pour moi, bien que je ne revendique aucune religion.

Alors Christ m'a indéniablement protégé toute ma vie et ce serait faire preuve d'ingratitude si je le niais. Par ces écrits, je témoigne de cette « super » protection Divine, sans laquelle je n'aurais pu vivre ces moments et encore moins en parler.

Maintenant, à la question : pourquoi moi, plus qu'un autre ? Il sera plus difficile de répondre. Mais il y a automatiquement une raison, le hasard n'existant pas.

La réponse est liée au cheminement de chacun, à ses origines cosmiques. Les miennes étant un peu différentes des autres, je dois bien le reconnaître, la réponse le sera également. Je détiens une partie du puzzle, quelques pièces seulement.

Dans mes actes, j'ai toujours mis en avant l'intérêt de l'organisme qui m'employait et aussi l'intérêt des autres. Ma bannière c'est : « Pour Le Plus Grand Bien de Tous ». Ça aide beaucoup dans ce monde égoïste et ça m'a beaucoup aidé personnellement.

Mes supérieurs avaient, certes, pas mal de griefs contre moi, mais officiellement, au vu des résultats, aucun concernant mon travail effectué. Disons rien sur le fond, mais tout sur la forme. Chaque année, un fonctionnaire responsable, doit remplir un PER (Personnal Evaluation Form) pour noter les gens qui dépendent de lui. L'agent concerné devait le lire et commenter les annotations émises par son chef et il avait la possibilité de faire appel s'il estimait qu'elles n'étaient pas justifiées. Pour moi les mêmes annotations étaient reprises en boucles : Elément très efficace, mais y gagnerait à respecter les règles et procédures.

Je ne les ai jamais contestées.

En fait j'y gagnerais pour la carrière, mais j'y perdrais en efficacité. Encore un choix.

J'ai dit au Représentant de l'OMS (DO par intérim, en l'absence du titulaire) qui m'a évalué, car c'est à lui que je rendais compte pendant les périodes critiques de la guerre :

- Certaines personnes pourraient dire que je vous ai « matabishé » (bakchiché) quand on lit ce PER. (Il avait mis encore plus de pommade que d'habitude)
- Oui, mais ce n'est pas le cas, n'est-ce pas ?
- Effectivement !

Je comprenais l'ambivalence de mes supérieurs qui d'une part étaient très satisfaits des résultats, mais qui d'un autre côté devaient faire ces annotations sur le PER, se couvrant ainsi vis à vis de leur propre hiérarchie.

Dans ce système, comme ailleurs, les gens qui remplissent leur mission coûte que coûte, qui ne sont arrêtés, ni par l'horaire de fin de service, ni par les heures des repas, qui ont réellement une vraie conscience professionnelle, ne sont pas légion.

Dans les formulaires à remplir, ne marque-t-on pas dans la colonne : emploi ?

- « fonctionnaire » des Nations Unies !

Ça n'appelle aucun commentaire.

Ce qu'il se dégage de tous ces écrits, c'est que j'ai donné priorité au plaisir que j'avais à exercer ce travail, à ma façon, employant mes méthodes, mais en réussissant.

Je ne conseille pas de suivre mon exemple car si la personne n'a pas la mentalité et le caractère adéquat, outils indispensables, elle ira au casse-pipe.

De toute façon dans notre société actuelle, ce genre d'attitude ne ferait pas long feu. Par contre, les jeunes ne doivent pas baisser les bras sous prétexte qu'ils sont face à un mur.

C'est vrai que le mur est là, mais en toute situation il faut positiver, avoir le sens pratique et trouver la solution, souvent innovante, car elle existe toujours.

Rester combatif, ne jamais céder au découragement. Des choses qui ne sont plus enseignées, sauf si on parle de foot...

J'ai souvent dit que je me sentais une âme de Chevalier et ce n'est pas pour rien que j'ai toujours essayé de respecter leur code d'honneur. Mais il est très regrettable de voir de nos jours que toutes les valeurs qui furent enseignées dans ces codes ont totalement disparu.

Les jeunes et moins jeunes sont fanas de Star Wars, **Le Réveil de la Force**. Les effigies et les statuettes de Dark Vador se vendent comme des petits pains. Du réveil de quelle force parle-t-on ? Celle de l'ombre ? Elle est déjà réveillée et très active, depuis très longtemps, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Par contre, il serait temps pour toute la jeunesse de se réveiller réellement. Je sais que certains commencent à voir plus clair, mais la majorité est complètement lobotomisée. C'est leur survie qui est en jeu et ils l'ignorent.

Dans le jeu de la vie, car la vie est une grande pièce de théâtre, c'est surtout le combat de l'Ombre contre la Lumière ; toujours une question de choix, mais cette lobotomisation/robotisation les pousse dans la mauvaise direction et le réveil sera dur à assumer. Combien de personnes sont réellement heureuses ? Le formatage de notre société allie le bonheur à l'argent qui permet d'acquérir des produits de consommation.

On vous explique, ouvertement et pour assurer le coup, en messages subliminaux (normalement interdits), que vous ne pouvez pas être heureux si vous n'avez pas les derniers modèles de tel article ou tel autre. Produire-vendre-profits = acheteurs à pomper....

Je peux me vanter d'avoir été et d'être encore très heureux dans ma vie, juste parce que rien ne m'a été imposé, mais c'était un libre choix de ma part.

J'ai vécu dans des coins perdus, sans eau courante, sans électricité et pourtant j'étais heureux car c'est un état d'esprit, avant tout. Se satisfaire de ce que l'on a, rien de plus.

On appelle ça avoir une vie simple. Les difficultés dans ma vie, que j'ai recherchées, m'ont montré la futilité des choses. Aller à l'essentiel. Etre content d'être à l'abri dans une case étanche aux intempéries quand le ciel s'écroule dehors; avoir mon assiette pleine tous les jours (ou presque) ; être suffisamment en bonne santé pour marcher plusieurs dizaines de km par jour. Aider les gens quand ça m'était possible.

Dans ces moments nous ne sommes plus dans le « Paraître », règle d'or de notre civilisation, mais dans l' « Etre ».

Etre heureux c'est déjà acquérir une certaine harmonie, un équilibre dans sa vie et pour cela il y a des petites choses que l'expérience et des recherches nous enseignent.

Beaucoup de gens ignorent que dans l'Univers il y a des Lois. La première qui englobe toutes les autres, c'est la Loi d'Amour, le respect, l'équité, la bonté...c'est dans quel tiroir ???

Une autre très importante, c'est la Loi d'Attraction, ou de Cause à Effet. Etant dans un monde de Dualité, il y aura toujours au minimum deux choix devant chaque situation. Enlevez de votre tête le « Je ne pouvais pas faire autrement ; Je n'avais pas le choix » ; FAUX, on a toujours le choix, mais comme l'un des deux comporte trop de risques on préfère l'éliminer d'office et on dit qu'on ne pouvait pas faire autrement.

Maintenant il faut savoir qu'en vertu de cette Loi, chaque choix entraîne des conséquences. L'Univers vous présentera toujours une facture, pas sur votre choix, mais sur les conséquences qu'il aura entraînées. Il faut donc se préparer à les assumer; C'est la Loi de Rétribution.

Il y a un adage qui dit « ne jamais dire jamais ». C'est encore une autre Loi. Si on ne connaît pas le processus, tout ce que nous voulons attirer, en définitif, nous le repoussons et tout ce que nous voulons repousser, nous l'attirons.

Donc pas la peine de dire : « moi je ne ferais jamais ça ! » Dites-vous bien qu'un jour l'Univers vous amènera à le vivre.

Nos écoles devraient sensibiliser les jeunes sur le sens des responsabilités devant chaque acte engagé. Ce n'est pas fait, donc grosse surprise quand la facture tombe ! « Comment les tournantes dans les caves des immeubles, c'est pas politiquement correcte ? Ah ben, on savait pas ! »

Nos manipulateurs ne veulent pas de gens trop intelligents car ils seront amenés un jour à trop réfléchir et à l'armée on disait : « réfléchir, c'est le début de la désobéissance ». Ce qu'il faut ce sont des gens qui sauront suivre les consignes, restés dans le moule du formatage, le petit doigt sur la couture du pantalon !

C'est la société qu'ils construisent actuellement et je ne m'y sens pas du tout à l'aise. J'ai vécu sans chéquier, sans carte bleue, toujours avec du cash, donc pour eux intraçable. Bientôt (c'est déjà en voie) des gens comme moi seront perçus comme une menace pour les états, donc à éradiquer.

Il faut rester lucide, si j'étais à leur place c'est aussi ce que je ferais. Annihilation de tout germe de rébellion. C'est le rôle de toutes les agences de renseignements. Ils n'ont besoin que d'esclaves, rien d'autre.

D'où le combat pour la Liberté, la vraie ; pas celle qui permet de voter pour des guignols qui obéissent au doigt et à l'œil à l'étage supérieur.

Liberté-Egalité-Fraternité, que beaucoup de nations nous enviaient, ça n'a plus de sens. Je plains les générations suivantes et à venir, bien qu'il y ait quand même un espoir, seulement, pour la minorité qui gardera la foi. Il faut que ses rangs grossissent.

Je vous souhaite tout le courage possible pour affronter votre futur. A chacun son tour de s'amuser, « ennn tout cas, vrrraimeent ! »